



# **MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

## **ORDONNANCE PORTANT BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2012**

### **RAPPORT ECONOMIQUE ET FINANCIER**







**ORDONNANCE PORTANT BUDGET DE  
L'ETAT POUR L'ANNEE 2012**

**RAPPORT ECONOMIQUE ET FINANCIER**



*L'article 35, alinéa 1 de la loi organique n° 59-249 du 31 décembre 1959 relative aux Lois de Finances, stipule que celles-ci doivent être appuyées par un rapport sur la situation économique et financière, les résultats connus et les perspectives.*

**Le présent rapport répond à cette obligation.**





## SOMMAIRE

<b>SYNTHESE DU RAPPORT ECONOMIQUE ET FINANCIER 2012 .....</b>	<b>9</b>
<b>INTRODUCTION GENERALE .....</b>	<b>19</b>
<b>PREMIERE PARTIE : EVOLUTION ECONOMIQUE RECENTE.....</b>	<b>20</b>
<b>DEUXIEME PARTIE : BILAN ECONOMIQUE ET FINANCIER DE L'ANNEE 2011.....</b>	<b>27</b>
<b>I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL EN 2011.....</b>	<b>27</b>
<b>I.1- L'évolution de la situation économique dans les grandes zones.....</b>	<b>27</b>
I.1.1- Les Etats-Unis d'Amérique.....	27
I.1.2- La Zone Euro .....	27
I.1.3- Le Japon.....	28
I.1.4- Les pays émergents et en développement .....	28
<b>I.2- L'inflation, les taux d'intérêt et le taux de change.....</b>	<b>29</b>
I.2.1- L'inflation dans le monde .....	29
I.2.2- Les taux d'intérêt et taux de change .....	29
<b>I.3- Les cours des matières premières .....</b>	<b>30</b>
I.3.1- Les produits alimentaires .....	30
I.3.2. Les produits industriels .....	32
<b>II.- LE CADRAGE DE L'ECONOMIE IVOIRIENNE EN 2011 .....</b>	<b>33</b>
<b>II.1- La production agricole .....</b>	<b>33</b>
<b>II.2- La production minière et pétrolière .....</b>	<b>35</b>
<b>II.3- La production industrielle .....</b>	<b>36</b>
<b>II.4- La production et la consommation d'énergies commerciales .....</b>	<b>37</b>

<b>II.5- Les activités tertiaires .....</b>	<b>38</b>
<b>II.6- L'évolution des prix à la consommation .....</b>	<b>39</b>
<b>II.7- Les échanges extérieurs .....</b>	<b>40</b>
<b>II.8- La situation monétaire .....</b>	<b>41</b>
<b>II.8.1- La masse monétaire et ses contreparties .....</b>	<b>41</b>
<b>II.8.2- La répartition sectorielle des crédits .....</b>	<b>42</b>
<b>II.9- Les estimations macroéconomiques pour l'année 2011 .....</b>	<b>42</b>
<b>II.9.2- Le contexte national .....</b>	<b>43</b>
<b>II.9.3- Les estimations du secteur réel .....</b>	<b>43</b>
II.9.3.1- Le secteur primaire .....	43
II.9.3.2- Le secteur secondaire .....	44
II.9.3.3- Le secteur tertiaire.....	44
II.9.3.4- Le secteur non marchand .....	45
II.9.3.5- La demande .....	45
II.9.3.6- Les comptes extérieurs.....	45
II.9.3.7- La situation monétaire.....	45
<b>III- LA SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES A FIN 2011 .....</b>	<b>48</b>
<b>III.1- La situation de recouvrement des recettes globales et dons .....</b>	<b>48</b>
III.1.1- Les recouvrements de recettes fiscales.....	48
III.1.2- Les recouvrements de recettes non fiscales.....	48
III.1.3- Les dons.....	49
<b>III.2- L'exécution des dépenses totales et prêts nets .....</b>	<b>52</b>
III.2.1- Les dépenses courantes.....	52
III.2.2- Les dépenses d'investissement.....	52
III.2.3- Les dépenses de sortie de crise.....	52
<b>III.3- La dette publique .....</b>	<b>55</b>

III.3.1- Le service de la dette publique .....	55
<b>IV.- LA MISE EN ŒUVRE DES REFORMES .....</b>	<b>57</b>
IV.1- Les finances publiques .....	57
IV.2- La filière café-cacao .....	57
IV.3- Le secteur énergie .....	57
IV.4- Le secteur financier .....	57
IV.5- Les reformes de l'administration publique et de la justice .....	57
IV.6- Les secteurs sociaux.....	58
<b>TROISIEME PARTIE : PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES POUR 2012 .....</b>	<b>59</b>
<b>I. LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES POUR L'ANNEE 2012 .....</b>	<b>59</b>
I.1- L'environnement économique international.....	59
I.2- L'environnement national.....	59
I.3- Les hypothèses et principaux résultats macroéconomiques pour l'année 2012 .....	60
I.3.1- Au niveau de l'offre.....	60
I.3.1.1- Le secteur primaire.....	60
I.3.1.2- Le secteur secondaire .....	60
I.3.1.3- Le secteur tertiaire.....	61
I.3.1.4- Le secteur non marchand .....	61
I.3.2- Du côté de la demande .....	61
I.3.3.- La balance des paiements .....	62
I.3.4.- La situation monétaire .....	63
<b>II. LES PERSPECTIVES DES FINANCES PUBLIQUES POUR L'ANNEE 2012 .....</b>	<b>63</b>
II.1- Les recettes totales.....	64
II.1.1- Les recettes fiscales .....	64
II.1.2- Les recettes non fiscales .....	65

<b>II.2- Les dons .....</b>	<b>65</b>
<b>II.3- L'exécution des dépenses publiques .....</b>	<b>65</b>
II.3.1- Les dépenses courantes .....	65
II.3.2- Les dépenses d'investissement .....	65
II.3.3- Les dépenses de sortie de crise .....	66
<b>II.4- La dette publique.....</b>	<b>66</b>
II.4.1- La dette intérieure .....	66
II.4.2- La dette extérieure.....	66
<b>III. LES PERSPECTIVES DE REFORMES POUR L'ANNEE 2012 .....</b>	<b>66</b>
<b>III.1- Les finances publiques .....</b>	<b>67</b>
<b>III.2- La filière café-cacao .....</b>	<b>68</b>
<b>III.3- Le secteurs énergie, électricité et eau .....</b>	<b>68</b>
<b>III.4- Le secteur financier.....</b>	<b>69</b>
<b>III.5- L'administration publique et la gouvernance.....</b>	<b>69</b>
<b>III.6- L'intégration sous-régionale .....</b>	<b>70</b>
<b>CONCLUSION GENERALE .....</b>	<b>71</b>

## **LISTE DES TABLEAUX**

TABLEAU 1:REPARTITION DU PIB PAR SECTEUR D'ACTIVITES EN 2010 .....	10
TABLEAU 2:REPARTITION DU PIB PAR SECTEUR D'ACTIVITES EN 2011 .....	13
TABLEAU 3:CONCOURS EXTERIEURS DE 2009 A 2012 .....	14
TABLEAU 4:REPARTITION DU PIB PAR SECTEUR D'ACTIVITES EN 2012.....	16
TABLEAU 5:CROISSANCE EN VOLUME DU PIB .....	29
TABLEAU 6:VARIATION DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION DANS LES PRINCIPAUX PAYS ET GRANDES ZONES (EN %).....	29
TABLEAU 7:COURS DES MATIERES A FIN SEPTEMBRE 2011 .....	30
TABLEAU 8:COURS DES MATIERES PREMIERES DE 2008 A 2011.....	43
TABLEAU 9 :PRINCIPALES HYPOTHESES DE L'AGRICULTURE D'EXPORTATION.....	44
TABLEAU 10 :PRODUCTION DE PETROLE BRUT, DE GAZ ET D'OR .....	44
TABLEAU 11: COMPARAISON DES PREVISIONS SECTORIELLES .....	45
TABLEAU 12: SITUATION MONETAIRE INTEGREE .....	47
TABLEAU 13: RECETTES FISCALES 2011 PAR REGIES FINANCIERES (OPTIQUE TOFE) .....	50
TABLEAU 14: RECETTES TOTALES ET DONS 2010 A 2012 .....	51
TABLEAU 15: DEPENSES TOTALES DE L'ETAT 2010-2012 .....	54
TABLEAU 16: SITUATION D'EXECUTION DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2011.....	55
TABLEAU 17: SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE REGLEE 2008-2011 .....	56
TABLEAU 18: COURS DES MATIERES PREMIERES DE 2010 A 2012.....	59
TABLEAU 19: EVOLUTION (%) DE L'ECONOMIE MONDIALE 2009 -2012.....	59
TABLEAU 20 : CADRAGE MACRO-ECONOMIQUE 2006-2011 .....	62
TABLEAU 21: BALANCE DES PAIEMENTS 2012.....	63

## **LISTE DE GRAPHIQUES**

GRAPHIQUE 1 : EVOLUTION DU PIB REEL ET DU TAUX DE CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE.....	9
GRAPHIQUE 2 :EVOLUTION DES COURS DU CACAO ET DU CAFE EN F CFA/KG.....	31
GRAPHIQUE 3 :EVOLUTION DES COURS DU SUCRE ET DU RIZ F CFA/KG.....	31
GRAPHIQUE 4 :EVOLUTION DES COURS DE L’HUILE DE PALME .....	31
GRAPHIQUE 5 :EVOLUTION DES COURS DU COTON.....	32
GRAPHIQUE 6 :EVOLUTION DES COURS DU CAOUTCHOUC.....	32
GRAPHIQUE 7 :EVOLUTION DES COURS DU PETROLE F CFA/BARIL.....	33
GRAPHIQUE 8 :PRODUCTION DE CAFE (EN TONNES).....	33
GRAPHIQUE 9 :PRODUCTION DE CACAO (EN TONNES) .....	34
GRAPHIQUE 10 :PRODUCTION ET EXPORTATION DE PETROLE BRUT (MILLIERS DE TONNES) .....	35
GRAPHIQUE 11 :PRODUCTION DE GAZ (MILLIONS DE M3) .....	35
GRAPHIQUE 12 :PRODUCTION DE L’OR (EN KILOGRAMMES).....	35
GRAPHIQUE 13 :EVOLUTION TRIMESTRIELLE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE.....	36
GRAPHIQUE 14 :EVOLUTION DES BRANCHES AGROALIMENTAIRE.....	36
GRAPHIQUE 15 : EVOLUTION DU SECTEUR DU BTP .....	37
GRAPHIQUE 16 :PRODUCTION DE PRODUITS PETROLIERS (EN MILLIERS DE TONNES).....	37
GRAPHIQUE 17 :CONSOMMATION DE PRODUITS PETROLIERS (EN 1000 TM).....	38
GRAPHIQUE 18 :PRODUCTION D’ELECTRICITE (EN GWH) .....	38
GRAPHIQUE 19 : EVOLUTION DE L’INDICE DU CHIFFRE D’AFFAIRE.....	38
GRAPHIQUE 20 :INFLATION CUMULEE DEPUIS LE DEBUT DE L’ANNEE.....	40
GRAPHIQUE 21 :EXPORTATIONS GLOBALES (EN VALEUR).....	40
GRAPHIQUE 22 :IMPORTATIONS GLOBALES CAF.....	41
GRAPHIQUE 23 :EVOLUTION DES AVOIRS EXTERIEURS NETS .....	41
GRAPHIQUE 24 :REPARTITION SECTORIELLE DES CREDITS A FIN SEPTEMBRE 2011 .....	42

## SYNTHESE DU RAPPORT ECONOMIQUE ET FINANCIER 2012

L'évolution de l'économie ivoirienne au cours des années 2010, 2011 et 2012 est marquée par les incertitudes liées à l'environnement international, les effets de la crise post-électorale, le plein rétablissement de relations harmonieuses avec l'ensemble des partenaires au développement et la ferme détermination du Gouvernement à rétablir durablement la Côte d'Ivoire sur le sentier de la croissance.

En effet, au niveau international, l'économie mondiale devrait enregistrer une croissance de 4% en 2011, après un taux d'environ 5% en 2010, du fait notamment des effets des catastrophes naturelles en Asie, des troubles socio-politiques dans certains pays producteurs de pétrole, des difficultés de relance de la demande privée aux Etats Unis d'Amérique et de la crise de la dette dans la zone euro. Sous les principales hypothèses d'un règlement de la crise de la zone Euro et d'une reprise des activités économiques aux Etats-Unis, la croissance mondiale devrait se maintenir à 4% en 2012.

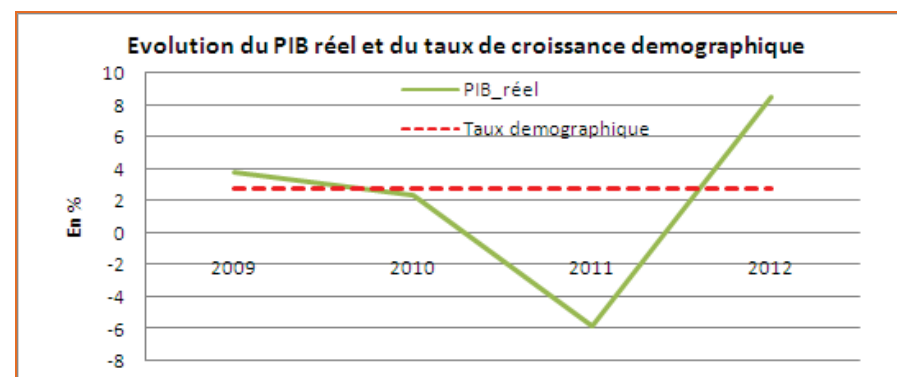
**Au niveau de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)**, après une bonne tenue de l'activité économique en 2010, où le taux de croissance s'est affiché à 4,4%, contre 2,8% en 2009, le PIB devrait ressortir à 1,4% en 2011, du fait de l'impact de la crise post-électorale ivoirienne. Avec la normalisation socio-politique en Côte d'Ivoire et la reprise des activités dans certains Etats membres de l'Union affectés par cette crise, le taux de croissance devrait avoisiner 5% en 2012.

**En Côte d'Ivoire**, après plusieurs années d'instabilité sociopolitique, qui a pris fin avec la résolution de la crise post-électorale, le Gouvernement a mis en œuvre avec succès, un programme économique et financier intérimaire en 2011 et pris des mesures d'urgence pour

impulser la reprise des activités. Ce programme a bénéficié du soutien financier de la plupart des partenaires au développement. La crise post-

électorale a eu de graves conséquences sur la situation sociale, humanitaire, sécuritaire et économique du pays. Toutefois, des progrès significatifs ont été enregistrés dans le processus de reprise des activités et de reconstruction nationale, grâce aux mesures d'urgence mises en œuvre. En effet, celles-ci ont permis de restaurer la paix sociale et d'atténuer les effets néfastes de la crise sur l'économie nationale. A cet égard, le taux de croissance initialement attendu à -6,3% devrait s'améliorer pour se situer à -5,8% en 2011. Sous l'hypothèse du maintien de cette dynamique, à travers la poursuite des efforts de restauration de l'appareil de production, d'accroissement des investissements notamment publics, d'amélioration du climat des affaires, de consolidation de la paix sociale et de la confiance des acteurs économiques, l'année 2012 devrait être celle de la matérialité de la relance économique, avec un taux de croissance du PIB réel de 8,5%.

**Graphique 1 : Evolution du PIB réel et du taux de croissance démographique**



Source : DGE/DCPE

La présente synthèse du Rapport Economique et Financier aborde dans une première partie, la situation économique et financière au cours des années 2010 et 2011, puis dans la seconde, les perspectives économiques et financières pour l'année 2012.

## I. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2010 ET 2011

### I.1- Evolution de la situation économique et financière en 2010

L'année 2010 porte l'empreinte de la crise énergétique survenue au premier semestre (délestage électrique et baisse de la production des produits pétroliers), la contraction de la production de pétrole brut et les perturbations liées à la crise post-électorale de décembre 2010. Du fait des effets de cette crise, le taux de croissance de l'économie nationale a enregistré une perte de 0,4 point de pourcentage de PIB au cours du mois de décembre 2010, pour ressortir à 2,4%, contre 3,8% en 2009.

Ce ralentissement de la croissance est imputable au secteur primaire (0,5% en 2010 contre 6,4% en 2009) et au secteur tertiaire (2,7% en 2010 contre 5% en 2009). Quant au secteur secondaire, il a enregistré une hausse de 4,7% grâce au dynamisme de l'agroalimentaire (+13,4%) et du BTP (+27,2%). Au niveau du secteur primaire, la bonne tenue de l'agriculture d'exportation, de l'agriculture vivrière et de la sylviculture a été contrebalancée par les contre-performances de l'extraction minière. L'évolution favorable de l'agriculture d'exportation, malgré la crise post-électorale, est imputable aux anticipations des opérateurs du secteur cacao, qui ont réalisé des achats massifs en fin d'année 2010. Concernant le secteur tertiaire, le ralentissement de la croissance par rapport à 2009 est lié à l'évolution de l'ensemble de ses composantes.

L'inflation s'est située à 1,8% en 2010, contre une progression de 0,5% en 2009, en relation notamment avec le déclenchement de la crise en fin d'année. Toutefois, ce niveau demeure conforme à l'objectif de convergence de l'UEMOA plafonné à 3%. La résurgence des tensions inflationnistes en 2010 est imputable surtout au renchérissement des

prix des Produits Alimentaires, des Boissons et Tabac et des Transports.

*Du côté de la demande*, la croissance du PIB a été principalement soutenue par la consommation finale (5,1%) à la suite de l'amélioration des revenus des ménages (hausse des revenus agricoles et revalorisation salariale de certaines catégories de fonctionnaires). L'investissement a également enregistré une hausse de 3,5%, sous l'impulsion notamment des grands chantiers de l'Etat (réhabilitation de l'Hôtel Ivoire, prolongement de l'autoroute du nord, travaux du transfert de la capitale, etc.).

Les exportations de biens et services non facteurs ont replié de 1,4%, en liaison avec la baisse des volumes exportés de cacao, de café et de pétrole brut. Dans le même temps, la progression de 3,5% des importations s'explique par la hausse des biens d'équipements et intermédiaires.

**Tableau 1: Répartition du PIB par secteur d'activités en 2010**

	Primaire	Secondaire	Tertiaire	Non Marchand	PIB Total
<b>Croissance du PIB (%)</b>	0,5	4,7	2,7	2,0	2,4
<b>Poids dans le PIB (%)</b>	28,7	21,3	36,8	13,2	100
<b>Contribution des secteurs à la croissance du PIB</b>	0,2	1,0	1,0	0,3	2,4

*Source : DGE/DCPE*



**La situation des finances publiques** en 2010 a été caractérisée par une difficile exécution du budget, notamment en fin d'année. Les principaux critères budgétaires arrêtés dans le cadre du programme conclu avec le FMI n'ont pas été respectés à cause des perturbations de l'activité économique provoquées par la crise post-électorale. L'Etat a accumulé des arriérés de 31,1 milliards au titre de la dette intérieure et 19,7 milliards sur la dette extérieure. Cette situation a conduit à l'annulation du programme économique et financier 2009-2011, soutenu par la Facilité Elargie de Crédit (FEC).

Les recettes totales et dons sont ressortis à 2 282,8 milliards et les dépenses totales et prêts nets à 2 498,8 milliards, dégageant un solde global déficitaire de 216,1 milliards (1,9 % du PIB) et un solde primaire de base de -0,3% du PIB. Ce déficit budgétaire a été couvert par les ressources mobilisées sur les marchés monétaire et financier et par les concours extérieurs.

Par ailleurs, les accords de restructuration de dette obtenus dans le cadre de l'Initiative PPTE ont permis le traitement de la dette extérieure. En effet, outre les gains de restructuration issus de l'Accord du Club de Paris du 15 mai 2009, la Côte d'Ivoire a tiré avantage de l'accord conclu, en avril 2010, avec les créanciers privés détenteurs des titres Brady. Cette dernière restructuration s'articule autour des points essentiels suivants :

- une décote de 20% sur le stock de dette estimé au 31 décembre 2009, représentant un abandon de 287 milliards de franc CFA ;
- une émission d'un nouveau titre relatif aux créances restantes (80% du stock) d'une durée de 23 ans, dont 6 ans de différé, assorti d'un taux d'intérêt fixe et faible de 2,5% l'an pendant la période de différé et qui croît progressivement pour atteindre 5,75% l'an sur le long terme.

**Concernant les opérations avec le reste du monde**, la balance des transactions courantes est ressortie excédentaire de 125 milliards (1,1% du PIB) en 2010, contre 763,8 milliards (7% du PIB) en 2009, du fait du repli du solde commercial et de la dégradation des balances des services et des transferts courants. Le solde global s'est affiché à 244,3

milliards (2,2% du PIB), en liaison avec l'amélioration du solde du compte de capital et d'opérations financières.

**S'agissant de la situation monétaire**, il est observé une consolidation des avoirs extérieurs nets de 20,6%, une progression du crédit net à l'Etat de 26,7% et un raffermissement des crédits à l'économie de 8,7%. Aussi, en a-t-il résulté une augmentation de la masse monétaire de 18,2%.

**Au plan des réformes structurelles**, des avancées notables ont été enregistrées dans leur exécution en 2010. La mise en œuvre de ces réformes s'est caractérisée par un accent particulier sur la mobilisation des recettes à travers l'achèvement du redéploiement de l'administration fiscale sur toute l'étendue du territoire national.

Dans le cadre de l'assainissement des finances publiques, des progrès ont été réalisés dans la mise en œuvre des réformes issues du PEMFAR (Public Expenditure Management of Financial Accountability Review). En outre, l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics, mise en place par le décret N°2009-260 du 06 août 2009, portant organisation et fonctionnement de cet organe, a été rendue pleinement opérationnelle. Les premières décisions ont été rendues et des actions de vulgarisation auprès du public ont été initiées, notamment, les campagnes d'information et l'activation d'un numéro vert.

Au niveau du secteur café-cacao, dans le souci d'améliorer la situation des producteurs, le Gouvernement a poursuivi la réduction des prélèvements sur la filière. Au titre de la campagne 2010/2011, les prélèvements ont été agrégés en une taxe ad valorem de 22% maximum et le prix indicatif aux producteurs a été fixé à 1 100 F/Kg. Par ailleurs, le rapport définitif du Comité de Réforme de la filière Café-cacao (CRCC), qui intègre les propositions de l'ensemble des acteurs de la filière, a été remis au Chef de l'Etat.

S'agissant du secteur énergie, le Gouvernement a réalisé des progrès dans la gestion du secteur. Le rapport final des années 2006 et 2007 conformes aux critères ITIE a été rendu disponible depuis avril 2010 et publié sur le site web du Ministère de l'Économie et des Finances. Par

ailleurs, un cabinet a été sélectionné pour la rédaction du rapport ITIE des années 2008 et 2009.

Concernant le secteur financier, dans le cadre de la stratégie de développement de ce secteur avec l'assistance technique de l'initiative « FIRST », un atelier tenu en septembre 2010, a proposé des orientations stratégiques et un plan d'actions de réforme. Relativement aux banques publiques sous administration provisoire, les efforts de recouvrement des créances rachetées par l'Etat et la mise en œuvre des plans d'actions de restructuration se sont poursuivis, en vue du respect des ratios prudentiels. Par ailleurs, le projet de loi portant réglementation des systèmes financiers décentralisés a été transmis au Secrétariat Général du Gouvernement pour adoption.

Au niveau des réformes de la fonction publique, dans le souci de maîtriser les effectifs et d'améliorer leur gestion, le Gouvernement a procédé en septembre 2010 au démarrage de la phase pilote du recensement des fonctionnaires et agents de l'Etat. Pour réformer les administrations publiques, l'étude sur la création de postes de Secrétaires Généraux des Ministères a été achevée et les conclusions ont permis d'élaborer le projet de décret portant attributions, organisation et fonctionnement de ces Secrétariats.

Dans le cadre de la gouvernance et de l'amélioration de l'environnement des affaires, la version finale du Plan National de Bonne Gouvernance et le projet d'ordonnance relative à l'exéquat des décisions des Cours d'arbitrage ont été transmis au Secrétariat Général du Gouvernement. En outre, un projet de charte d'éthique et de code de déontologie ainsi que des projets de texte de création des tribunaux de commerce ont été élaborés.

## **I.2- Estimations des performances économiques et financières en 2011**

*L'environnement international* serait marqué en 2011, par un ralentissement de la croissance de l'économie mondiale, qui se situerait à 4%, contre 5,1% en 2010, du fait notamment, de l'impact de la crise

de l'endettement dans la zone Euro et du ralentissement de la croissance aux Etats-Unis dû au déstockage massif des entreprises au troisième trimestre 2011.

*En Côte d'Ivoire*, l'activité économique est affectée principalement par les effets de la crise post-électorale. Cette crise a eu de graves conséquences sur l'administration publique et le tissu économique et social. Elle a provoqué une nette dégradation de la situation sécuritaire, occasionnant un déplacement de plus d'un million de personnes, tant à l'intérieur du pays que vers les pays limitrophes. Des pillages des services de l'Administration Publique, des entreprises et des ménages ont été enregistrés. Il en est résulté un affaiblissement de la capacité opérationnelle des services de l'Etat. Au niveau du secteur privé, la destruction partielle de l'outil de production a entraîné la mise au chômage technique et le licenciement de nombreux travailleurs.

Cette situation, combinée avec l'accumulation d'arriérés de paiement a entraîné l'annulation du programme triennal 2009-2011 soutenu par la Facilité Elargie de Crédit (FEC). Pour faire face aux besoins urgents et répondre à la demande sociale, le Gouvernement a d'abord négocié avec le FMI, un programme intérimaire appuyé par la Facilité de Crédit Rapide (FCR), approuvé le 08 juillet 2011. Ce dernier vise la mise en œuvre des actions prioritaires urgentes du Gouvernement en vue d'amorcer la reprise des activités. La bonne exécution de ce programme a permis la signature d'un nouveau programme triennal FEC 2011-2014 le 4 novembre 2011. Les mesures énergiques prises par le Gouvernement ont permis d'atténuer l'impact de la crise sur l'économie et de créer les conditions de reprise des activités. Ainsi, le taux de croissance du PIB devrait se situer à -5,8% en 2011, contre une prévision initiale de -6,3%.

Les taux de croissance des secteurs secondaire et tertiaire sont attendus respectivement à - 9,7% et -12,7%. La quasi-totalité des branches de ces secteurs contribuent à ces évolutions. Quant au secteur primaire, il ressortirait en hausse de 1,7%, du fait principalement de la progression de l'agriculture vivrière de 3% et de la bonne tenue du cacao (+3%).

L'inflation repartirait à la hausse, en relation avec les prix des produits alimentaires à cause de la persistance du phénomène de racket et des difficultés d'approvisionnement du marché intérieur en produits vivriers. Cependant, pour maîtriser l'inflation, l'Etat a entre autres bloqué les prix à la pompe pour contenir la hausse des prix des produits pétroliers. En dépit des mesures prises par le Gouvernement, l'inflation ressortirait largement au-delà de la norme communautaire de 3%.

**Du côté de la demande**, la consommation finale enregistrerait une baisse de 5,5% liée au repli de la consommation des ménages de 5,2% et de la consommation publique de 6,7%. S'agissant de l'investissement, il serait en retrait de 13,5%, sous l'effet à la fois de ses composantes publique (-11,2%) et privée (-14,7%). Ce recul serait lié au report de certains projets. Les importations et les exportations se replieraient respectivement de 8,6% et de 3,2% du fait de la baisse du niveau d'activité et du recul des quantités de certains produits destinés à l'exportation tels que le café, la banane, l'huile de palme et les produits pétroliers.

**Tableau 2: Répartition du PIB par secteur d'activités en 2011**

	Primaire	Secondaire	Tertiaire	Non Marchand	PIB Total
<b>Croissance du PIB (%)</b>	1,7	-9,7	-12,7	3,9	-5,8
<b>Poids dans le PIB (%)</b>	28,8	21,6	36,7	12,9	100
<b>Contribution à la croissance du PIB</b>	0,5	-2,1	-4,7	0,5	-5,8

*Source : DGE/*

**S'agissant des finances publiques**, le budget 2011 a été bâti sur la période allant du 26 avril au 31 décembre 2011. Les opérations financières exécutées avant cette période feront l'objet de vérification et de validation, avant leur prise en compte éventuelle au budget, dans le cadre d'un collectif budgétaire. Le budget 2011 vise à soutenir la reprise et la normalisation progressives de l'activité économique, tout

en contenant les effets de la crise par une réponse aux besoins urgents des populations.

Les objectifs de recettes sont marqués à la fois par un soutien temporaire au secteur privé et un retour progressif à un niveau de recouvrement normal. En ce qui concerne les dépenses, elles ont été projetées en tenant compte des actions prioritaires du Gouvernement contenues en partie dans le Programme Présidentiel d'Urgence (PPU) et la réhabilitation des infrastructures, notamment de base.

Les recettes budgétaires totales ont atteint un niveau de recouvrement meilleur que prévu, grâce aux efforts de l'Etat pour renforcer l'Administration fiscale et aider à la restauration de l'appareil de production. En outre, l'amélioration progressive de la sécurité, combinée à la restauration d'un climat de confiance ont permis une mobilisation plus importante qu'attendue des ressources intérieures.

Les recettes totales ressortiraient à 1 650,4 milliards (19,7% du PIB, contre 19,2% en 2010), soit une plus-value de 100,8 milliards par rapport aux objectifs du Programme FEC. Cette amélioration résulte des performances enregistrées par les régies financières notamment, à partir du troisième trimestre 2011. Ainsi, les recettes fiscales sont attendues à 1 451,6 milliards (17,4% du PIB) contre 17% un an plus tôt.

Dans l'ensemble, les recettes totales et dons ressortiraient à 1 680,6 milliards et les dépenses totales et prêts nets à 2 233,1 milliards (26,7% du PIB). Il en résulte un solde budgétaire global de -6,6% du PIB et un solde primaire de base de -3,7% du PIB.

Au titre des dépenses d'investissement estimées à 268,1 milliards, 45 milliards sont destinés au financement du Programme Présidentiel d'Urgence (PPU) et 42 milliards, comme contribution nationale aux travaux de construction du 3ème pont, correspondant à l'enveloppe globale dédiée à la réalisation de ce pont en 2011.

Le financement du déficit budgétaire est assuré par des émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier sous régionaux pour un montant net de 145,5 milliards et par des appuis budgétaires de 474,8 milliards des partenaires au développement, dont 229,6 milliards

de l'AFD ; 52,5 milliards de la BAD ; 121,7 milliards du FMI ; 69 milliards de la Banque Mondiale et 2 milliards de l'UEMOA.

**Tableau 3:Concours extérieurs de 2009 à 2012**

En milliards F CFA	2009 Réal.	2010 Réal.	2011 Est.	2012 Prév.
<b>1. Multilatéraux</b>	<b>405,6</b>	<b>93,0</b>	<b>254,2</b>	<b>168,1</b>
Banque mondiale	75,1	65,6	80,0	69,7
<i>Appui budgétaires</i>	71,9	46,3	69,0	69,7
<i>Dons programme</i>	3,2	19,3	11,0	0,0
FMI	82,6	27,4	121,7	96,3
BAD	247,9	0,0	52,5	2,1
<i>Appui budgétaires</i>	64,0	0,0	52,5	0,0
<i>Dons programme</i>	183,9	0,0	0,0	2,1
<b>2. Bilatéraux</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>229,6</b>	<b>0,0</b>
AFD	0,0	0,0	229,6	0,0
<b>3. Autres</b>	<b>113,2</b>	<b>89,4</b>	<b>71,3</b>	<b>115,8</b>
UEMOA	0,0	0,0	2,0	0,0
Dons programme	10,4	0,0	0,0	0,0
Dons projets	49,5	41,1	19,2	37,1
Prêts projets	53,3	48,3	17,3	78,7
Garantie AFD	0,0	0,0	32,8	0,0
<b>TOTAL</b>	<b>518,8</b>	<b>182,4</b>	<b>555,1</b>	<b>283,9</b>

Source : DGE

D'une manière générale, la mise en œuvre du Programme d'Urgence du Gouvernement a bénéficié d'un soutien financier important de toute la communauté internationale. C'est dans ce contexte que le Club de Paris, après avoir dénoncé auprès du Gouvernement ivoirien, la troisième phase de l'accord de restructuration du 15 mai 2009, qui couvre la période allant du 1er avril 2011 au 31 mars 2012, a convenu le 15 novembre 2011 avec la partie ivoirienne, d'un nouvel accord d'allègement de la dette publique extérieure de la République de Côte d'Ivoire. Cet accord a été conclu selon les termes dits de "Cologne". Il devrait permettre de réduire de plus de 78% ou 1 822 millions de dollars, dont 397 millions de dollars annulés, le service de la dette due

aux créanciers du Club de Paris entre le 1er juillet 2011 et le 30 juin 2014.

*Pour les échanges extérieurs*, la balance des transactions courantes ressortirait excédentaire de 387,1 milliards (3,5% du PIB), contre 125 milliards (1,1% du PIB) en 2010. Ce surplus proviendrait principalement de la bonne tenue de la balance commerciale, qui est toutefois atténuée par les déficits des balances des services, des revenus et des transferts courants. La balance commerciale enregistrerait un excédent de 2 056,9 milliards, contre 1 715,9 milliards en 2010, soit une progression de 19,9%, en rapport avec la hausse des exportations et la baisse des importations. Au total, le solde global de la balance des paiements serait excédentaire de 453 milliards (4,1% du PIB contre 1,1% en 2010), bien que le solde du compte de capital et d'opérations financières s'afficherait à 65,9 milliards contre 119,3 milliards en 2010.

*S'agissant de la monnaie et du crédit en 2011*, la masse monétaire devrait s'établir à 4 589,1 milliards à fin décembre, en baisse de 436,8 milliards (-9,5%) par rapport au niveau de décembre 2010 (4 152,3 milliards). Cette évolution s'explique par le repli de l'activité économique du fait de la crise post-électorale. Au niveau de ses contreparties, les avoirs extérieurs nets devraient s'améliorer de 32,7 % pour s'établir à 1 838,4 milliards. Quant au crédit intérieur, il est attendu à 2 856,3 milliards, en hausse de 0,7% du fait de la dégradation de 5,7% de la Position Nette du Gouvernement et du recul des crédits à l'économie de 1,2%.

*Concernant les réformes structurelles*, le Gouvernement a procédé à la poursuite et à la revue de l'ensemble des réformes initiées dans le cadre du Programme Économique et Financier appuyé par la FEC portant sur la période 2009-2011.

Ainsi, relativement à la filière café-cacao, le Gouvernement a poursuivi au titre de la campagne 2011/2012, la mise en œuvre de la taxe ad valorem de 22% et fixé à 1000 F/Kg le prix minimum indicatif aux producteurs, dans le souci d'améliorer la situation financière de ces derniers. Au titre du renforcement de la transparence, il a repris les



Communications en Conseil des Ministres relatives aux flux physiques et financiers de la filière. Par ailleurs, le projet de Réforme de la filière Café-cacao (CRCC) a été actualisé et adopté par le Gouvernement le 2 novembre 2011.

Pour le secteur énergie, le Gouvernement continue de renforcer la transparence dans la gestion de ce secteur par l'examen en Conseil des Ministres et la publication trimestrielle des Communications relatives aux flux physiques et financiers du secteur. Il a également poursuivi la production du rapport trimestriel sur les enlèvements de pétrole brut. Par ailleurs, pour faire le diagnostic du secteur et définir les nouvelles orientations stratégiques, le Gouvernement a organisé un séminaire sur les perspectives du secteur énergie au mois de juin 2011. Pour le sous-secteur des hydrocarbures, il a lancé une étude sur la structure des prix des produits pétroliers, en vue de l'adoption d'une nouvelle base de taxation avant fin juin 2012, applicable à compter de juillet 2012.

Quant au sous-secteur de l'électricité, il a redémarré les négociations sur le prix du gaz et le prix de l'énergie à l'exportation, en vue de la réduction du déficit de ce secteur.

Le secteur financier qui a fortement subi les conséquences de la crise post-électorale, a fait l'objet, à la demande du Gouvernement, de plusieurs missions consultatives du département des marchés monétaires et de capitaux du Fonds Monétaire International. Cette mission a porté sur la stratégie de développement dudit secteur ainsi que sur la gestion de la dette intérieure.

Au niveau des réformes de la Fonction Publique, le Gouvernement a continué la réforme de l'Administration Publique avec notamment, la création des postes de Secrétaires Généraux des Ministères. Il a également repris l'opération de recensement des fonctionnaires et agents de l'État, depuis le 29 août 2011. Par ailleurs, dans le cadre du renforcement de la gouvernance et de la moralisation de la vie publique, le Gouvernement a adopté un code d'éthique et de déontologie des membres du Gouvernement et un programme de travail décliné en matrice d'actions soumise à une évaluation mensuelle et une revue trimestrielle.

## II. PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES POUR L'ANNEE 2012

*Au plan international*, la croissance mondiale se stabiliserait en 2012 à 4% sous les hypothèses notamment, d'une maîtrise de la crise dans la zone Euro et d'une reprise de l'activité aux Etats-Unis. Ainsi, les pays avancés réaliseraient un taux de croissance d'environ 2%, contre 1,6% en 2011. Dans le même temps, le taux de croissance des pays émergents et en développement se situerait à 6,1% en 2012 contre 6,4% en 2011.

*Au niveau de la zone UEMOA*, avec la normalisation socio-politique en Côte d'Ivoire et la reprise des activités dans certains Etats membres affectés par cette crise, le taux de croissance devrait avoisiner 5% en 2012.

*Au plan national*, l'activité économique devrait connaître son plein essor avec la normalisation de la situation sociopolitique et économique et la reprise effective des grands travaux d'investissements privés et publics. Il s'agit notamment de : (i) la consolidation de la paix à travers l'amélioration des conditions humanitaires et sécuritaires, (ii) l'amélioration de l'environnement des affaires, (iii) la consolidation de la coopération économique et financière avec les partenaires techniques et financiers, (iv) la réalisation des investissements publics, notamment dans les secteurs sociaux et (v) la reprise de la consommation des ménages, en liaison avec le regain de l'activité et la création de nouveaux emplois.

Les efforts de relance des activités économiques et de stabilisation du cadre macroéconomique entamés depuis le deuxième semestre 2011, à travers notamment la mise en œuvre du programme d'urgence du Gouvernement, devraient produire leur plein effet au cours de l'année 2012 et porter le taux de croissance à 8,5%, après la décroissance observée en 2011. Cette relance économique proviendrait principalement des secteurs secondaire (+12,6%) et tertiaire (+13,7%).

**Du côté de la demande**, la consommation profiterait du climat d'apaisement et de la hausse des revenus agricoles et industriels. La consommation finale augmenterait de 9,5% en 2012, contre -5,5% en 2011, grâce aux actions entreprises par l'Etat pour augmenter les dépenses. S'agissant des investissements, ils repartiraient en hausse avec un taux de 51,5%, soutenus aussi bien par les chantiers de l'Etat en matière d'infrastructures sociales et économiques que par les investissements privés. Les importations totales connaîtraient une croissance de 19,8% qui serait portée par les biens intermédiaires et d'équipements, en liaison avec le regain de l'activité économique nationale. Quant aux exportations, elles progresseraient de 5,4%, en relation avec la promotion des produits pétroliers et des produits de l'agro-industrie.

**Tableau 4: Répartition du PIB par secteur d'activités en 2012**

	Primaire	Secondaire	Tertiaire	Non Marchand	PIB Total
<b>Croissance du PIB (%)</b>	2,5	12,6	13,7	3,8	8,5
<b>Poids dans le PIB (%)</b>	31,6	20,5	33,9	14,1	100,0
<b>Contribution à la croissance du PIB</b>	0,8	2,6	4,6	0,5	8,5

*Source : DGE/DCPE*

**Au niveau des prix en 2012**, les tensions devraient s'estomper grâce aux actions du Gouvernement notamment la lutte contre le racket et les faux frais, la sensibilisation sur l'affichage des prix chez les détaillants, la politique de prix concertée avec les opérateurs de la grande distribution. Il s'y ajoute la réactivation de la commission de la concurrence et lutte contre la cherté de la vie et l'adoption d'une loi anti-trust et anti positions dominantes. Ces mesures combinées à la bonne tenue de l'agriculture vivrière, devraient permettre d'améliorer la fluidité routière et de favoriser un approvisionnement régulier des

marchés. Sur cette base, l'inflation serait contenue à 2,2% en dessous de la norme communautaire.

**Les finances publiques en 2012** seraient marquées par une contraction des recettes budgétaires (17,8% du PIB contre 19,2% en 2010), une rationalisation des dépenses courantes et la promotion des investissements. Le repli des recettes résulterait principalement, de l'effet négatif différé de la crise économique de 2011 sur les recettes au titre des bénéficiaires industriels et commerciaux sur les profits des entreprises réalisés en 2011 et sur les dividendes. En conséquence, le Gouvernement entend élargir l'assiette de l'impôt, renforcer l'administration fiscale et créer de nouvelles taxes notamment, sur les communications et le caoutchouc.

Par ailleurs, le Gouvernement table sur une exécution prudente des dépenses dans la limite des ressources disponibles, à travers la mise en œuvre de mesures à savoir : limiter les dépenses de fonctionnement et les subventions, renforcer les contrôles sur les abonnements de l'Etat et contenir la masse salariale en tenant compte des impératifs de personnels au niveau des secteurs sociaux et sécuritaires. Les dépenses d'investissement seront renforcées pour atteindre 22,7% des recettes budgétaires contre 11,9% en 2010, en vue de satisfaire les besoins de reconstruction et de lutte contre la pauvreté. Le déficit global, y compris dons, devrait se situer à 4,4% du PIB en 2012 contre 6,6% en 2011 et 1,9% en 2010.

**Au niveau des comptes extérieurs**, la balance des transactions courantes ressortirait excédentaire de 215,9 milliards (1,7% du PIB), contre 3,5% du PIB attendu en 2011. Ce résultat serait principalement lié au recul de la balance commerciale, à la suite d'une augmentation des importations plus importante que celle des exportations. Le compte de capital et d'opérations financières enregistrerait un solde négatif de 115,8 milliards, après un excédent de 65,9 milliards en 2011, en dépit de la progression des remises de dettes, des investissements directs et des investissements de portefeuille. Le solde global ressortirait positif à 100 milliards (0,8% du PIB) contre 453 milliards en 2011 (4,1% du PIB).

*La masse monétaire* s'élèverait à 5 103,1 milliards, en accroissement de 11,2% par rapport à fin décembre 2011. Cette évolution serait induite par une augmentation des avoirs extérieurs nets de 100 milliards et du crédit intérieur de 424 milliards. Les crédits à l'économie seraient en hausse de 240 milliards et la PNG se dégraderait de 184 milliards.

*Au plan des réformes structurelles*, le programme triennal (2011-2014), soutenu par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) comporte un ensemble de réformes structurelles, notamment dans les secteurs financier, du café-cacao et de l'énergie.

Concernant le secteur financier, le Gouvernement devrait contribuer à créer les conditions permettant à ce secteur de jouer pleinement son rôle. Pour ce faire, il prévoit entre autres : (i) adopter un plan de réforme du secteur financier avant fin août 2012, (ii) renforcer la capacité du Comité de Développement du Secteur Financier (CODESFI), (iii) poursuivre l'assainissement du secteur des microfinances à travers l'organisation régulière d'audit et le renforcement des conditions d'obtention d'agrément et (iv) rendre plus dynamique le marché primaire d'émissions avec la mise en place des Spécialistes en Valeurs du Trésor (SVTs).

Pour la filière café-cacao, le Gouvernement est déterminé à finaliser la réforme de la filière café-cacao, en vue d'améliorer les conditions de vie des paysans et de consolider la transparence dans sa gestion. En effet, la nouvelle stratégie définissant un nouveau cadre légal et réglementaire, ainsi qu'un nouveau mécanisme de commercialisation, a été adoptée et devrait être mise en œuvre au cours de la campagne 2011/2012.

Au niveau du secteur énergie, le Gouvernement prévoit appliquer le nouveau mécanisme de fixation automatique des prix des produits pétroliers tenant compte de l'analyse des différents paramètres. Il entend également continuer la mise en œuvre des diligences liées à l'adhésion de la Côte d'Ivoire à l'Initiative de Transparence des Industries Extractives (ITIE).

Pour ce qui est du sous-secteur électricité, pour atteindre l'équilibre financier à l'horizon 2014, le Gouvernement devrait adopter et mettre

en œuvre une stratégie de ce secteur comprenant notamment, la finalisation des négociations sur la réduction des prix de cession du gaz, la révision de la rémunération du concessionnaire et l'amélioration du taux de recouvrement des factures surtout dans les ex-zones CNO.

Au niveau des autres réformes structurelles, le Gouvernement entend actualiser le plan de la réforme des finances publiques (PEMFAR II), poursuivre la réforme des administrations publiques et accélérer la mise en œuvre du DSRP. Il compte également, (i) améliorer le climat des affaires et la bonne gouvernance, (ii) renforcer l'état de droit, (iii) garantir la libre circulation des biens et des personnes et (iv) renforcer le rôle de la Côte d'Ivoire dans le processus d'intégration sous régionale.

## CONCLUSION

A la suite de la crise post-électorale, pour répondre aux besoins urgents des populations et stabiliser le cadre macroéconomique, le Gouvernement a mis en place un programme d'urgence, appuyé par la Facilité de Crédit Rapide (FCR), qui a bénéficié d'un soutien financier important de l'ensemble de la communauté internationale. Le succès de son exécution et la consolidation de la paix ont permis la conclusion d'un programme triennal soutenu par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) le 4 novembre 2011. Initialement projeté à -6,3%, puis révisé à -5,8% à la faveur des progrès rapides réalisés, le taux de croissance

devrait en définitive être meilleur que prévu, traduisant l'ensemble des efforts fournis par le Gouvernement et le secteur privé.

Ainsi, capitalisant les acquis de 2011, l'année 2012 devrait consacrer l'avènement d'une nouvelle ère caractérisée par la relance économique soutenue en partie par la promotion des investissements publics et privés. Le taux de croissance devrait dépasser 8%. Cependant, face à l'effet négatif différé de la crise économique de 2011 sur les recettes budgétaires (BIC et dividendes), la mobilisation des recettes intérieures devrait bénéficier d'une attention toute particulière.



## INTRODUCTION GENERALE

---

Conformément aux dispositions de l'article 35, alinéa 1 de la loi organique relative aux Lois de Finances, le présent Rapport Economique et Financier a pour objet d'informer l'Assemblée Nationale de l'évolution de l'activité économique et financière en 2011 et du cadre macroéconomique qui sous-tend le projet de budget 2012.

Le Rapport Economique et Financier de l'année 2012 qui se décompose en trois parties, permet d'avoir un éclairage objectif sur la situation économique et financière en 2010 et 2011 et les perspectives économiques et financières pour l'année 2012.

**La première partie** retrace l'évolution économique et financière de l'année 2010 marquée au plan national par la normalisation de la situation socio politique à travers notamment la tenue du premier tour de l'élection présidentielle ouverte et transparente au 31 octobre 2010. Toutefois, la poursuite de la croissance économique a été contrariée par la survenue de plusieurs chocs endogènes notamment, la crise énergétique enregistrée en début d'année, la baisse de la production de pétrole brut et la crise post-électorale déclenchée en décembre 2010. Ainsi, l'année 2010 a enregistré un ralentissement économique, avec un taux de croissance de 2,4%, contre 3,8% en 2009.

**La deuxième partie** du rapport porte sur le bilan économique et financier de l'année 2011 caractérisé principalement par les effets de la crise post-électorale débutée en décembre 2010 dont les conséquences ont entraîné la suspension du programme soutenu par la Facilité Elargie de Crédit. Dans un tel contexte, pour faire face aux besoins urgents et répondre à la demande sociale, le Gouvernement a d'abord négocié avec le FMI un programme intérimaire appuyé par la Facilité de Crédit Rapide (FCR), qui vise la mise en œuvre des actions prioritaires du Gouvernement et la stabilisation du cadre macroéconomique. La bonne exécution de ce programme a abouti à la signature d'un nouveau programme triennal FEC 2011-2014. Ainsi, suite aux prolongements des effets de la crise post-électorale, le PIB devrait se contracter de 8,2 points par rapport à 2010 pour se situer à -5,8% en 2011.

**Enfin, la troisième partie** du rapport présente les perspectives économiques et financières pour l'année 2012. Au plan international, la croissance mondiale se stabiliserait à 4% sous les hypothèses principales d'une maîtrise de la crise dans la zone euro et d'une reprise de l'activité aux Etats Unis.

Au plan national, l'activité économique devrait connaître son plein essor avec la normalisation de la situation sociopolitique et économique et la reprise effective des grands travaux d'investissements privés et publics, ce qui devrait porter le taux de croissance à 8,5%, après la décroissance de 5,8% observée en 2011.

## PREMIERE PARTIE : EVOLUTION ECONOMIQUE RECENTE

**L'environnement international** est marqué en 2010 par la poursuite de la reprise de l'économie mondiale, l'amélioration du crédit et le redressement du commerce international après la récession de 2009 (-0,5%). Le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 5,1% tiré essentiellement par les économies des pays émergents et en développement.

Sur le marché des matières premières, à la suite des baisses constatées en 2009, la plupart des cours des principaux produits sont repartis à la hausse avec la reprise de la demande dans les principaux pays avancés. Il s'agit notamment du cacao, du pétrole brut, du caoutchouc, du coton, de l'huile de palme et de l'or.

**Au niveau national**, d'une manière générale, l'économie s'est appuyée en 2010 sur les retombées de la mise en œuvre du programme économique et financier et de la normalisation de la situation socio politique. Toutefois, la poursuite de la croissance économique a été contrariée par la survenue de plusieurs chocs endogènes notamment :

- ✓ la crise énergétique enregistrée en début d'année ;
- ✓ la baisse de la production de pétrole brut ;
- ✓ et la crise post-électorale déclenchée en décembre 2010 ayant conduit à une perte de 0,4 point de croissance à l'économie nationale.

Ainsi, l'année 2010 s'est traduite par un ralentissement économique avec un taux de croissance de 2,4% contre 3,8% en 2009.

En outre, des avancées notables ont été enregistrées dans la mise en œuvre des réformes structurelles au titre de l'année 2010, malgré la période électorale. La mise en œuvre des réformes structurelles s'est poursuivie avec un accent particulier mis sur la mobilisation des recettes à travers le redéploiement de l'administration fiscale sur toute l'étendue du territoire national et l'effectivité de l'unicité de caisse de l'Etat. Le

climat socio-politique favorable qui a conduit à la tenue de l'élection présidentielle libre et transparente au 31 octobre 2010, devrait permettre au Gouvernement de finaliser l'exécution des mesures résiduelles du programme FEC et des engagements du DSRP, en vue de l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE. Toutes fois ce climat apaisé s'est vu profondément perturbé par la crise post-électorale née de l'organisation du deuxième tour de l'élection présidentielle dont les conséquences ont affecté durement l'économie vers la fin de l'année 2010.

**Concernant l'offre**, la croissance de l'économie en 2010 est ressortie à 2,4% contre 3,8% en 2009. Ce ralentissement du rythme de croissance est imputable au secteur primaire (0,5%) et au secteur tertiaire (2,7%). Quant au secteur secondaire, il a enregistré une hausse de 4,7% par rapport à 2009.

**Le secteur primaire** a connu une croissance de 0,5% en 2010, grâce à l'agriculture d'exportation, l'agriculture vivrière et à la sylviculture ; l'extraction minière ayant enregistré une contreperformance. Cette évolution positive du secteur primaire malgré la crise post-électorale est imputable aux anticipations des opérateurs du secteur du cacao qui ont réalisé des achats massifs en fin d'année 2010.

L'agriculture d'exportation a progressé de 0,2% en dépit des contreperformances du café, du cacao, du sucre et de l'huile de palme. La production de cacao, en quasi stabilité, a reculé de 0,2% pour se situer à 1 301 300 tonnes et celle du café de 34,8% avec 94 400 tonnes. Les autres spéculations en hausse grâce aux conditions climatiques satisfaisantes, ont atténué le repli du binôme café-cacao.

L'extraction minière a fléchi de 17,6% à cause du pétrole brut et de l'or. La production de pétrole brut a reculé de 21,5% pour ressortir à

14 562 100 barils du fait de l'arrêt de l'exploitation des puits du permis CI-26 et CI-40 pour des travaux de maintenance en avril. Celle de l'or a replié de 28,0% pour s'établir à 5 079,8 Kg en liaison avec les mouvements de revendications des populations riveraines sur les sites d'exploitation.

L'agriculture vivrière a évolué de 3,3% grâce à la bonne tenue de la pluviométrie et aux actions de développement des produits vivriers, notamment les investissements dans la production rizicole.

**Le secteur secondaire** a connu une croissance de 4,7% contre -1,5% en 2009, sous l'impulsion du dynamisme de l'agroalimentaire (+13,4%) et du BTP (+27,2%).

Le BTP est reparti à la hausse entraîné par l'avancement de certains chantiers publics (réhabilitation de l'Hôtel Ivoire, autoroute du nord) et la mise en œuvre des actions du DSRP liées aux infrastructures et aux bâtiments dans les secteurs sociaux.

La performance de l'agroalimentaire est le fait de l'augmentation de la demande intérieure et sous-régionale consécutive à la reprise de la distribution dans les zones CNO, au recul de la contrebande, au développement de la production des aliments de volaille, à l'amélioration des revenus agricoles suite à l'embellie des cours de la plupart des produits de base et à la reconquête des marchés de l'hinterland.

**L'activité tertiaire** a enregistré une croissance de 2,7% sous l'effet de l'ensemble de ses composantes. Il est tout de même observé un ralentissement du rythme de croissance dans le transport (+0,8 % contre 4,3% en 2009) en raison de la régression progressive du trafic maritime. Ce recul s'explique par la chute des exportations suite à la réduction des volumes vendus de cacao (-0,2%), de pétrole brut (-21,5%) et des produits pétroliers (-14,7%).

**Le PIB non marchand** est en hausse de 2% à la suite du soutien des activités gouvernementales notamment les nouveaux recrutements dans la fonction publique et les différentes actions et réformes entreprises

dans le cadre du DSRP dans les secteurs de l'éducation, la santé et la sécurité.

**Au niveau de la demande**, le PIB a été alimenté à la fois par la consommation et l'investissement. Malgré le contexte national globalement difficile en 2010, la consommation des ménages et la consommation publique ont été relancées. Ainsi, la consommation finale s'est accrue de 5,1% contre 0,5% en 2009, en raison de la revalorisation salariale de certaines catégories de fonctionnaires et de la hausse des revenus des producteurs liée à la bonne tenue des cours des produits de base.

**Quant à l'investissement**, il a également enregistré une hausse (+3,5%) sous l'effet de ses deux composantes. Les investissements (public et privé) ont été surtout tirés par la progression des matériaux de construction sous l'impulsion des activités civiles immobilières, des constructions privées et des grands travaux (réhabilitation de l'hôtel ivoire et autoroute du nord) entrepris au cours de l'année.

**Les exportations** des biens et services non facteurs ont replié de 1,4%, en liaison avec la baisse des volumes vendus de cacao, de café et de pétrole brut. Dans le même temps, la hausse de 3,5% des importations s'explique par l'importation exceptionnelle de plates-formes de forages (environ 278,7 milliards).

**Le niveau général des prix** affiche un taux de croissance de +1,8%, contre +0,5% à fin décembre 2009. Ce niveau cadre avec l'objectif de convergence en matière de prix dans la zone UEMOA d'un maximum de 3%. La hausse du niveau général des prix est imputable au renchérissement du prix des « Produits alimentaires, boissons et tabac », « Transports » et « logement, eau, électricité gaz et autres combustibles ».

**Au titre des Finances Publiques**, au cours de l'année 2010, les recettes totales et dons sont ressortis à 2 282,8 milliards, en baisse de 3,6% par rapport aux réalisations de 2009. Dans le même temps, la poursuite de la normalisation de la situation socio-politique s'est traduite par un

accroissement des dépenses publiques, qui ont atteint 2 497,7 milliards contre 2 291,9 milliards en 2009, soit une hausse de 9%.

**Les recettes fiscales** ont atteint 1 928,5 milliards contre 1 795,6 milliards recouverts un an auparavant, soit une augmentation de 132,9 milliards (+7,4%). Cette progression s'explique principalement par l'évolution favorable des droits de porte (+148,2 milliards, soit +19,2%) qui est imputable aux bonnes performances réalisées sur les droits et taxes à l'importation (+138,8 milliards). Par Régie Financière, les réalisations se présentent comme suit :

- ✓ DGI : 1 001 milliards en 2010, contre de 1 015,4 milliards en 2009 ;
- ✓ DGD : 919,6 milliards en 2010, contre 771,4 milliards en 2009 ;
- ✓ Trésor : 7,9 milliards en 2010, contre 8,8 milliards en 2009.

**Les recettes non fiscales** se sont situées à 247,7 milliards contre 262,1 milliards en 2009, soit une baisse de 5,5%. Cette baisse s'explique principalement par les recettes non fiscales du Trésor qui enregistrent une baisse de 12,9 milliards par rapport à 2009, liée à l'arrêt du prélèvement d'excédent pétrolier SIR qui avait enregistré un niveau de 11,3 milliards en 2009. Les dons ont été mobilisés à hauteur de 106,6 milliards contre 311 milliards en 2009, soit une baisse de 204,4 milliards découlant des dons pour l'apurement des arriérés de la BAD octroyés en 2009.

**Les dépenses totales et prêts nets** en 2010 sont évalués à 2 498,8 milliards, en hausse de 206,9 milliards par rapport à 2009. L'exécution de ces dépenses s'est faite en faveur de la sortie de crise et des secteurs sociaux. Ainsi, les dépenses pro-pauvres et de sortie de crise sont ressorties respectivement à 885,2 milliards (7,8% du PIB) et 141,5 milliards (1,2% du PIB). Par rapport au programme, il a été enregistré une sous consommation de 12,9 milliards expliquée principalement par les dépenses de personnel (-13,7 milliards), les subventions et transferts (-4,5 milliards) et les investissements (-5,5 milliards). A cela, il convient d'ajouter les intérêts dus sur la dette publique dont le niveau est plus

élevé que prévu (+10,1 milliards) du fait des émissions plus importantes de titres publics.

**Les dépenses de personnel** se sont établies à 800,5 milliards, en baisse de 13,7 milliards par rapport aux objectifs. Cela est dû en partie à la non prise en compte financière des nouveaux policiers en raison du retard dans le traitement des dossiers et à la non réalisation de la mesure d'intégration des soldats des Forces Armées des Forces Nouvelles (FAFN). Par rapport à 2009, les dépenses de personnel ont enregistré une hausse de 55,5 milliards en raison des nouveaux recrutements à la fonction publique et des revalorisations salariales effectuées dans le courant de ladite année. La masse salariale demeure la composante la plus importante des dépenses totales (32%) et représente 41,3% des recettes fiscales.

Les prestations sociales se sont situées à 212,6 milliards contre 217,1 milliards, soit une sous consommation de 4,5 milliards due essentiellement à la CNPS.

**Les subventions et transferts** sont chiffrés à 272,8 milliards contre un objectif de 281,5 milliards induisant une économie de 8,7 milliards qui résulte d'une exécution de 78 milliards contre 83,5 milliards prévus au niveau du secteur Education. Toutefois, par rapport à 2009, l'Etat a augmenté les dépenses en faveur de ce secteur de 12,5 milliards, en raison de la mise en œuvre effective des directives contenues dans le DSRP. Par ailleurs, la couverture des déficits du secteur de l'électricité a nécessité de l'Etat 82,6 milliards, dont 17,5 milliards destinés aux frais de location de la centrale AGGREKO en vue de faire face à la crise électrique. Les subventions et transferts en hausse de 56,7 milliards par rapport à 2009, sont les plus contributifs (2,5%) à la croissance des dépenses totales de l'année 2010, en raison de la prise en compte des difficultés du secteur électricité.

**Quant aux dépenses de fonctionnement et d'investissement**, elles ont atteint respectivement 470,3 milliards et 349,9 milliards. Ces dernières se composent de 263,4 milliards d'investissement financés sur ressources internes et 86,4 milliards sur ressources extérieures, contre



un niveau total programmé à 355,4 milliards. Cette sous-exécution de 5,5 milliards observée sur ce poste s'explique principalement par le faible niveau des dépenses du troisième pont, qui sont ressorties à 2,9 milliards pour un objectif de 10 milliards correspondant à des études réalisées. Par ailleurs, les dépenses d'investissement financées sur ressources internes intègrent 40 milliards relatifs aux grands travaux d'investissement, 6 milliards pour le Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR) et 43,3 milliards exécutés au titre des secteurs éducation et santé. Par rapport à 2009, les dépenses d'investissement sont caractérisées par leur faible contribution (0,6%) dans la croissance des dépenses primaires (9%).

Les dépenses de sortie de crise sont évaluées à 141,5 milliards dont 122,2 milliards financés par le Trésor. Le reliquat (19,3 milliards) est un appui de la Banque Mondiale pour le Projet d'Assistance Post Crise (PAPC).

***S'agissant de la dette***, un accord préliminaire portant restructuration de la dette privée au titre du Club de Londres a été signé le 28 septembre 2009 à Paris. La négociation a été conclue avec succès en avril 2010. La restructuration s'articule autour de trois points essentiels : une décote de 20% sur le stock de dette estimé au 31 décembre 2009, représentant un abandon de 287 milliards de F CFA, et une émission par la Côte d'Ivoire d'un nouveau titre relatif aux créances restantes (80% du stock) d'une durée de 23 ans, dont 6 ans de différé, assorti d'un taux d'intérêt fixe et faible de 2,5% l'an pendant la période du différé et qui croît progressivement après le différé pour atteindre 5,75% l'an sur le long terme.

Au total, pour l'année 2010, le déficit budgétaire s'est établi à 216,1 milliards soit -1,9% du PIB. Hors appui budgétaire de la Banque Mondiale, le déficit est de 262,4 milliards, soit -2,3% du PIB contre un objectif de -2% du PIB. Ce déficit a été couvert par les ressources mobilisées sur les marchés monétaire et financier sous-régional et les concours extérieurs.

**La balance des transactions courantes** est ressortie excédentaire de 125 milliards de F CFA (1,1% du PIB) contre un niveau de 763,8 milliards (7% du PIB) en 2009, en liaison avec le repli de la balance commerciale et la dégradation des soldes des services, des revenus et des transferts courants.

Le solde de la balance commerciale (FOB-FOB) s'est amenuisé en 2010 par rapport à 2009 du fait d'une évolution moins que proportionnelle des exportations (+3,9%) en valeur par rapport aux importations (+14,8%) en raison principalement des baisses des quantités exportées de produits pétroliers, de cacao fèves et cacao transformés, du caoutchouc, du palmier à huile et du ciment.

Les soldes des revenus, des services et des transferts courants traditionnellement déficitaires se sont dégradés sous l'effet respectivement de la hausse des intérêts de la dette payés par l'Etat, des frets entrants et des transferts privés au reste du monde.

**Le solde global de la balance des paiements** s'est situé à 244,3 milliards (2,2% du PIB) contre 128,3 milliards (1,2% du PIB) en relation avec le compte de capital et d'opérations financières qui a enregistré un excédent de 119,3 milliards après un déficit de 618,1 milliards en 2009, suite à une augmentation des remises de dettes au profit de l'Administration Publique et une entrée nette de capitaux publics au titre des investissements de portefeuille.

**Le profil des agrégats monétaires** à fin décembre 2010 comparativement à fin 2009 fait état d'une progression de 640,4 milliards (+18,2%) de la masse monétaire, soutenue à la fois par une consolidation des avoirs extérieurs nets de +236,2 milliards et une augmentation du crédit intérieur de 329,7 milliards. L'évolution du crédit intérieur résulte d'une hausse à la fois du crédit net à l'Etat de 166,3 milliards et des crédits à l'économie de 163,4 milliards.

La consolidation des avoirs extérieurs nets provient de l'amélioration de la position extérieure nette de l'Institut d'Emission de 269,1 milliards, atténuée par la dégradation de celle des banques de -33,2 milliards. Les

avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont tirés par le flux net positif induit par la bonne tenue du commerce extérieur et les ressources mobilisées au cours de l'année auprès des institutions de Bretton Woods et des autres partenaires au développement.

L'accroissement du crédit intérieur s'explique par l'augmentation de la Position Nette du Gouvernement de 166,3 milliards et le raffermissement des crédits à l'économie (+163,4 milliards). La dégradation de la Position Nette du Gouvernement résulte des tensions de trésorerie de l'Etat à l'origine des émissions de titres publics et du tirage sur le FMI enregistré au cours de l'année 2010. En outre, la hausse des crédits à l'économie est imputable au redressement de tous les types de crédits : crédits de campagne (+1,2% ; +1,2 milliard), autres crédits à court terme (+10,7% ; +123,1 milliards) et crédits à moyen et long termes (+6,1% ; +39,4 milliards). L'évolution des crédits de campagne est imputable à la mise en place de nouveaux concours bancaires en direction des filières agricoles, en liaison avec l'ouverture de la campagne agricole 2010-2011.

**L'activité boursière** est marquée en 2010, par l'introduction à la cote de deux emprunts obligataires du Trésor Public CI et la poursuite de l'appréciation des indices.

Les indicateurs du marché ont évolué comme suit :

- l'indice BRVM 10 est ressorti à 182,9 points (en hausse de 27,4% par rapport à décembre 2009) contre 159,1 points pour le BRVM composite (en progression de 20,5% par rapport à décembre 2009) ;
- la capitalisation boursière (des actions) est passée de 2 807,8 milliards au 31 décembre 2009 à 3 471,2 milliards à fin décembre 2010, soit une hausse globale de 23,6% ;
- le volume des échanges a atteint 817 739 titres pour une valeur totale de 3,7 milliards F CFA.

Cette orientation favorable de l'activité boursière confirme la confiance des épargnants dans l'économie ivoirienne. Toutefois, par rapport au mois de novembre 2010, il est noté une baisse du volume des échanges qui étaient ressortis à 2 633 904 titres pour une valeur de 5,7 milliards en décembre 2010, soit une réduction respective de 68,9% et de 34,9%, traduisant les effets de la crise post-électorale sur le dernier mois de l'année.

Dans le cadre de l'exécution du programme FEC (ex FRPC), signé en mars 2009, le Gouvernement a entrepris un certain nombre de réformes au titre de l'année 2010.

**S'agissant du secteur des Finances Publiques**, des progrès ont été réalisés dans la mise en œuvre des réformes issues du PEMFAR. Ainsi, dans le cas de l'intégration régionale, des projets de décrets et d'arrêtés pour la transposition des directives portant sur le code de transparence dans la gestion des finances publiques, la loi des finances, la nomenclature budgétaire de l'Etat, le règlement général sur la comptabilité publique, le plan comptable de l'Etat et le Tableau des Operations Financières de l'Etat relatives aux finances publiques ont été élaborés et validés. Ceux-ci sont en attente de la mise en place des lois organiques portant code de transparence et loi de finances publiques. En outre, l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés publics mise en place par le décret N°2009-260 du 06 août 2009 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité Nationale des marchés publics, a rendu possible plusieurs activités au nombre desquelles l'inauguration de son siège en septembre 2010, la tenue régulière des réunions du conseil et la mise en place du système de « numéro vert ». Par ailleurs, en vue d'assurer la transparence dans la gestion des finances publiques, le Gouvernement poursuit la publication trimestrielle des états d'exécution budgétaire intégrant les dépenses pro-pauvres depuis 2009.

**Concernant la filière café-cacao**, dans le souci d'améliorer la situation des producteurs, le Gouvernement a poursuivi la réduction des prélèvements sur la filière. Le Comité de Gestion de la Filière Café-Cacao (CGFCC) a œuvré au bon déroulement de la campagne 2009-

2010 à travers l'institution d'un prix minimum rémunérateur aux producteurs, la rationalisation de l'utilisation des ressources de la parafiscalité, le financement des investissements à caractère social (FIMR) et l'exécution du programme quantité-qualité-croissance (2QC), incluant la lutte contre les maladies du café et du cacao. En outre, dans un souci de transparence et de gouvernance dans la gestion des ressources de la filière, le Gouvernement a amélioré la publication trimestrielle des Communications sur l'utilisation des ressources en intégrant depuis mars 2010, l'évolution des prix bord champ. Aussi, au titre de la campagne 2010/2011, les prélèvements ont-ils été agrégés à une taxe ad valorem de 22% et le prix minimum garanti aux producteurs a été fixé à 1 100 F/Kg. Par ailleurs, le rapport définitif du Comité de Réforme de la filière Café-Cacao (CRCC), qui intègre les propositions de l'ensemble des acteurs de la filière, a été remis au Chef de l'Etat.

**Au niveau des réformes de la Fonction Publique**, elles visent la maîtrise des effectifs à travers le recensement des fonctionnaires et agents de l'Etat, et l'amélioration de leur gestion. A cet effet, lancée officiellement en mai 2010, la phase de recensement des fonctionnaires et agents de l'Etat a connu un démarrage en septembre 2010, suite à la sélection de l'opérateur technique pour la confection des cartes biométriques et à l'identification des sites d'enrôlement. En ce qui concerne l'élaboration du Système Intégré de Gestion des Fonctionnaires et Agents de l'Etat (SIGFAE), les travaux entamés au quatrième trimestre 2010 seront achevés au premier semestre 2011. S'agissant de la réforme des administrations publiques, l'étude sur la création de postes de Secrétariats Généraux est achevée et les conclusions ont permis d'élaborer le projet de décret portant attributions, organisation et fonctionnement des Secrétariats généraux des ministères. En vue de s'assurer d'un consensus effectif de l'ensemble des acteurs de l'administration publique, ce projet de décret sera validé au cours d'un séminaire national en octobre 2010, avant d'être soumis au Gouvernement. Par ailleurs, un projet de loi de réforme de la CNPS, ainsi qu'un projet d'habilitation ont été élaborés et transmis au Secrétariat Général du Gouvernement.

**S'agissant des réformes de la justice**, dans le cadre de la gouvernance et de l'amélioration de l'environnement des affaires, le Gouvernement poursuit ses efforts. Ainsi, la version finale du Plan national de bonne gouvernance et le projet d'ordonnance relative à l'exéquatour des décisions des Cours d'arbitrage ont été transmis au Secrétariat Général du Gouvernement. En outre, un projet de charte d'éthique et de code de déontologie et des projets de texte de création des tribunaux de commerce sont disponibles.

**Au niveau des entreprises publiques**, la stratégie globale a été finalisée et transmise au Ministre de l'Economie et des Finances pour approbation. Aussi, le renforcement du contrôle de la gestion des entreprises publiques s'est traduit par les missions de contrôles depuis mai 2010 et par l'amélioration du taux de transmission des états financiers. Ainsi, 41 sociétés appartenant au portefeuille de l'Etat sur 85 ont transmis les documents financiers. Ce taux devrait connaître une amélioration grâce aux relances effectuées par la Direction des Participations et de la Privatisation.

**En ce qui concerne les autres réformes**, pour sa politique extérieure, le Gouvernement a poursuivi le processus d'intégration régionale au sein de l'UEMOA et de la CEDEAO à travers la transmission de sa liste de produits devant figurer dans la 5ème bande au taux de 35%. Pour le rendement du système statistique, la loi sur la statistique a été adoptée par le Gouvernement et transmise au Parlement.

**S'agissant du secteur énergie**, le Gouvernement continue de renforcer la transparence dans la gestion du secteur par l'examen en Conseil des Ministres et la publication trimestrielle des Communications relatives aux flux physique et financier du secteur. Concernant le sous-secteur des hydrocarbures, le Gouvernement a repris l'application du mécanisme de fixation automatique, basé sur la parité des prix à l'importation depuis juillet 2010, avec pour le gasoil, la prise en compte d'une réduction à la baisse de la fiscalité. Le rapport final des années 2006 et 2007 conformes aux critères ITIE est disponible depuis avril

2010 et publié sur le site web du Ministère de l'Économie et des Finances. Il a été soumis à l'ITIE international pour validation.

Par ailleurs, un cabinet a été sélectionné pour la rédaction du rapport des années 2008 et 2009 qui intégrera les données des secteurs des hydrocarbures et des mines, en vue de sa validation et sa publication au cours du premier trimestre 2011. Un atelier regroupant l'ensemble des acteurs intervenant dans le secteur hydrocarbure a été organisé en juillet 2010 pour examiner le projet de code élaboré par le consultant international. Il en ressort différents amendements sur la forme et le fond du projet de code qui nécessitent une prorogation du délai de finalisation de cette mesure.

**Au niveau du secteur financier,** Dans le cadre de la stratégie de développement du secteur financier avec l'assistance technique de

l'initiative « FIRST », un atelier a été tenu en septembre 2010. A l'issue de l'atelier, des orientations stratégiques et un plan d'actions de réforme du secteur ont été proposés, sur la base de la revue du diagnostic et des recommandations du Programme d'Évaluation du Secteur Financier (PESF) de 2009. Concernant les banques publiques sous administration provisoire, les efforts de recouvrement des créances rachetées et la mise en œuvre des plans d'actions de restructuration se sont poursuivis, en vue du respect des ratios prudentiels. Par ailleurs, le projet de loi portant réglementation des systèmes financiers décentralisés a été transmis au Secrétariat Général du Gouvernement, pour adoption.



## DEUXIEME PARTIE : BILAN ECONOMIQUE ET FINANCIER DE L'ANNEE 2011

### I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL EN 2011

L'environnement international est marqué par un net ralentissement de la croissance de l'économie mondiale, en rapport notamment avec la baisse des activités dans presque tous les pays de l'OCDE et les implications de la crise de la dette souveraine dans la zone Euro. Sous cette hypothèse le taux de croissance du PIB mondial pour 2011 est estimé à 4% contre 5,1% en 2010, tirée par les économies des pays émergents et en développement (+6,4%).

Sur les marchés financiers, la crise de la dette souveraine reste préoccupante pour la stabilité du système bancaire européen. Dans l'ensemble de la zone euro, les conditions de financement de plusieurs Etats se sont fortement dégradées. Ainsi, la monnaie unique européenne s'est appréciée de 5% par rapport à la devise américaine, en glissement annuel.

Les cours des matières premières sont estimés globalement en baisse de 3% en septembre par rapport à août 2011. Les prix des matières industrielles, notamment le pétrole et les métaux, ont légèrement fléchi sur fond de vives inquiétudes relatives aux perspectives économiques mondiales. S'agissant des produits alimentaires, en septembre 2011, les prix des céréales ont augmenté de 2,7% contre une baisse des prix des oléagineux de 3,4% et du sucre de 4%, en variation mensuelle. Toutefois, comparés à la même période un an auparavant, les prix des matières premières se sont globalement appréciés de 9%.

#### I.1- L'évolution de la situation économique dans les grandes zones

##### I.1.1- Les Etats-Unis d'Amérique

Aux Etats-Unis, la croissance du PIB s'est accélérée au troisième trimestre 2011, affichant un taux annualisé de 2,5% contre 1,3% au deuxième

trimestre et 0,4% au premier trimestre. Les dépenses de consommation ont augmenté de 2,4% après 0,7% au deuxième trimestre. L'amélioration au troisième trimestre serait portée par un léger rebond de la consommation des ménages, en particulier en automobiles soutenue par le redressement de la confiance des consommateurs. Cette accélération de la croissance au 3<sup>ème</sup> trimestre s'annonce fragile et devrait fléchir ensuite légèrement au quatrième trimestre (+0,3 %). La baisse de leur richesse, occasionnée par le recul des bourses, pèserait sur la consommation des ménages américains.

Au total, l'activité économique américaine devrait progresser sur un rythme modéré de 1,5% après 3% en 2010, affectée par le repli des dépenses publiques locales, la persistance de chômage élevé, la déprime du marché immobilier et le ralentissement de l'économie mondiale. Elle reste menacée par ailleurs par des risques importants, liés notamment aux retombées de la crise de la dette de la zone euro.

##### I.1.2- La Zone Euro

Dans la zone Euro, les perspectives de croissance se sont assombries, les craintes de contagion de la crise de la dette et leur impact sur la confiance économique freinent la consommation et l'investissement. En effet la zone euro a marqué une faible croissance au troisième trimestre (0,2% après 0,2% au trimestre précédent), soutenue toutefois par le rebond de la demande intérieure en France et en Allemagne. Globalement, la demande intérieure de la zone Euro devrait rester faible, freinée par les mesures de consolidation budgétaire et un taux de chômage qui a atteint son plus haut niveau historique (10,2% en septembre). Alors que l'activité résisterait encore en Allemagne et en France, notamment au troisième trimestre (+0,3 %), l'Italie et l'Espagne entreraient en récession (respectivement -0,1 % et -0,2 % par trimestre au second semestre). La croissance en Espagne ressortirait à 0,7%, l'Italie connaîtrait une quasi-stagnation (+0,1%), quand la Grèce et le Portugal resteraient encore en récession (-2,8% et -3% respectivement).

Malgré une inflation encore élevée, la BCE a fixé début novembre son taux directeur à 1,25%. Les perspectives de croissance se sont nettement dégradées au cours des derniers mois et les risques baissiers sur la croissance, liés aux retombées négatives des turbulences financières, commencent à se concrétiser. En conséquence, le taux de croissance pour la zone euro, devrait ressortir à 1,5% en 2011.

*En Allemagne*, les immatriculations augmentent fortement et l'investissement en biens d'équipement ralentirait, dans un climat fortement incertain. L'activité continuerait ainsi de progresser sur un rythme faible au troisième trimestre (+0,1%) et stagnerait ensuite au dernier trimestre de l'année. Au total, l'économie allemande, la locomotive de la zone euro, devrait croître de seulement 0,8%, contre une prévision gouvernementale de 1%.

*En France*, l'activité rebondirait transitoirement au troisième trimestre 2011. Malgré la dégradation du climat des affaires, plusieurs facteurs contribueraient à un léger rebond de la production totale au troisième trimestre en France. Après s'être repliée au deuxième trimestre, la production dans l'industrie manufacturière se stabiliserait au troisième trimestre. L'activité dans la branche commerce, pénalisée au deuxième trimestre par le repli de la consommation des ménages, progresserait à nouveau au troisième trimestre. Ainsi, l'activité accélérerait donc légèrement au troisième trimestre (+0,3 %) avant de stagner ensuite au quatrième trimestre, en ligne avec la dégradation du climat des affaires, et en particulier les perspectives d'activité.

Sur l'ensemble de l'année 2011, la croissance française serait peu dynamique avec un taux de 1% contre 1,7 % initialement.

*Au Royaume-Uni*, le taux de croissance du PIB s'est accru de 0,5% au troisième trimestre après une quasi-stagnation au deuxième trimestre (0,1%). La croissance devrait ralentir sur les prochains trimestres, en lien avec la dégradation des perspectives de la croissance mondiale, en particulier dans la zone euro. La consommation des ménages resterait molle, affectée par la baisse des salaires réels, la morosité persistante du marché immobilier et la poursuite de l'austérité budgétaire. Dans ce

contexte, la Banque d'Angleterre a maintenu une politique monétaire très accommodante, malgré une inflation encore élevée.

### I.1.3- Le Japon

L'économie japonaise a renoué avec la croissance au troisième trimestre (+1,5%), après des trimestres de contraction, soutenue par la restauration des capacités de production et des chaînes d'approvisionnement après le séisme et le tsunami. Toutefois, la reprise devrait se poursuivre à un rythme ralenti sur les prochains trimestres, freinée par le flechissement de la demande étrangère et la forte appréciation du yen. Le taux de croissance devrait se situer à -0,5% en 2011 après 4% en 2010.

### I.1.4- Les pays émergents et en développement

Dans les pays émergents et en développement, la croissance se situerait en 2011 à 6,4% après 7,3% en 2010, mais elle resterait sur une tendance robuste, soutenue par une demande interne encore vigoureuse.

*En Chine*, la croissance a décéléré à 9,1% au troisième trimestre, son rythme le plus faible depuis deux ans, freinée par le resserrement de crédit pour lutter contre l'inflation et par la faiblesse de la demande mondiale. La reprise devrait se poursuivre à un rythme modéré se basant sur une robuste demande intérieure et par l'arrêt du durcissement monétaire, en lien avec la modération de l'inflation (5,5% en octobre après 6,2% en septembre).

*En Inde*, la croissance économique poursuit sa décélération affectée par le resserrement monétaire pour contenir l'inflation et par un environnement international difficile. La montée de l'aversion au risque des investisseurs est susceptible d'entraîner un mouvement de fuite de capitaux étrangers et une dépréciation de la monnaie indienne (la roupie) qui renchérit les importations. Les pressions inflationnistes restent encore fortes (dépassant les 10% en septembre). Dans ce contexte, la banque centrale (RBI) a relevé de nouveau ses taux d'intérêt de 25 points de base le 26 octobre, soit un total de 200 point de base depuis début 2011. Le défi pour les autorités indiennes est de trouver l'équilibre entre la lutte contre l'inflation et le besoin de maintenir une croissance suffisante.

*Au Brésil*, la croissance ralentit, contenue par le resserrement passé des conditions de crédit et les mesures de consolidation budgétaire, ainsi que par la faiblesse de la demande mondiale et la modération des cours des matières premières. Suite à la détérioration des perspectives, la Banque Centrale Brésilienne a changé récemment sa politique monétaire, passant de la lutte contre l'inflation à la prévention de la récession. Elle a ainsi réduit pour une deuxième fois son taux directeur, de 50 point pour le porter à 11,5% en octobre. Cette action intervient malgré un niveau encore élevé d'inflation (7% en octobre pour une cible de 4,5%). Dans ce contexte, la baisse des taux d'intérêt réels contribue à la dépréciation du real brésilien et à freiner l'afflux de capitaux vers le pays, amenant les autorités à changer le sens de leur intervention sur le marché des devises.

**Tableau 5: Croissance en volume du PIB**

	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Monde</b>	5,3	2,8	-0,6	5,1	4,0
<b>Economies avancées</b>	2,7	0,2	-3,8	3,1	1,6
<b>Etats-Unis</b>	1,9	0,0	-2,6	3,0	1,5
<b>Zone Euro</b>	2,9	0,5	-4,1	1,8	1,6
Allemagne	2,7	1,0	-4,7	3,3	0,8
France	2,3	0,1	-2,5	1,7	1,0
<b>Japon</b>	2,4	-1,2	-5,2	4,0	-0,5
<b>Chine</b>	14,2	9,6	9,1	10,3	9,6
<b>Inde</b>	9,9	6,4	5,7	10,1	8,3
<b>Royaume-Uni</b>	2,7	-0,1	-4,9	1,4	1,1
<b>Brésil</b>	6,1	5,1	-0,2	7,5	4,1
<b>Afrique Subsaharienne</b>	7,0	5,5	2,6	5,1	5,7
<b>Côte d'Ivoire</b>	1,6	2,3	3,8	2,4	-5,8

*Sources: WEO Oct 2011(FMI), DGE, DCPE*

## I.2- L'inflation, les taux d'intérêt et le taux de change

### I.2.1- L'inflation dans le monde

L'inflation mondiale est restée sur une tendance haussière, suite à l'augmentation graduelle des prix des matières premières, notamment les prix des composantes énergétiques et alimentaires. Elle s'est stabilisée à 4,6%, au mois de septembre 2011 en glissement annuel, portée par les pays en développement (6,6%), notamment les grands pays émergents.

Au sein de l'UEMOA, le niveau général des prix à la consommation reste toujours élevé, supérieur au seuil de 3%, même si la tendance est baissière depuis juin 2011. En septembre 2011, l'inflation de la zone est estimée à 3,8%, portée principalement par la Guinée Bissau, la Côte d'Ivoire, le Togo et le Burkina Faso.

**Tableau 6: Variation de l'indice des prix à la consommation dans les principaux pays et grandes zones (en %).**

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Etats-Unis</b>	3,2	2,9	3,8	-0,3	1,6	3,0
<b>Japon</b>	0,3	0,0	1,4	-1,4	-0,7	-0,4
<b>Zone Euro</b>	2,2	2,1	3,3	0,3	1,6	2,5
<b>Chine</b>	1,5	4,8	5,9	-0,7	3,3	5,5
<b>Brésil</b>	4,2	3,6	5,7	4,9	5,0	6,6
<b>Afrique Subsaharienne</b>	6,9	6,9	11,7	10,4	7,5	8,4
<b>Côte d'Ivoire</b>	2,5	1,9	6,3	1,0	1,8	>3

*Sources: WEO Oct 2011 (FMI), DGE/DCPE*

### I.2.2- Les taux d'intérêt et taux de change

Sur les marchés financiers, la crise de la dette souveraine reste préoccupante, notamment pour la stabilité du système bancaire européen. En France, l'agence de notation Moody's a baissé d'un cran en septembre et placé sous surveillance négative les notes attribuées au Crédit Agricole et à la Société Générale. Dans l'ensemble de la zone euro, les conditions de financement de plusieurs Etats se sont fortement dégradées.

Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale américaine (Fed) a lancé depuis le 21 septembre 2011, l'opération « Twist », consistant à l'achat d'obligations de long terme en vendant ses obligations de maturité inférieure.

Affectée par la crise de la dette dans la zone euro, la monnaie unique continue de fluctuer face aux principales devises. Ainsi, l'euro s'est affaibli de 4% face au dollar en septembre, en variation mensuelle. Toutefois, en glissement annuel, il s'est apprécié de 5% par rapport au dollar américain.

Les pressions sur l'euro devraient s'atténuer en cas de mise en œuvre effective des mesures convenues lors du sommet de la zone euro (le 26 octobre 2011) pour résoudre la crise grecque, renforcer le Fonds européen de stabilité financière (FESF) et recapitaliser les banques européennes.

### I.3- Les cours des matières premières

Après avoir évolué à la baisse, suite à des craintes sur la demande mondiale, les prix des matières premières sont remontés, tirés par le pétrole en liaison avec la reprise des marchés boursiers. Ainsi, en moyenne sur les neuf premiers mois de l'année 2011 et comparés aux réalisations de la même période de l'année dernière, les cours internationaux des principaux produits de base ont connu une orientation favorable dans l'ensemble, notamment avec l'augmentation marquée des cours du café, de l'huile de palme, du sucre, du riz, du coton, du caoutchouc, de l'or et du pétrole depuis le deuxième trimestre 2010.

Toutefois, au troisième trimestre 2011, ces cours ont tous reflué, en raison des conséquences de l'impact de la crise de la dette souveraine et des difficultés de la zone euro. Le cours du cuivre a chuté de 30% et celui de l'aluminium de 10%. L'or, valeur refuge traditionnelle, a perdu près de 15 % en septembre. Le cours du nickel a baissé de près de 25 % depuis le début de l'année. En dépit du climat économique mondial, les produits agricoles ont mieux résisté.

Tableau 7: Cours des matières à fin septembre 2011

	en Francs CFA / unité de mesure			en Dollar américain / unité de mesure		
	9 mois 2010	9 mois 2011	Var. 11/10	9 mois 2010	9 mois 2011	Var. 11/10
<b>PRODUITS ALIMENTAIRES</b>						
<b>Café</b>	886	1 210	36,5%	1,77	2,59	46,9%
<b>Cacao</b>	1 695	1 484	12,4%	3,01	3,09	2,7%
<b>Huile de palme</b>	416	542	30,1%	0,83	1,16	39,4%
<b>Sucre</b>	215	276	28,1%	0,43	0,59	36,1%
<b>Riz 5% brisures</b>	235	244	3,6%	0,47	0,52	10,5%
<b>MATIERES INDUSTRIELLES</b>						
<b>Coton</b>	985	1 608	63,2%	1,96	3,44	75,0%
<b>Caoutchouc</b>	1 535	2 246	46,4%	3,07	4,81	56,7%
<b>Or</b>	590 176	713 922	21,0%	1 177,25	1 530,79	30,0%
<b>Pétrole brut</b>	38 563	52 131	35,2%	77,09	111,84	45,1%

Source: *Produitdoc*

#### I.3.1- Les produits alimentaires

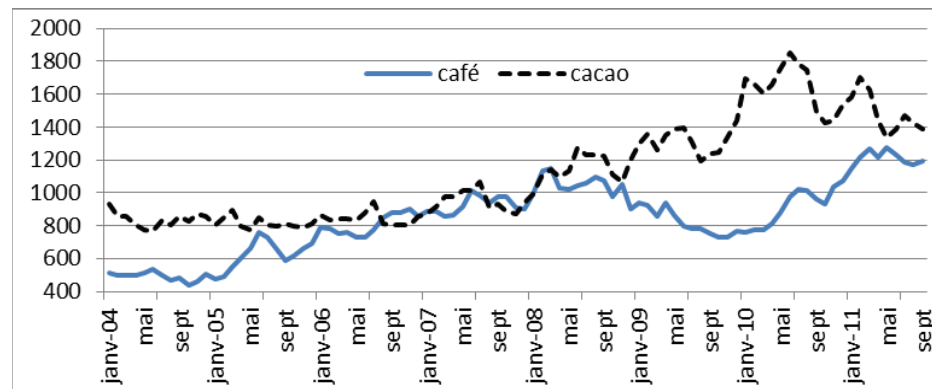
Les prix des produits alimentaires ont progressé dans l'ensemble, sous l'effet des conditions climatiques défavorables dans certains pays producteurs (sécheresse, inondations), entraînant une baisse plus importante de l'offre face à la demande de la Chine en croissance.

*Les cours du café robusta* ont atteint à fin septembre 2011 en moyenne 1 210 F CFA/ Kg contre 886 F CFA/ Kg, soit une hausse de 36,5% par rapport aux neuf premiers mois de 2010. Cette embellie se justifie par une réduction de l'offre des pays producteurs en raison des conditions climatiques et par une consommation mondiale en hausse, en dépit du ralentissement de l'activité économique dans l'ensemble des grands pays importateurs.

*Les cours du cacao* ont évolué à la baisse depuis avril 2011. Ils s'établissent en moyenne sur les neuf premiers mois de l'année 2011 à

1 484 F CFA/KG contre 1 695 F CFA à fin septembre 2010, soit un repli de 12,4% qui s'explique par le ralentissement de la consommation mondiale. En outre, ce repli est dû à un accroissement de l'offre mondiale suite à la hausse de la production de cacao dans les principaux pays producteurs, notamment la Côte d'Ivoire et le Ghana, grâce à des conditions climatiques favorables.

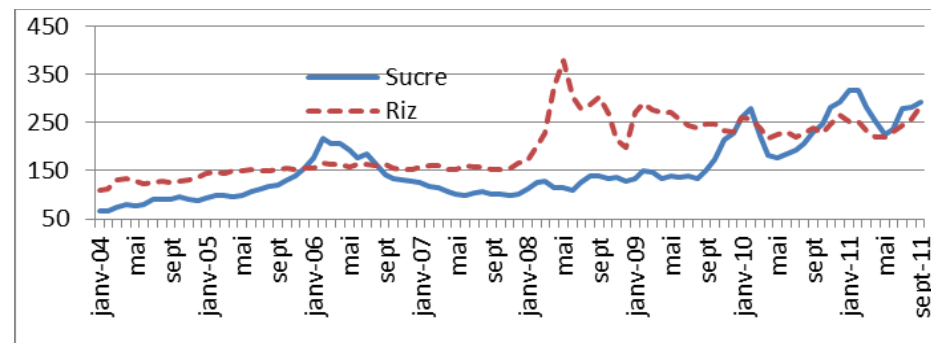
**Graphique 2 : Evolution des cours du cacao et du café en F CFA/kg**



Source : Produitdoc/DCPE

**Sur les marchés du sucre**, les cours moyens à fin septembre 2011 se sont inscrits en hausse de 28,1%, atteignant 276 F CFA le kilogramme au terme des neuf premiers mois de 2011. Ce raffermissement provient des niveaux de stocks face à une demande mondiale en hausse en raison de la transformation de plus en plus importante de sucre en éthanol, notamment au Brésil où 90% des véhicules utilisent ce type de carburant.

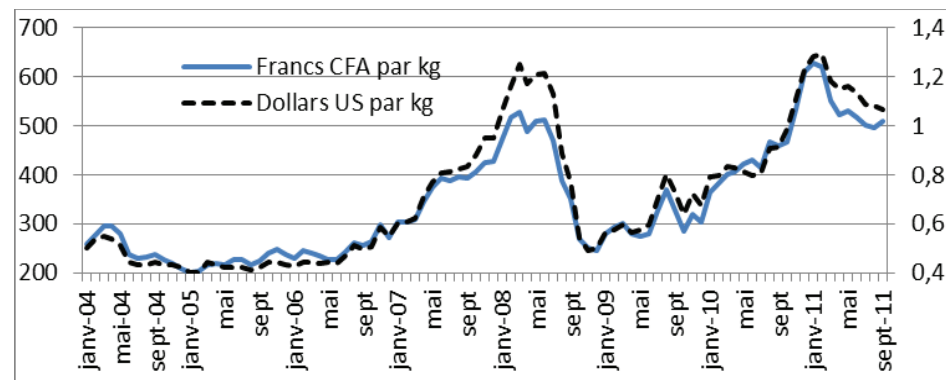
**Graphique 3 : Evolution des cours du sucre et du riz F CFA/kg**



Source : Produitdoc

**Sur les marchés de l'huile de palme**, les cours s'établissent en moyenne à 542 F CFA/Kg contre 410 F CFA/Kg obtenus à fin septembre 2010, soit un accroissement de 30,1%. Cette évolution résulte de la progression de la demande mondiale impulsée par la Chine et l'Inde, face à une production mondiale en baisse.

**Graphique 4 : Evolution des cours de l'huile de palme**



Source : Produitdoc

**Les cours du riz** pour la variété 5% brisures se sont inscrits à 244F CFA le kilogramme au terme des neuf premiers mois de 2011, en amélioration de 3,6% en moyenne. Ce raffermissement est attribuable à la nouvelle politique de prix intérieurs pratiqués par la Thaïlande et à la baisse des



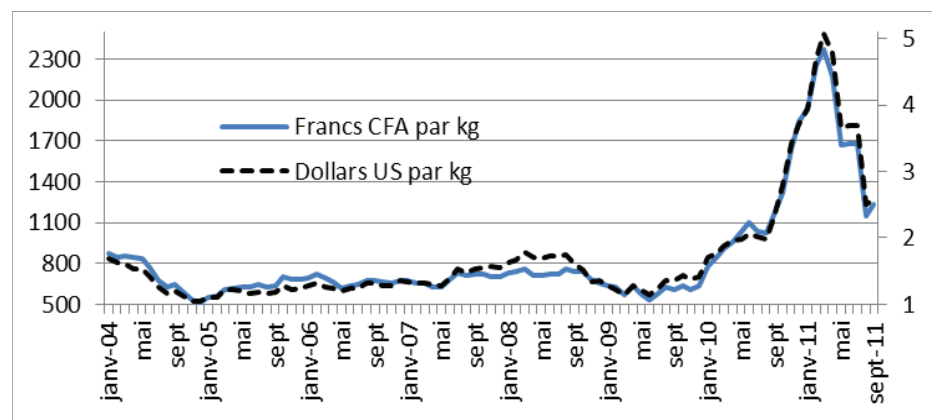
récoltes asiatiques en liaison avec les inondations qui ont touché une partie des régions rizicoles.

### I.3.2. Les produits industriels

Les prix des matières industrielles ont connu dans l'ensemble une progression sur les neuf premiers mois de l'année, en dépit des inquiétudes relatives aux perspectives économiques mondiales.

Ainsi, les cours du coton ont cru en moyenne de 63,2% pour s'établir 1 608 F CFA/KG en fin septembre 2011. Cet accroissement est attribuable à une distorsion entre l'offre et la demande.

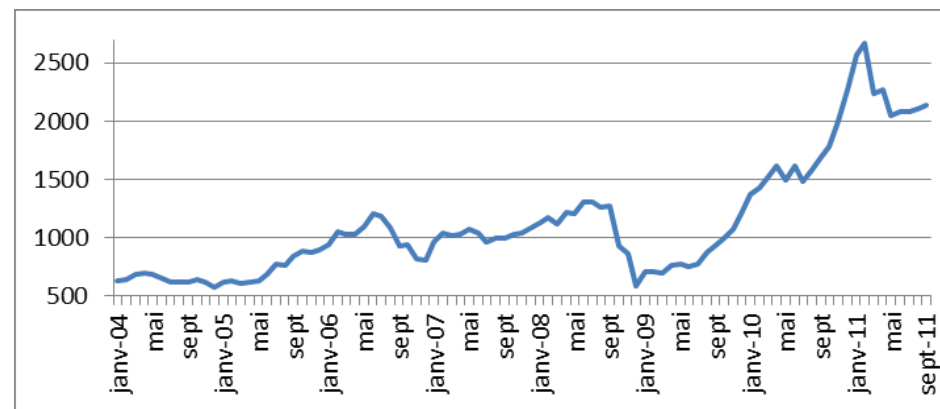
Graphique 5 : Evolution des cours du coton



Source : Produitdoc

**Sur le marché du caoutchouc**, la stabilité des cours est soutenue par les cours du pétrole. Ils se sont situés en moyenne à 2 246 F CFA/Kg à fin septembre 2011 contre 1 535 F CFA/Kg à la même période de 2010. Ce rebond se justifie par une offre mondiale de caoutchouc naturel insuffisante pour couvrir la demande croissante, en liaison avec le développement de l'industrie automobile dans les pays émergents, notamment la Chine et l'Inde.

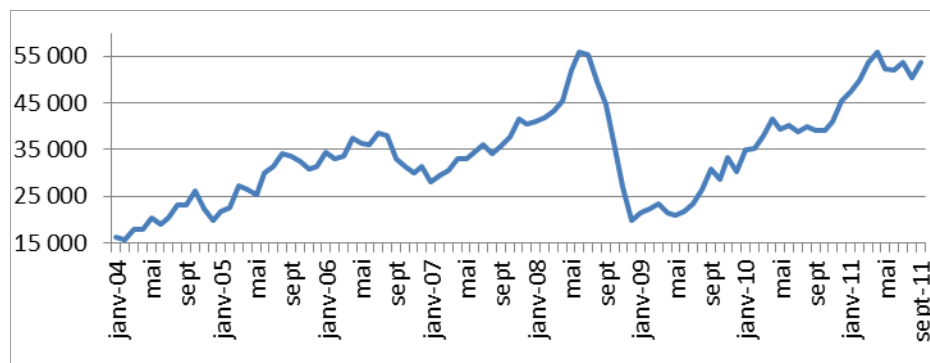
Graphique 6 : Evolution des cours du caoutchouc



Source : Produitdoc.

**Les cours du pétrole brut** se sont établis en moyenne à 52 131 F CFA le baril à fin septembre 2011, en hausse de 35,2% par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2010, en raison de la mise sur les marchés des stocks stratégiques par l'Agence Internationale de l'Energie devant la volonté de l'OPEP d'augmenter la production sur fond de ralentissement de la demande mondiale.

**Graphique 7 : Evolution des cours du pétrole F CFA/baril**



Source : Produitdoc

**Enfin, les cours de l'once d'or** ont atteint 713 922 F CFA, en hausse de 21% par rapport au niveau réalisé à fin septembre 2010. Ce raffermissement s'explique non seulement par la chute du dollar mais aussi par des besoins de liquidité pour la résolution de la crise de la dette souveraine. Avec ces niveaux réalisés, l'or renforce son statut de valeur de refuge.

## II.- LE CADRAGE DE L'ECONOMIE IVOIRIENNE EN 2011

Les analyses sont fondées sur les indicateurs disponibles à fin septembre 2011.

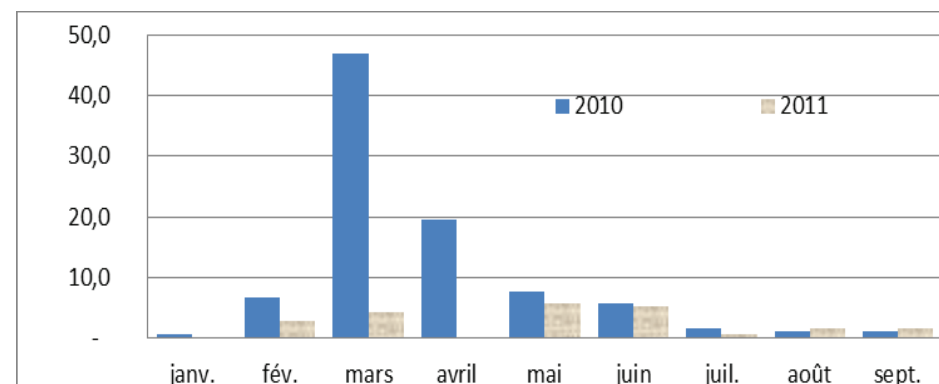
### II.1- La production agricole

Dans le secteur traditionnel agricole, les cultures de cacao, d'ananas et de sucre résistent pendant que le café, le caoutchouc, la banane, l'anacarde et l'huile de palme brute continuent d'enregistrer des baisses attestant des effets néfastes de la crise post-électorale sur les filières.

**Concernant le binôme café-cacao**, la production de café connaît un recul depuis le début de l'année. Elle s'établit à 32 209 tonnes, en réduction de 64,8% par rapport aux quantités de cerises récoltées à la même période de l'année dernière. Ce résultat est imputable d'une part, à l'évasion des

produits vers les pays limitrophes et, d'autre part, à l'abandon des récoltes et des champs du fait des troubles post-électorales et la préférence des producteurs par les spéculations mieux rémunérées.

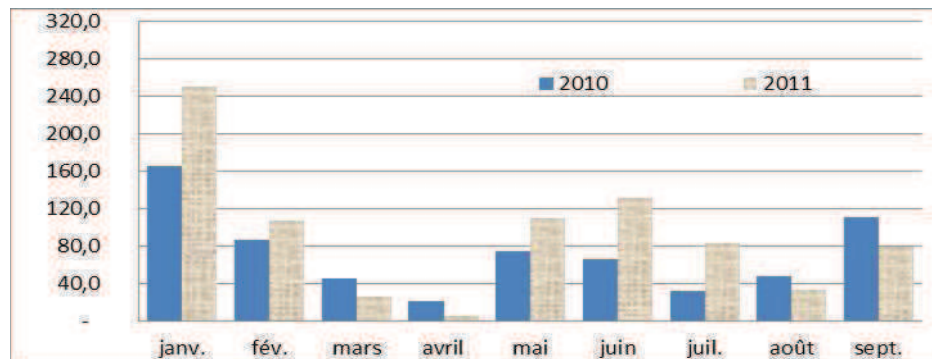
**Graphique 8 : Production de café (en tonnes)**



Sources : BCC, FRC

A l'inverse, la production cacaoyère se chiffre à 826 651 tonnes, en progression de 27,6% par rapport à fin septembre 2010, grâce aux bonnes conditions pluviométriques. En terme de campagne, la saison 2010 / 2011 vient également de s'achever, en hausse de 19,2% pour un niveau record de 1 480 592 tonnes, jamais réalisé au cours de la décennie écoulée. La décision du Gouvernement de poursuivre les réformes dans la filière café-cacao ainsi que la lutte contre le « swollen shoot » devraient permettre une amélioration des rendements dans la filière.

**Graphique 9 : Production de cacao (en tonnes)**



Sources : BCC, FRC

Globalement, en ce qui concerne les autres cultures de rentes, elles sont confrontées à des difficultés diverses à l'exception notable de l'ananas.

**La production d'huile brute de palme** à fin septembre 2011, est ressortie à 325 675 tonnes, contre 324 702 tonnes réalisées sur la même période de l'année 2010, soit une augmentation de 0,3%. Ces performances s'expliquent par les efforts entrepris par les acteurs de la filière à travers notamment le remplacement de l'outil de production et du matériel roulant détruits ou pillés et le paiement des arriérés de salaires correspondant à la fermeture des banques. Ce qui confirme le relatif rattrapage de la production depuis la reprise en mai 2011. A ces facteurs s'ajoutent également, la bonne tenue du prix du régime bord champ (56 F CFA/Kg) et des cours sur les marchés internationaux ayant favorisé l'entretien des plantations villageoises et industrielles. Cependant, par rapport à l'objectif de la période (349 267 tonnes), il est noté une baisse de 6,7% dénotant l'impact de la crise post-électorale sur la filière.

**La production de la banane<sup>1</sup>** se réduit de 3% par rapport à fin septembre 2010 pour atteindre 263 198,2 tonnes. Ce faible repli par rapport à celui enregistré à fin mai 2011 (-10,8%), traduit l'amélioration progressive de la production, après les pertes dues aux avaries et difficultés de

commercialisation suite aux sanctions imposées par l'Union Européenne, ainsi qu'au cycle végétatif du fruit.

**La production de l'ananas** qui accusait des baisses notables au cours des trois dernières années, se redresse grâce, notamment aux appuis financiers de l'Union Européenne. Ce financement a été accordé aux opérateurs agro-industriels de la filière et s'inscrit dans le cadre d'une politique de diversification pour relancer l'activité. La production s'établit ainsi à 31 969,5 tonnes, en augmentation de 21% par rapport à la même période de 2010.

Dans la filière **caoutchouc**,<sup>2</sup> les perturbations causées par la crise ont durablement affecté le fonctionnement des usines et l'entretien des plantations. En conséquence, la production à fin septembre connaît une régression de 10,5% par rapport à fin septembre 2010.

La crise post-électorale a affecté le déroulement de la campagne et amplifié le détournement de l'**anacarde** en direction des pays voisins (Mali, Burkina et Ghana). La production a atteint 257 587 tonnes à fin septembre 2011, en réduction de 21,8% par rapport à la même période de l'année 2010. Cependant, le creux enregistré à fin mai 2011 (-75,5%), s'est estompé avec la reprise de la commercialisation après les sanctions de l'Union Européenne sur le Port d'Abidjan.

**Concernant le coton**, la production s'est établie à 142 352,9 tonnes contre 145 847,8 tonnes à fin septembre 2010, soit un retrait de 2,4% malgré l'accroissement du prix aux producteurs. Cette contreperformance est liée aux difficultés de gestion des subventions destinées à l'achat des intrants et aux perturbations du déroulement de la campagne provoquée par la crise post-électorale.

<sup>1</sup> Production estimée sur la base des exportations de la DGD.

<sup>2</sup> Il s'agit de la production usinée et commercialisée

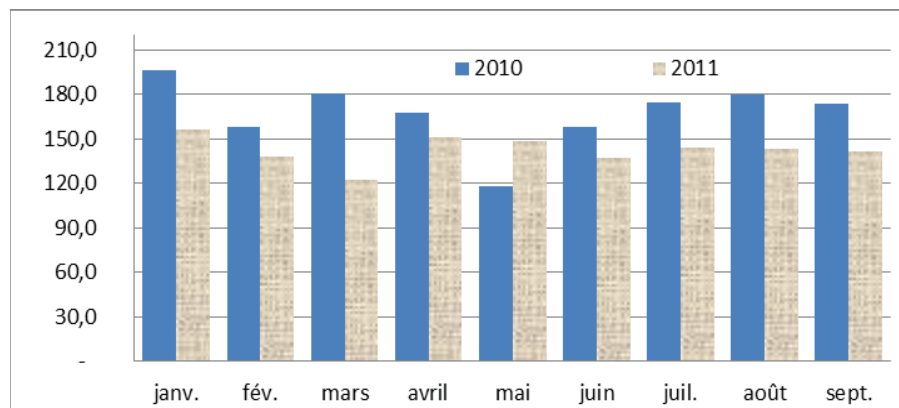


## II.2- La production minière et pétrolière

Dans le secteur minier, au terme des neuf premiers mois de l'année 2011, les productions de pétrole brut et de gaz naturel sont en retrait pendant que celle de l'or brut progresse fortement.

**La production de pétrole brut** avec 9 359 632 barils accuse un repli de 14,9% par rapport aux réalisations de la même période de 2010, en liaison avec les difficultés techniques d'extraction du pétrole et le déclin naturel des champs pétroliers.

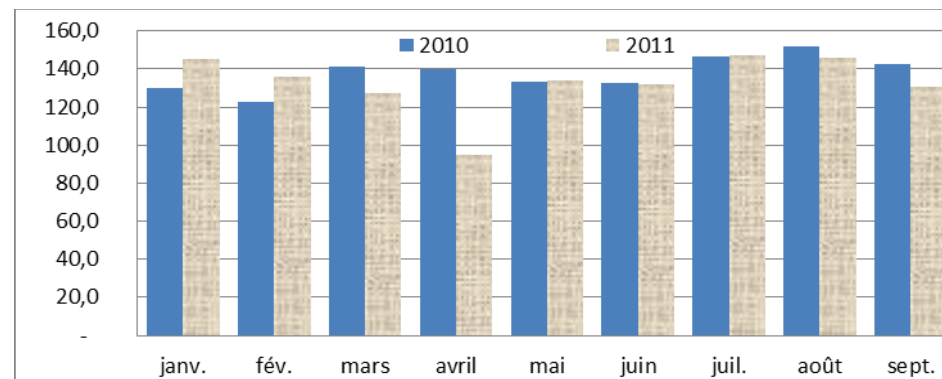
**Graphique 10 : Production et exportation de pétrole brut (milliers de tonnes)**



Source : PETROCI

**La production de gaz naturel** se situe à 42 120 063,5 MMBTU, en recul de 3,9% par rapport aux quantités extraites un an plus tôt. Ce résultat s'explique d'une part, par le report des investissements et, d'autre part, par la contraction d'activité enregistrée entre mars et avril 2011, du fait de la crise.

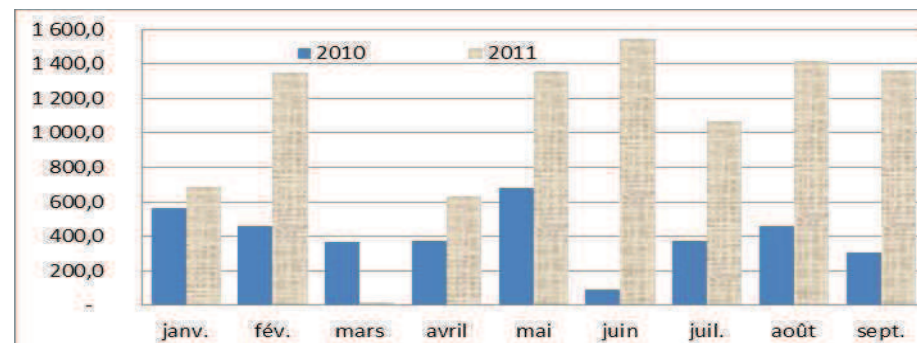
**Graphique 11 : Production de gaz (millions de m3)**



Source : PETROCI

**S'agissant de la production aurifère**, elle a plus que doublé et s'est établie à 9 422,75 kg à fin septembre 2011 contre 3 680,28 kg d'or réalisée un an auparavant. Cette hausse est imputable à l'entrée en exploitation de la mine d'or de Tongon au cours du dernier trimestre 2010.

**Graphique 12 : Production de l'or (en kilogrammes)**

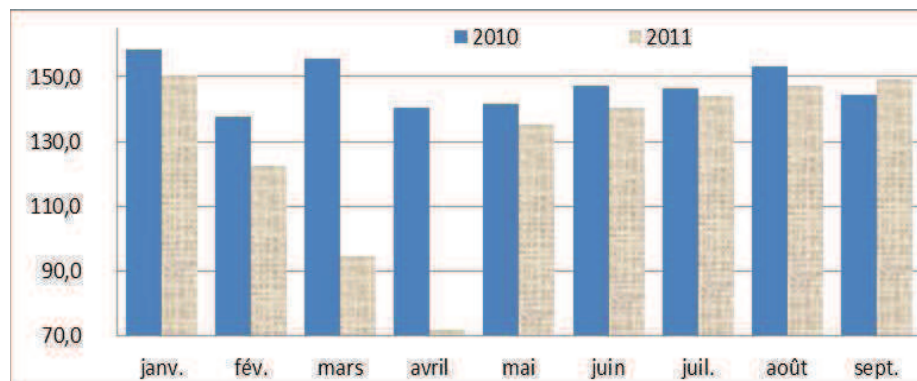


Source : DIRECTION GENERALE DES MINES

## II.3- La production industrielle

L'indice de la production industrielle s'est situé à 128 en moyenne sur les neuf premiers mois de l'année 2011, en repli de 12,8% par rapport à la même période de l'année dernière. Cette baisse est imputable à la quasi-totalité des branches à l'exception de la branche Energie électrique et eau (+3,4%). Hors extraction, la production industrielle connaît également une baisse de 11,3%, dégradée en outre par celle du secteur manufacturier (-17,6%).

Graphique 13 : Evolution trimestrielle de la production industrielle



Source : INS

Les principales tendances par branche se déclinent comme suit :

**La branche électrique et eau** a connu une hausse importante qui s'explique par les investissements réalisés dans le secteur en vue d'accroître les capacités de production nationale après le délestage enregistré au premier semestre 2010. Cette amélioration de la production a permis d'accroître les exportations d'électricité qui ont plus que doublé.

**L'Agro-alimentaire**, qui représente environ 30% des activités industrielles, a été secoué par la crise. La production de ce secteur régresse de 13,8% en liaison avec la mauvaise tenue des activités de l'ensemble de ses sous-secteurs, notamment « travail de grains et farine » (-25,6%), « conserves et préparations alimentaires » (-28,5%), « boissons et glaces alimentaires » (-12,9%) et « corps gras alimentaires » (-2,6%).

Ces contre-performances sont dues principalement aux pertes et pillages (intrants, outils de production, matériel roulant,...).

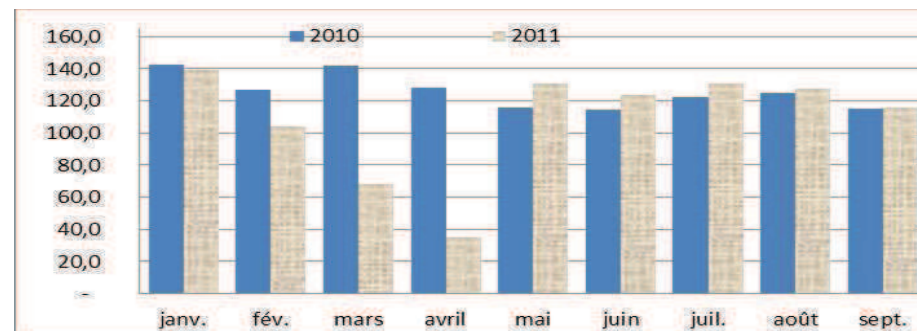
**Le Textile et chaussures** enregistre une contraction d'activité de 15,5%, imputable aux difficultés d'approvisionnement en matières premières du fait de la fermeture des banques, des pillages de stocks pendant la période de crise et de l'arrêt des contrats avec l'extérieur en raison du non-respect des dates de livraison de la fibre de coton.

**La Chimie** accuse un repli de 28% qui provient de la régression de la production des produits pétroliers (-41%) due à l'indisponibilité de pétrole brut pendant la crise post-électorale et du recul des activités de fabrication de caoutchouc (-25,1%) et des autres produits chimiques (-10,9%).

**L'extraction de Pétrole et Mines** est en retrait de 17,4% suite à la diminution de la production de pétrole brut et de gaz naturel en raison des problèmes techniques et du déclin naturel des puits.

**Le BTP** chute de 33,1% en liaison avec le repli de l'activité au niveau des matériaux de construction (-25,8%) et des divers dérivés du pétrole (-41%) tels que le bitume utilisé dans la construction des grands ouvrages publics.

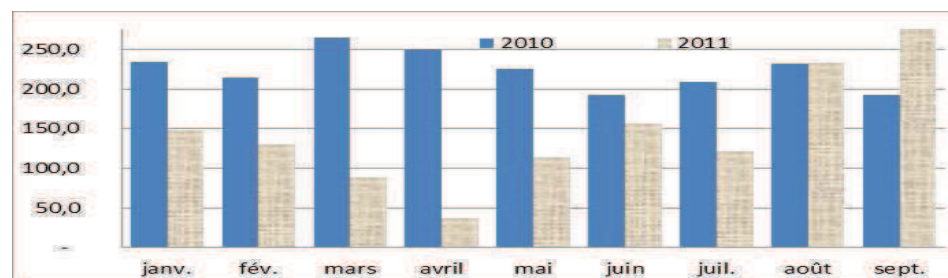
Graphique 14 : Evolution des branches Agroalimentaire



Source : INS

Toutefois, grâce aux mesures prises en faveur des entreprises industrielles, l'indice de la production industrielle augmente de 10% par rapport au mois de mai 2011, attribuable à l'ensemble des branches sauf l'Agro-alimentaire (-11,3%) et les Industries diverses (-1%). Ce résultat pourrait aussi s'expliquer par la reprise du BTP dont la production a plus que doublé, avec un indice qui passe de 114 en mai 2011 à 321 en septembre 2011. De même, hors extraction, l'indice de la production progresse de 10,1% par rapport à mai 2011, traduisant la relance des activités manufacturières (+12,2%).

**Graphique 15 : Evolution du secteur du BTP**



Source : INS

## II.4- La production et la consommation d'énergies commerciales

Au terme des neuf premiers mois de l'année 2011, le secteur des énergies commerciales enregistre des évolutions divergentes dans le secteur électrique et des contre-performances au niveau des produits pétroliers.

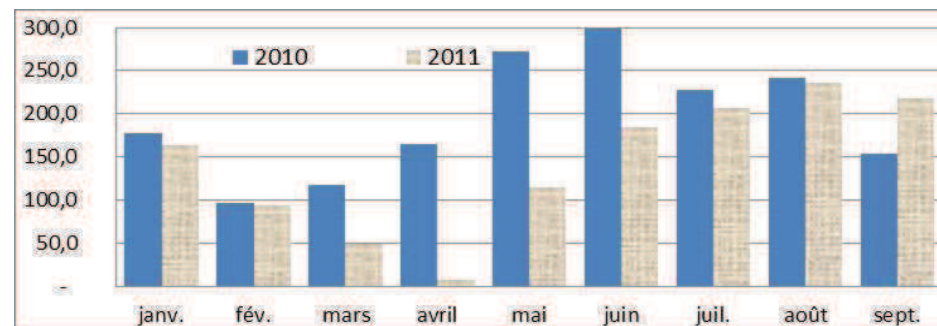
*Concernant la production et la consommation de produits pétroliers, la production de produits pétroliers s'est établie à 1 269 982 tonnes, en baisse de 27,4% par rapport à fin septembre 2010, du fait des difficultés d'importation de pétrole brut suite aux problèmes financiers de la SIR, aggravés par ailleurs par le gel de ses avoirs au cours de la crise post-électorale.*

La consommation domestique avec un niveau de 581 710 tonnes en 2011, se contracte de 26,5% par rapport à 2010. Cette baisse qui s'étend à tous

les types de carburants s'explique par les difficultés rencontrées par de nombreux secteurs d'activités économiques, et par les pillages et destructions des stations-services au cours de la crise post-électorale.

Ainsi, les exportations se réduisent de 37,5% et s'établissent à 716 818 tonnes à fin septembre 2011. Ce qui porte l'ensemble des ventes de produits pétroliers à 1 321 956 tonnes, en recul de 32,3% par rapport aux réalisations de la même période de 2010.

**Graphique 16 : Production de produits pétroliers (en milliers de tonnes)**

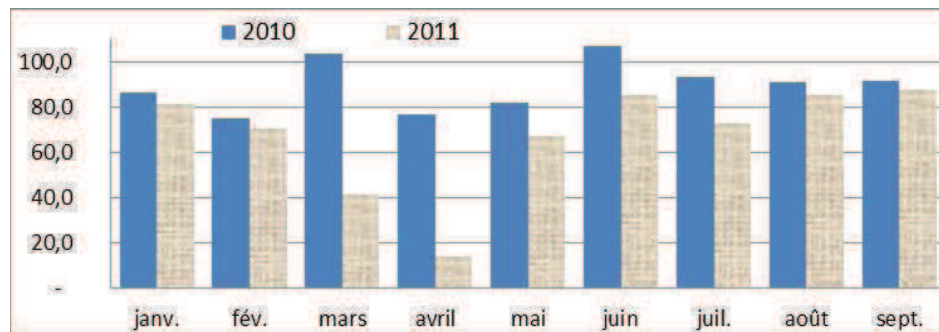


Source : SIR

*Pour ce qui est de l'électricité, la production s'établit à 4 348 Gwh en accroissement de 4,2%, tirée par la composante hydraulique (+36,3%) qui a bénéficié des apports d'eau enregistrés en 2010 et au cours de l'année 2011. Cependant, la production d'électricité thermique est en baisse de 6,1%, en liaison avec la faiblesse des disponibilités en gaz naturel du fait des problèmes (panne de compresseur, maintenance) rencontrés par certains opérateurs du secteur combinés au repli d'activité du fait de la crise.*



**Graphique 17 : Consommation de produits pétroliers (en 1000 TM)**

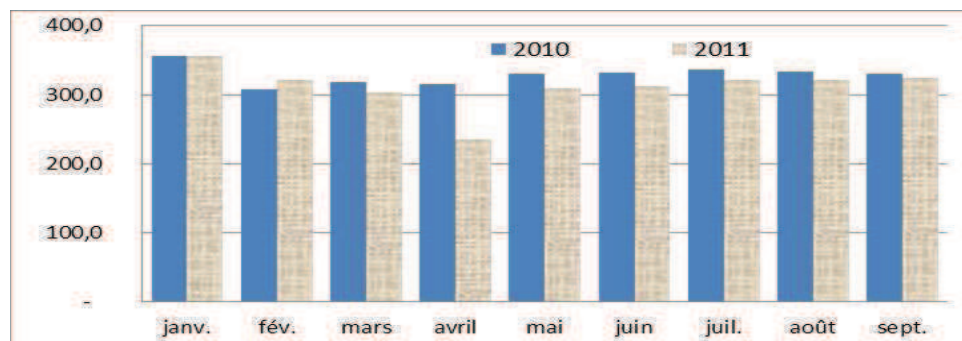


Sources : GPP

La consommation d'électricité se chiffre à 2 804 Gwh, en recul de 5,3%, résultant de la baisse à la fois de la demande d'électricité industrielle (de haute et moyenne tension :-6,8% pour 1 306 Gwh) et de celle des ménages (basse tension :-3,8% pour 1498 Gwh), due à la crise post-électorale.

Grâce à la reprise de la production électrique, les exportations enregistrent un bond, passant de 227 Gwh un an auparavant à 462 Gwh à fin septembre 2011. Au total, les ventes d'électricité ressortent à 3 266 Gwh, en hausse de 2,5%.

**Graphique 18 : Production d'électricité (en Gwh)**



Source : CIE

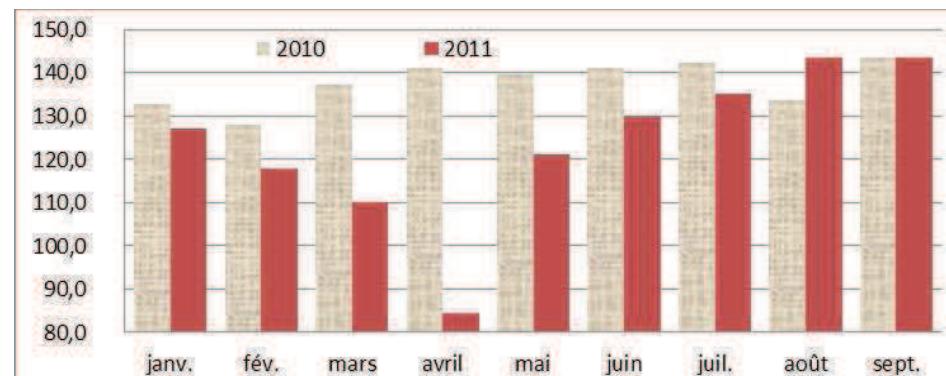
## II.5- Les activités tertiaires

Le secteur tertiaire connaît des contre-performances dues à l'incidence de la crise post-électorale sur la période de janvier à avril 2011.

*S'agissant du commerce intérieur*, au terme des neuf premiers mois, l'indice du chiffre d'affaires enregistre une baisse de 10,3% en moyenne par rapport à la même période de l'année précédente. En termes réels, le chiffre d'affaires du commerce de détail se dégrade de 15,8% en tenant compte de la hausse du niveau général des prix de 5,5%. Cette évolution est marquée par le reflux des ventes de l'ensemble des secteurs. Hors produits pétroliers, le chiffre d'affaires accuse un repli de 10,6%.

Toutefois, grâce à l'amélioration progressive du climat des affaires et le retour à la consommation depuis la fin de la crise, les ventes de détail ont enregistré entre mai et septembre 2011 des variations mensuelles positives (environ 12,2% en moyenne) traduisant la nette reprise des activités. Ce résultat découle principalement de la bonne orientation des ventes des « Produits pétroliers » (+19,5%).

**Graphique 19 : Evolution de l'indice du chiffre d'affaire**



Source : BCEAO

*Pour ce qui est du transport*, le trafic aérien poursuit une contraction d'activité et enregistre à fin septembre 2011 par rapport à la même période de l'année dernière, une baisse d'activité causée par toutes ses composantes : trafic voyageurs (-42,1%) ; fret (-16,6%) et transit direct (-13,0 %).

L'activité maritime affiche à fin septembre 2011 une régression des escales de navires de 30,8% combinée à une réduction du trafic global de marchandises de 26,3%. Ce recul provient essentiellement de la réduction des volumes exportés (-23%) et importés (-29%) de marchandises, en raison de l'embargo maritime. Cependant à partir du mois de mai 2011, il est noté une reprise des activités traduisant un rattrapage tant au niveau des exportations que des importations de marchandises. La reprise des exportations est liée à la sortie massive de stocks de cacao et autres spéculations accumulés pendant la crise, tandis que celle des importations est consécutive au retour de la consommation et au regain de la production industrielle.

## II.6- L'évolution des prix à la consommation

*Les prix à la consommation* ont connu une hausse généralisée depuis le début de l'année jusqu'en juin 2011, attribuable aux distorsions enregistrées au niveau des circuits de distribution qui se sont traduites par une insuffisance de l'offre de produits alimentaires (légumes, maïs, riz local, banane et tubercules), la surenchère du gaz butane et le relèvement du prix du transport du fait de la crise post-électorale. En outre, la situation d'insécurité et le racket sont à l'origine des surcoûts de transport payés entre les zones de production et les marchés d'approvisionnement.

Toutefois, grâce aux actions entreprises par le Gouvernement pour contenir la hausse des prix des denrées de première nécessité, il est noté une décélération du rythme de progression de l'inflation à partir du mois de juillet 2011. Il s'agit notamment, de la signature de deux protocoles d'accord portant sur la baisse du prix du riz brisure de 25% ; la réduction du prix du sucre de 6% à 10% par les distributeurs et le rabais de 1% sur les fûts de 200 litres de l'huile de table.

Ainsi, les prix à la consommation en septembre 2011 sont ressortis en baisse mensuelle de 0,4%, du fait principalement du repli des prix des « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-1,8%), du « Logement, gaz, électricité » (-0,6%) et de la « Communication » (-5,6%). Le recul des prix est le fait essentiellement de l'approvisionnement régulier en viande de bœuf, en poissons frais, en produits locaux (légumes frais et plantain) et en gaz butane.

En moyenne, sur les neuf premiers mois de 2011, l'inflation s'est établie à +5,5% contre +5,6% à fin août et +5,7% à fin juillet 2011. Cette hausse est imputable aux fonctions « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+13,1%), « Logement, eau, électricité gaz et autres combustibles » (+2,3%), « Transport » (+1,1%) et « Restaurants-Hôtels » (+7,5%). Hors alimentation, l'inflation est passée de +2,4% à fin mai à +2,8% à fin septembre 2011, traduisant les efforts du Gouvernement dans la réduction des prix des produits de première nécessité. En revanche, l'inflation « hors transport et énergie » se situe à 6,8%, supérieure à la hausse générale des prix (+5,5%).

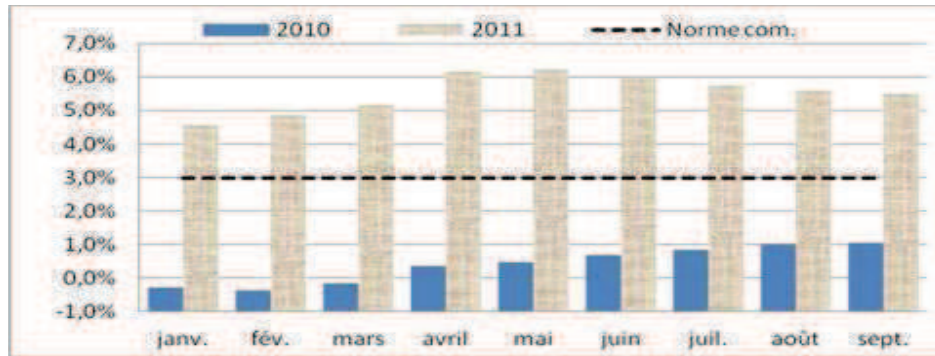
Comparativement à septembre 2010, l'inflation s'est située à +4,7% contre +1,6% l'année précédente, en raison de la persistance de la hausse des prix des fonctions « Produits alimentaires » (+8,2%), « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+1,1%), « Transport » (+0,4%) « Restaurants et hôtels » (+10,4%) et « Biens et services » (+3,5%).

De même par rapport au début de l'année, le taux d'inflation se situe à 1,3% en septembre 2011, en relation principalement avec la flambée des prix des céréales non transformées (+5,2%) et du « lait – fromage-œufs » (+10,1%), ainsi que les prix des postes « restaurants et hôtels » (+7,9%) et « autres biens et services » (+2,3%).

Ces évolutions confirment d'une manière générale, l'origine essentiellement alimentaire de l'inflation.

La décélération observée au niveau des prix à la consommation devrait se poursuivre sur les mois à venir grâce aux négociations du Gouvernement avec les acteurs de la filière Bétail visant à réduire le prix du kilogramme de la viande de bœuf.

**Graphique 20 : Inflation cumulée depuis le début de l'année**



Source : INS

## II.7- Les échanges extérieurs

Les échanges commerciaux avec l'extérieur sont marqués à fin septembre 2011, à la fois par une hausse en valeur des exportations hors biens exceptionnels (13,7%) et des importations (15,4%). L'augmentation des exportations est impulsée par la bonne tenue des prix à l'export, traduisant notamment la reprise des ventes du cacao (36,2%) et du pétrole brut (30,9%) après la levée des sanctions de l'Union Européenne. Quant aux importations, leur progression s'explique principalement par des achats de pétrole brut qui ont plus que doublé. Ainsi, le solde de la balance commerciale ressort excédentaire de 982,9 milliards, en progression de 9,2% par rapport aux réalisations de la même période de 2010. Le taux de couverture (des importations par les exportations) se situe à 134%, en recul de 1,9 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2010.

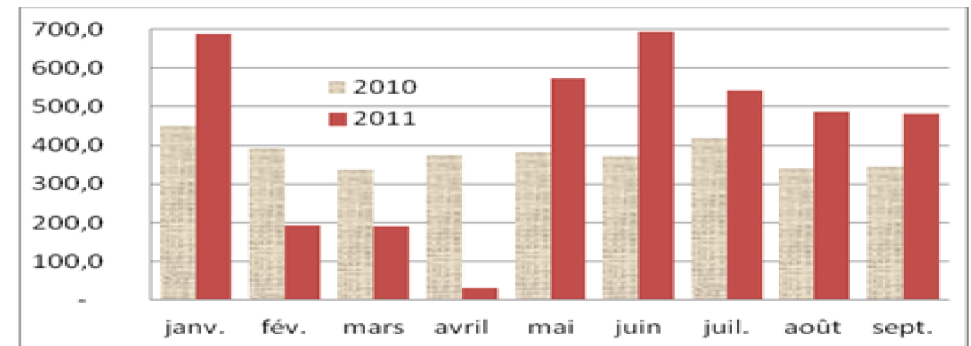
De même, les termes de l'échange se dégradent de 7,5% en rapport avec l'accroissement plus important des prix à l'import (+18,1%) que celui des prix à l'export (+9,2%).

**Au niveau des exportations**, les exportations hors biens exceptionnels sont passées de 3 407,9 milliards à fin septembre 2010 à 3 875,8 milliards en 2011, soit un accroissement de 13,7% qui s'explique par le rattrapage des ventes de produits primaires (+19,3%), notamment le cacao (+36,2%), le pétrole brut (+30,9%), le caoutchouc (+82,9%), l'huile de palme (+51%) et l'ananas (+23,3%). Toutefois, cette évolution a été amoindrie

par le repli des exportations de produits transformés, dont les produits pétroliers (-5,3%) et les conserves et préparations alimentaires (-13,6%). La baisse observée au niveau des conserves et préparations alimentaires s'explique principalement par le cacao transformé (-22,8%) et les conserves de thon, en raison de l'impact de la crise post-électorale sur l'industrie agroalimentaire.

Par ailleurs, les prix à l'exportation connaissent une embellie de 9,2%, sous l'impulsion de la bonne tenue des cours du pétrole brut (+32,9%) et des produits pétroliers (26,4%).

**Graphique 21 : Exportations globales (en valeur)**



Source : DGD, DCPE

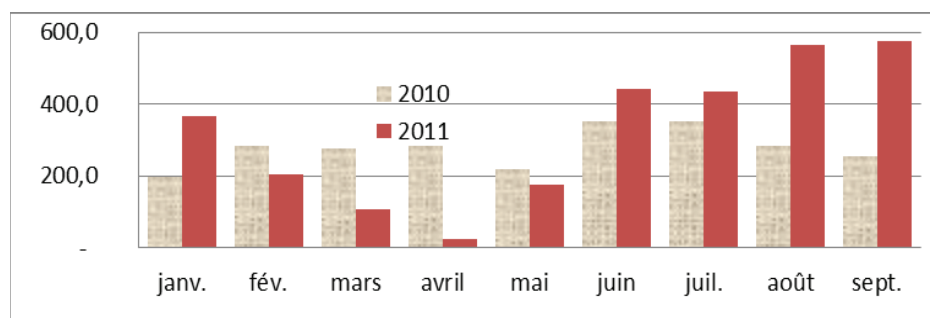
**Concernant les importations**, les importations hors biens exceptionnels atteignent 2 892,9 milliards au terme des neuf premiers mois de l'année 2011, contre 2 507,6 milliards à la même période en 2010, soit une progression de 15,4%. Ce résultat provient des achats d'une part, de produits alimentaires (+5,8%), notamment le riz (+3,6%) et les poissons (+14,1%) et d'autre part, de biens intermédiaires (65%), principalement les autres matériaux de construction (+9,8%), les papiers et cartons (+31,8%) et le pétrole brut qui a plus que doublé. L'accroissement des importations de pétrole brut est lié à la reprise de la production de la SIR suite au dégel de ses avoirs et aux concours financiers mis à sa disposition. En outre, en moyenne sur la période allant de juillet à septembre 2011, les importations de biens ont crû mensuellement de 10,1% alors qu'elles enregistraient en moyenne entre janvier et avril 2011 une baisse de 41,1%.



Cette progression des importations est le reflet du rattrapage de la demande tant des ménages que des industries.

Les prix à l'importation augmentent de 18,1% sous l'effet de tous les postes, à savoir les produits alimentaires (+10,6%), les autres biens de consommation (+11,4%), et les biens intermédiaires (+25,1% dont le pétrole brut (+29,4%) et les biens d'équipement (+9,9%).

**Graphique 22 : Importations globales CAF**



Source : DGD

## II.8- La situation monétaire

L'évolution des agrégats monétaires à fin septembre 2011 par rapport à fin décembre 2010 laisse apparaître :

- une baisse de la masse monétaire de 99,5 milliards (-2,4%) ;
- une consolidation des avoirs extérieurs nets de 337,5 milliards (+24,2%) ;
- et une contraction du crédit intérieur net de 383,8 milliards (-13,3%).

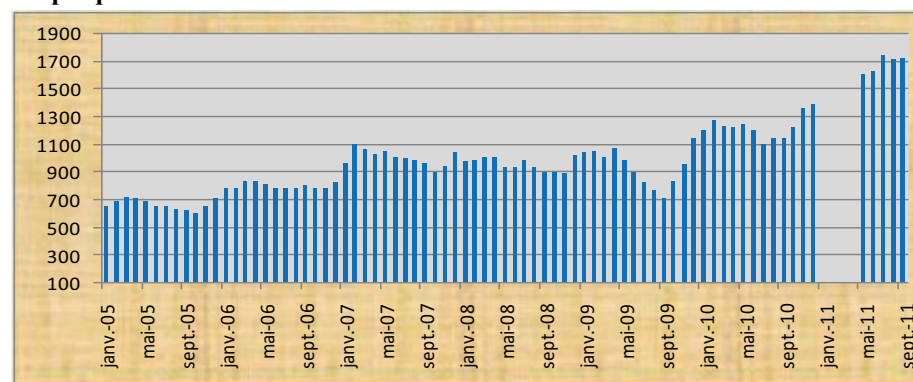
Sur la base des données disponibles relatives à la répartition sectorielle du crédit, à fin septembre 2011, le secteur tertiaire demeure le principal débouché des crédits de court terme avec une part de 55,8% contre 28,4% pour le secteur secondaire et 3,7% pour le secteur primaire.

### II.8.1- La masse monétaire et ses contreparties

La masse monétaire enregistre un repli de 85,6 milliards (-2,1%) qui se justifie par la baisse de la monnaie fiduciaire de 336,5 milliards (-20,6%). Toutefois, cette évolution est atténuée par la hausse de la monnaie scripturale (+250,8 milliards ; +9,9%).

**Les avoirs extérieurs nets** augmentent de 24,8% par rapport à fin 2010 (+345,2 milliards) pour se situer à 1 731 milliards à fin septembre 2011. Cette progression est imputable à la hausse des avoirs extérieurs des banques commerciales (+129,3 milliards ; +310,8%) et celle de la Banque Centrale (+208,2 milliards ; +15,4%). La consolidation des avoirs de la Banque Centrale provient des recettes issues des exportations de produits primaires (+19,3% en valeur), de produits transformés (+9,1%) et des concours octroyés par la Communauté financière dès la fin de la crise.

**Graphique 23 : Evolution des avoirs extérieurs nets**



Source : BCEAO / DCPE

**Le crédit intérieur** ressort à 2 496,7 milliards à fin septembre 2011 contre 2 880,5 milliards à fin décembre 2010, en baisse de 383,8 milliards (-13,3%) en liaison avec la contraction d'activité et la fermeture des banques suite à la crise post-électorale. Ce résultat découle de l'amélioration de la position nette du Gouvernement (-79,4 milliards) et de la baisse des crédits à l'économie (- 304,4 milliards). L'amélioration de la Position Nette du Gouvernement s'explique par la hausse plus importante des créances de l'Etat (+239,6 milliards) que celle des dettes de l'Etat (+160,3 milliards).

L'impact de la crise sur les activités bancaires et de production se ressent au niveau du financement de l'économie. En effet, les concours bancaires ont atteint 1 769,4 milliards à fin septembre 2011 contre 2 073,8 milliards à fin décembre 2010, en réduction de 304,4 milliards sous l'effet de la contraction des crédits de campagne (-67,2 milliards), des crédits de court terme (-154,9 milliards) et des crédits à moyen et long termes (-82,3 milliards).

### II.8.2- La répartition sectorielle des crédits

A fin septembre 2011, le financement bancaire de l'économie atteint 1 570,8 milliards contre 1 871,2 milliards à fin décembre 2010, soit une baisse de 300,4 milliards. Ainsi, les crédits alloués aux différents secteurs d'activité ont connu une baisse, en liaison avec d'une part, la fermeture des banques pendant trois mois, rendant quasiment impossibles les paiements des charges des entreprises et d'autre part, la baisse généralisée de l'activité économique du fait de la crise post-électorale.

Les principales évolutions par secteur se déclinent comme ci-après :

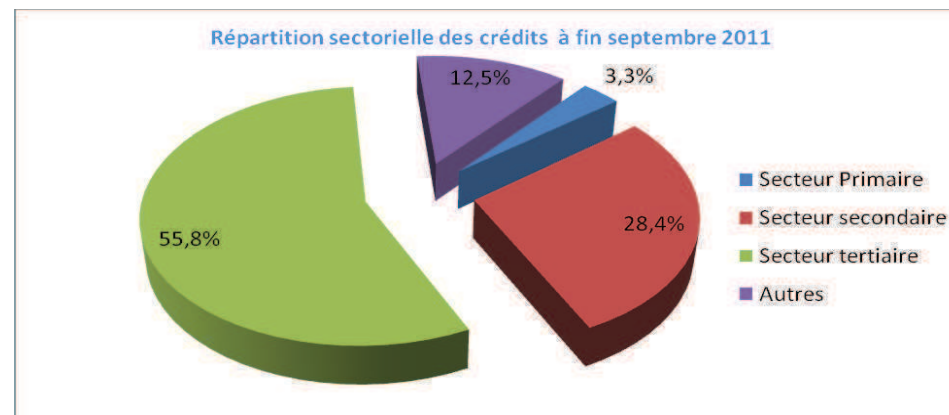
**Au niveau du secteur primaire**, les crédits octroyés enregistrent une baisse de 35,1 milliards par rapport à fin décembre 2010 et s'établissent à 51,2 milliards à fin septembre 2011. Cette évolution provient de la perturbation des activités agricoles et extractives du fait de la crise post-électorale. Ils représentent 3,7% de l'ensemble des concours alloués au financement de l'économie.

**Au niveau du secteur secondaire**, les crédits se contractent de 81,6 milliards par rapport à fin décembre 2010, pour se chiffrer à 445,9 milliards à fin septembre 2011. Au total, le secteur secondaire, au cours de la période, a absorbé 28,4% de l'ensemble des crédits servant à financer l'économie contre 28,2% à fin 2010.

**Le secteur tertiaire** demeure le principal bénéficiaire des crédits au secteur privé (+55,8%). Toutefois, les concours bancaires en direction à ce secteur, connaissent un recul de 257,5 milliards par rapport à fin décembre 2010, avec un encours de 876,4 milliards à fin septembre 2011. Cette évolution est due à la réduction des crédits de court terme (-162,3

milliards) et des crédits de moyen et long termes dans une moindre mesure (-86,5 milliards).

Graphique 24 : Répartition sectorielle des crédits à fin septembre 2011



Source : DCPE

### II.9- Les estimations macroéconomiques pour l'année 2011

L'environnement international est marqué par un net ralentissement de la croissance de l'économie mondiale, en rapport notamment avec la baisse de l'activité dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE et les implications de la crise de la dette souveraine dans la zone euro. La croissance mondiale se modérerait à 4% en 2011 contre plus de 5,1% en 2010 suite à une série de chocs notamment, le tremblement de terre et le tsunami au Japon, l'agitation dans certains pays producteurs de pétrole, l'échec du processus de remplacement de la demande publique par la demande privée aux Etats Unis et la crise de la dette dans la zone euro.

**Au plan national**, après plus d'une décennie de troubles sociopolitiques, la Côte d'Ivoire a connu une grave crise post-électorale déclenchée en décembre 2010 et qui a pris fin en avril 2011.

Cette crise a eu de graves conséquences sur la situation sociale, humanitaire, sécuritaire et économique. Les mesures d'urgence prises par le Gouvernement devraient permettre de restaurer la paix sociale et



d'atténuer les effets néfastes sur l'économie, dont le taux de décroissance avoisinerait -6% en 2011.

**Tableau 8: Cours des matières premières de 2008 à 2011**

Cours	2 008	2 009	2010	2011 Estim
Café (F CFA/kg)	1 080,2	800,9	816,8	1 158,3
Cacao (F CFA/kg)	1 210,2	1 363,5	1 547,8	1 435,7%
Coton (F CFA/kg)	705,7	651,7	1128,7	1582 ,1
Caoutchouc (F CFA/kg)	941,2	905,2	1 806,4	2 504,0
Huile de palme (F CFA/kg)	330,8	303,3	425,1	504,8
Pétrole brut (F CFA/baril)	43 431,5	29 094,7	39 069,0	47 911,2
Or (F CFA/once)	299 404,3	458 238,0	605 423,5	734 539,1

Sources : Banque Mondiale, FMI (WEO)

## II.9.2- Le contexte national

Au plan national, l'activité économique a été marquée principalement par la crise post-électorale débutée en décembre 2010 et qui a connu un dénouement en avril 2011 avec de graves conséquences sur la situation économique notamment :

- ✓ la suspension des exportations de cacao par le Gouvernement ;
- ✓ l'embargo de l'Union Européenne sur les deux ports ivoiriens et ses sanctions à l'encontre de certaines entreprises publiques ;
- ✓ la fermeture des agences nationales de la BCEAO suivi de leur réquisition le 26 janvier 2011 ;
- ✓ la fermeture de la quasi-totalité des banques commerciales à l'exception des banques publiques à la mi-février 2011 ;
- ✓ la dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire ainsi que l'aggravation du phénomène de racket ;
- ✓ le pillage de plusieurs unités de production ;
- ✓ l'attentisme des opérateurs économiques ;
- ✓ et la suspension de certains investissements publics et privés.

Cependant la mise en œuvre du programme d'urgence du Gouvernement et la reprise des activités économiques devraient atténuer le taux de croissance économique à -5,8% contre -6,3% initialement projeté.

Le déclenchement de la crise a conduit à une suspension du programme triennal 2009-2011. Toutefois, le Gouvernement a poursuivi la mise en œuvre des réformes structurelles à la suite de la revue de ce Programme.

## II.9.3- Les estimations du secteur réel

La prise en compte des effets induits des mesures d'urgences adoptées par le Gouvernement, ont permis de réviser le taux de croissance à -5,8% contre -6,3% initialement. Toutefois, le taux d'inflation reste encore élevé et pourrait s'établir à environ 5%.

Au niveau de l'offre, le prolongement des effets de la crise post-électorale sur l'activité économique de 2011, se traduirait par un retournement de la croissance dans les secteurs tertiaire (-12,7%) et secondaire (-9,7%). Par contre, le secteur primaire serait en hausse de 1,7%.

### II.9.3.1- Le secteur primaire

La croissance enregistrée dans le secteur primaire s'explique essentiellement par les réalisations attendues au niveau de l'agriculture vivrière (3%), obérée par l'agriculture d'exportation (-0,5%) et l'extraction minière (-1%).

**La hausse de l'agriculture vivrière** est imputable à la poursuite de l'exécution des projets vivriers, notamment le projet rizicole et à la bonne tenue de la pluviométrie.

**La baisse de l'agriculture d'exportation** est liée au repli de la banane (-9,8%) et du café (-74,4%). La baisse de ces spéculations proviendrait de la perte d'une partie de la production due à l'embargo sur les ports d'Abidjan et de San Pedro, ainsi qu'à l'abandon des plantations de café pour raison d'insécurité.

**Tableau 9 :Principales hypothèses de l'agriculture d'exportation**

Produits (en milliers de tonnes)	2008	2009	2010	2011 (prév.)
Café	67,9	144,7	94,4	24,2
Cacao	1137,2	1304,5	1301,3	1340,6
Banane	333,7	285,6	372,9	336,3
Ananas	98,9	77,8	78,5	83,8
Cotongraine	125,7	140,6	140,6	174,7
Huiles de palme	359,2	394,3	384,5	320,0
Caoutchouc	200,9	203,1	231,5	244,5
Anacarde	312,3	310,3	370,0	380,0

Sources : ACE, APROMAC, APROSAPCI, ARECA, DGD, DGE / DCPE

*Le repli de l'extraction minière* serait dû d'une part, à la contraction du pétrole brut (-15,5%) et du gaz (-8,5%) liée à la fermeture et à l'arrêt récurrent des puits pour travaux et au report des investissements sur certains puits.

**Tableau 10 :Production de pétrole brut, de gaz et d'or**

Extraction minière (en tonnes)	2009	2010	2011 (prév)	Var 11/10
Pétrole (en milliers de barils)	18542,4	14 562,1	12 301,1	-15,5
Pétrole (en barils/jour)	50 801,1	39 896,2	33 701,6	-15,5
Gaz (millions de mètre cube)	1 540,21	1 665,8	1 524,0	-8,5
OR (Kg)	7 054,9	5 079,8	10 142,9	99,6%

Sources : PETROCI, SODEMI, MEF/DGE/DCPE

### II.9.3.2- Le secteur secondaire

L'activité industrielle devrait reculer de 9,7%, sous l'effet de la quasi-totalité de ses composantes à l'exception du secteur énergie qui ressortirait en hausse de 4,7%.

*Le BTP* chute de 20% en raison (i) de l'arrêt des travaux des grands chantiers de l'Etat notamment la suspension temporaire des projets de construction du pont de Jacquville et de l'autoroute du nord, (ii) des

préjudices subis par les opérateurs techniques du secteur tels que LBTP et BNETD, et (iii) de l'attentisme des opérateurs économiques.

*L'agroalimentaire* ressortirait à -10%, du fait des pillages, de la destruction de nombreuses unités de production, des difficultés d'approvisionnement en intrants et par l'arrêt momentané de certaines unités de production dû à l'insécurité.

Concernant *les autres industries*, la production baisse de 6%. Ce repli est consécutif à la fermeture temporaire des unités de production lors de la crise post-électorale.

### II.9.3.3- Le secteur tertiaire

Toutes les composantes enregistrent un repli, induisant un recul de l'ensemble du secteur tertiaire de 12,7% en 2011.

*Les télécommunications* se contractent de 2% à cause d'une part, de la destruction partielle ou totale des biens d'équipement (sabotage du réseau) et, d'autre part, de la suppression des SMS sur le premier trimestre 2011, de la baisse de la demande globale notamment des entreprises privées.

*Quant au transport*, il régresserait de 9,5% en liaison avec la contraction des activités dans les secteurs du transport aéroportuaire (-15,8%) et maritime (-13,5%). Ces contre-performances sont essentiellement consécutives à l'embargo sur les ports, aux arrêts de travail pendant la période de crise, au ralentissement de l'activité en raison de l'insécurité et de la persistance du racket.

*Les activités de commerce* reculeraient de 9,4% du fait de la baisse du pouvoir d'achat en rapport avec la fermeture des banques et la hausse généralisée des prix, les pillages des stocks dans les magasins et les vols. A ces facteurs, s'ajoute la perturbation des circuits d'approvisionnement et de distribution.

*Les droits et taxes* chuteraient de 23,6%, en liaison avec le repli de l'activité économique et de la réduction de la capacité opérationnelle de l'administration financière.

### II.9.3.4- Le secteur non marchand

Le secteur non marchand évoluerait de 3,9%, sous l'effet de l'augmentation des effectifs de la fonction publique imputable aux recrutements exceptionnels dans les secteurs éducation et sécurité.

Tableau 11: Comparaison des prévisions sectorielles

Croissance en volume en %	2009	2010	Estimations 2011
Secteur primaire	6,4	0,5	1,7
Secteur secondaire	-1,5	4,7	-9,7
Secteur tertiaire	5,0	2,7	-12,7
PIB non marchand	3,9	2,0	3,9
PIB total	3,8	2,4	-5,8

Source : MEF/DGE/DCPE

### II.9.3.5- La demande

La demande souffrirait des contractions de la consommation finale, des investissements et des échanges extérieurs.

La consommation finale diminuerait de 5,5% suite au repli de la consommation publique (-6,7%) et de la consommation des ménages (-5,2%).

S'agissant de l'investissement, il serait en retrait de 13,5%, sous l'effet à la fois de ses composantes publique (-11,2%) et privée (-14,7%). Ce recul serait lié au report de certains projets.

Les importations et les exportations se replieraient respectivement de 8,6% et de 3,2% du fait de la baisse du niveau d'activité et du recul des quantités de certains produits destinés à l'exportation tels que le café, la banane, l'huile de palme et les produits pétroliers.

### II.9.3.6- Les comptes extérieurs

En ce qui concerne la balance des paiements en 2011, la balance des opérations courantes ressortirait excédentaire de 387,1 milliards (3,5% du PIB) après un solde de 125 milliards (1,1% du PIB) estimé en 2010. Cet excédent résulterait principalement de la bonne tenue de la balance commerciale, atténuée toutefois par le déficit des balances des services, des revenus et des transferts courants nets.

La balance commerciale enregistrerait un excédent de 2 056,9 milliards contre 1 715,9 milliards en 2010, soit une progression de 341 milliards en rapport avec la hausse des exportations. L'augmentation des exportations découlerait de l'embellie des cours de certaines spéculations, notamment, de l'huile de palme, du café vert, du coton, et du caoutchouc. S'agissant des importations, elles afficheraient une hausse en valeur en relation avec l'augmentation des prix des principaux produits, notamment, les carburants et lubrifiants des articles de librairie, les produits laitiers et les engrais mais amoindrie par la baisse des quantités.

Le déficit des services se situerait à 904,8 milliards après 874 milliards en 2010, soit une dégradation de 30,8 milliards, en rapport avec la dégradation des soldes des rubriques « voyages » et « autres services » qui ont plus que compensé la baisse des paiements au titre du fret.

La balance des revenus ressortirait également déficitaire de 466,4 milliards après un solde négatif estimé à 458 milliards pour 2010, en relation avec les revenus d'investissements plus importants dus aux non-résidents.

Les transferts courants accuseraient un déficit de 298,6 milliards en aggravation par rapport à 2010 (-258,9 milliards), en raison de la baisse des dons reçus.

Le compte de capital et d'opérations financières enregistrerait un solde positif de 65,9 milliards après 119,3 milliards en 2010, en liaison avec le repli des remises de dettes, des dons projets, des investissements directs et des investissements de portefeuille.

Au total, le solde global de la balance des paiements ressortirait pour la troisième année consécutive excédentaire de 453 milliards (4,1% du PIB), en amélioration de 208,7 milliards par rapport à 2010.

### II.9.3.7- La situation monétaire

*Les avoirs extérieurs nets* devraient s'améliorer de 453 milliards, passant de 1 385,4 milliards en décembre 2010 à 1 838,4 milliards en décembre 2011, tirés à la fois par l'accroissement des avoirs extérieurs des banques et de ceux de la Banque Centrale. Cet accroissement serait principalement lié à la consolidation des disponibilités extérieures, en liaison principalement avec le rapatriement des recettes d'exportation et les tirages sur les ressources du FMI (allocation de DTS, Facilité Elargie de Crédit, Facilité de Crédit Rapide).

*Le crédit intérieur* est projeté à 2 856,3 milliards à fin décembre 2011 contre 2 836,3 milliards à fin décembre 2010, soit une hausse de 20 milliards, provenant exclusivement de la position nette du gouvernement. La Position Nette du Gouvernement (PNG) devrait ressortir à 832,9 milliards au terme de l'année 2011 contre 788,3 milliards en 2010, soit une augmentation de 44,6 milliards, résultant d'une hausse des engagements (+80,9 milliards) plus importante que celle des créances (+36,3 milliards), du fait principalement des concours des banques commerciales à l'Etat et de ceux du FMI au titre du programme FCR.

L'encours des crédits à l'économie ressortirait à 2 023,4 milliards à fin décembre 2011 contre 2 048 milliards en décembre 2010, s'inscrivant ainsi en recul, en liaison avec l'attitude prudente des banques consécutive à la crise post-électorale qu'a connue le pays récemment.

Tableau 12: Situation monétaire intégrée

RUBRIQUES	31/12/2010 réalisation	31/12/2011 Prévisions actualisées	Variations en niveau	Variations en pourcentage
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>1 385,4</b>	<b>1 838,4</b>	453,0	32,6
· BCEAO	1 351,9	1 638,4	286,5	21,2
· Banques	33,5	200,0	166,5	497,0
<b>Crédit intérieur</b>	<b>2 836,3</b>	<b>2 856,3</b>	<b>20,0</b>	<b>0,7</b>
Dont Position Nette du Gouvernement	788,3	832,9	44,6	5,6
Dont Crédit à l'économie	2 048,0	2 023,4	-24,6	-1,2
<b>Masse monétaire</b>	<b>4 152,3</b>	<b>4 589,1</b>	<b>436,8</b>	<b>10,5</b>
Circulation fiduciaire	1 638,9	1 629,1	-9,8	-0,6
CNCE	0,0	0,0	0,0	
Dépôts en banques	2 514,9	2 960,0	445,1	17,7
<b>Autres éléments nets</b>	<b>-101,3</b>	<b>-154,5</b>		<b>52,5</b>

Source : BCEAO

### III- LA SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES A FIN 2011

La situation des finances publiques en 2011 concerne la période allant du 26 avril au 31 décembre. Les opérations financières exécutées avant cette période feront l'objet de validation, avant leur intégration éventuelle au budget, dans le cadre d'un collectif budgétaire. Les objectifs de recettes sont marqués à la fois par un soutien temporaire au secteur privé et un retour progressif à un niveau de recouvrement normal. En ce qui concerne les dépenses, elles ont été projetées en tenant compte des effets de la crise post-électorale, des actions prioritaires du Gouvernement contenues dans le Programme Présidentiel d'Urgence (PPU) et la réhabilitation des infrastructures.

#### III.1- La situation de recouvrement des recettes globales et dons

A fin 2011, les recettes et dons sont estimés à 1 680,6 milliards (20,1% du PIB) contre un objectif arrêté au programme FEC 2011 de 1 571,9 milliards (18,8% du PIB), soit une hausse de 108,6 milliards. Ce niveau de recouvrement a pu être atteint grâce aux mesures d'urgence prises par le Gouvernement pour restaurer l'appareil de production, la sécurité et la paix sociale. Par ailleurs, le Gouvernement a procédé à la réhabilitation des locaux et au rééquipement des outils de travail des Services en charge du recouvrement des recettes.

##### III.1.1-Les recouvrements de recettes fiscales

Les recettes fiscales se chiffraient à 1 451,6 milliards contre un objectif de 1 351,8 milliards, soit un taux de recouvrement de 107,4%. Ce niveau inattendu de recouvrements est aussi le fruit d'importants efforts entrepris par les régies financières pour une meilleure organisation de l'administration fiscale. Par régie, les réalisations se répartissent comme suit :

- *Au niveau de la DGI*, les recouvrements sont estimés à 812,6 milliards contre 757,7 milliards programmés, dégageant une plus-value de 54,9 milliards. Cette performance s'explique principalement par les recouvrements satisfaisants enregistrés au niveau du BIC hors pétrole (+11,3 milliards), des impôts sur

revenus et salaires (+14 milliards) et de la TVA (+12,5 milliards). Sur le BIC hors pétrole, le niveau des recouvrements s'explique par les bons résultats fiscaux de certaines grandes entreprises sur l'exercice 2010. La hausse des impôts sur les revenus et salaires s'explique par des compléments de régularisation provenant des mois de janvier à avril pour les contribuables défaillants sur la période.

En ce qui concerne la TVA, les performances observées sont liées à la reprise rapide de l'activité économique suite à la crise post-électorale. A ces deux principaux impôts, s'ajoutent les droits d'enregistrement café-cacao (+2,5 milliards) et les autres taxes indirectes (+9,2 milliards).

- *Au niveau du Trésor*, les estimations sont à 2,5 milliards contre un objectif de 1,6 milliard, soit un taux de réalisation de 156,3%. Les impôts directs se chiffrent à 1,9 milliard contre un objectif de 1,3 milliard et les impôts sur biens et services à 0,6 milliard contre 0,3 milliard prévu.
- *En ce qui concerne la DGD*, ses réalisations de recettes sont estimées à 636,5 milliards pour un objectif de 592,5 milliards, soit une plus-value de 44 milliards qui est essentiellement le résultat des droits et taxes à l'importation (+40,9 milliards). La plus-value au niveau des droits et taxes à l'exportation serait de 1 milliard. Le bon recouvrement des droits et taxes à l'importation provient de la bonne tenue des prélèvements sur les marchandises générales (+34,2 milliards). A cela s'ajoute la performance des taxes sur les produits pétroliers (+6,7 milliards) qui résulte du relèvement de la base taxable du gasoil et du super carburant. Quant aux taxes à l'exportation, leur performance proviendrait essentiellement de la hausse des volumes exportés de cacao.

##### III.1.2-Les recouvrements de recettes non fiscales

Les recettes non fiscales, ressortiraient à 198,8 milliards, soit 2,4% du PIB contre 197,8 milliards programmés, soit 1 milliard de plus-value. Cette

évolution résulterait principalement des efforts de collecte des autres recettes non fiscales.

### **III.1.3-Les dons**

Les dons s'établiraient à 30,2 milliards, comportant 19,2 milliards de dons projets et 11 milliards de dons programmes pour le Projet d'Assistance Post Crise (PAPC).



**Tableau 13: Recettes fiscales 2011 par régies financières (optique TOFE)**

(en milliards de F CFA)	2010 (1)	2011			Estimations. 2011 / Réal. 2010		Estimations. 2011 / Prog. 2011	
		Programme (2)	Estimations (3)	en % PIB (4)	en niveau (5)=(3)-(1)	en variation (6)=(3)/(1) -1	en niveau (7)=(3)-(2)	en variation (8)=(3)/(2) -1
<b>DGI</b>	<b>1001,0</b>	<b>757,7</b>	<b>812,5</b>	<b>9,7</b>	<b>-188,5</b>	<b>-18,8</b>	<b>54,8</b>	<b>7,2</b>
<b>Impôts intérieurs directs</b>	<b>545,3</b>	<b>453,9</b>	<b>484,5</b>	<b>5,8</b>	<b>-60,8</b>	<b>-11,1</b>	<b>30,6</b>	<b>6,7</b>
Impôts sur bénéfices	274,6	275,6	287,2	1,6	-9,3	4,6	11,2	4,2
<i>Hors pétrole</i>	<i>144,2</i>	<i>123,7</i>	<i>134,9</i>	<i>1,7</i>	<i>26,2</i>	<i>-6,4</i>	<i>-0,4</i>	<i>9,1</i>
<i>Pétrole</i>	<i>119,9</i>	<i>146,5</i>	<i>146,1</i>	<i>1,7</i>	<i>26,2</i>	<i>21,9</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,3</i>
Impôts sur salaires	206,6	142,1	156,1	1,9	-50,5	-24,4	14,0	9,9
<b>Impôts intérieurs indirects</b>	<b>455,7</b>	<b>303,8</b>	<b>328,1</b>	<b>3,9</b>	<b>-127,6</b>	<b>-28,0</b>	<b>24,3</b>	<b>8,0</b>
TVA	178,8	94,3	106,8	1,3	-72,0	-40,3	12,5	13,3
Droits d'enregistrement café -cacao	103,6	76,7	79,1	0,9	-24,5	-23,6	2,4	3,1
Patentes et licences	8,4	3,8	3,9	0,0	-4,5	-53,6	0,1	2,6
Taxes d'extraction pétrolière	51,7	62,9	63,0	0,8	11,3	21,9	0,1	0,2
<b>DGTCP</b>	<b>7,9</b>	<b>1,6</b>	<b>2,5</b>	<b>0,0</b>	<b>-5,4</b>	<b>-68,4</b>	<b>0,9</b>	<b>56,3</b>
<b>Impôts intérieurs directs</b>	<b>5,8</b>	<b>1,3</b>	<b>1,9</b>	<b>0,0</b>	<b>-3,9</b>	<b>-67,2</b>	<b>0,6</b>	<b>46,2</b>
<b>Impôts intérieurs indirects</b>	<b>2,1</b>	<b>0,3</b>	<b>0,6</b>	<b>0,0</b>	<b>-1,5</b>	<b>-71,4</b>	<b>0,3</b>	<b>100,0</b>
<b>DGD</b>	<b>919,7</b>	<b>592,5</b>	<b>636,4</b>	<b>7,6</b>	<b>-283,3</b>	<b>-30,8</b>	<b>43,9</b>	<b>7,4</b>
Droits & taxes à l'importation	654,6	373,6	416,6	5,0	-238,0	-36,4	43,0	11,5
<i>Taxes sur les produits pétroliers</i>	<i>194,5</i>	<i>68,7</i>	<i>75,4</i>	<i>0,9</i>	<i>-119,1</i>	<i>-61,2</i>	<i>6,7</i>	<i>9,8</i>
<i>Taxes hors produits pétroliers</i>	<i>460,1</i>	<i>279,6</i>	<i>313,8</i>	<i>3,8</i>	<i>-146,3</i>	<i>-31,8</i>	<i>34,2</i>	<i>12,2</i>
Taxes à l'exportation	227,5	219,0	219,9	2,6	-7,6	-3,3	0,9	0,4
<b>RECETTES FISCALES DU BUDGET</b>	<b>1928,6</b>	<b>1351,8</b>	<b>1451,5</b>	<b>17,4</b>	<b>-477,1</b>	<b>-24,7</b>	<b>99,7</b>	<b>7,4</b>

Sources : DGTCP, DGD, DGE



**Tableau 14: Recettes totales et dons 2010 à 2012**

(en milliards de F CFA)	2010		2011		2012	
	Réalisation	% PIB	Estimation	% PIB	Prévision	% PIB
<b>Recettes fiscales</b>	<b>1928,6</b>	<b>17,0</b>	<b>1451,5</b>	<b>17,4</b>	<b>1949,7</b>	<b>15,7</b>
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>247,7</b>	<b>2,2</b>	<b>198,8</b>	<b>2,4</b>	<b>257,7</b>	<b>2,1</b>
Cotisations de sécurité sociale	162,8	1,4	133,1	1,6	198,1	1,6
Autres recettes non fiscales	84,9	0,7	65,6	0,8	59,6	0,5
<i>Recettes non fiscales du Trésor</i>	40,7	0,4	26,7	0,3	24,9	0,2
<i>Redevance de téléphonie cellulaire</i>	7,4	0,1	5,5	0,1	5,7	0,0
<i>Autres recettes</i>	36,8	0,3	33,4	0,4	29	0,2
<b>TOTAL DONS</b>	<b>106,6</b>	<b>0,9</b>	<b>30,2</b>	<b>0,4</b>	<b>39,2</b>	<b>0,3</b>
Dons-projets	41,1	0,4	19,2	0,2	37,1	0,3
Dons-programmes	65,5	0,6	11	0,1	2,1	0,0
dont dons apurement arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>RECETTES TOTALES HORS DONS</b>	<b>2176,3</b>	<b>19,2</b>	<b>1650,3</b>	<b>19,7</b>	<b>2207,4</b>	<b>17,8</b>
<b>RECETTES TOTALES ET DONS</b>	<b>2282,9</b>	<b>20,1</b>	<b>1680,5</b>	<b>20,1</b>	<b>2246,6</b>	<b>18,1</b>

Sources : DGTCP, DGBF, DGE

### III.2- L'exécution des dépenses totales et prêts nets

*Les dépenses totales et prêts nets* ressortiraient à 2 233,1 milliards, soit 26,7% du PIB contre 22% en 2010. L'exécution de ces dépenses serait faite prioritairement en faveur de la relance des secteurs affectés par la crise post-électorale. A cet effet, un Programme Présidentiel d'Urgence (PPU) de 45 milliards a été mis en place pour amoindrir les effets dans les secteurs de la santé, de l'assainissement, de l'eau et de l'électricité. Aussi, les dépenses pro-pauvres se situeraient à 822,3 milliards, soit 9,8% du PIB contre 7,8% en 2010, traduisant la ferme volonté de contenir les conséquences de la crise particulièrement sur les populations les plus vulnérables.

#### III.2.1- Les dépenses courantes

*Les dépenses de personnel* s'établiraient à 715,5 milliards, représentant 8,6% du PIB. Elles intègrent : (i) la révision de la date d'effets des nouvelles mesures de revalorisations salariales n'ayant pas encore fait l'objet d'actes ; (ii) la révision de la date de recrutement des 5 094 enseignants bénévoles des zones CNO ; (iii) la prise en compte de l'incidence financière des changements de situation administrative et du mouvement du corps préfectoral, enfin (iv) la prise en compte du recrutement des soldats FAFN. Elles devraient demeurer la composante la plus importante des dépenses courantes (44,4%). Par ailleurs, dans l'optique du respect à terme de la norme communautaire, le Gouvernement a élaboré une stratégie de maîtrise de la masse salariale et a procédé à sa mise en œuvre par le recensement des fonctionnaires et agents de l'Etat.

*Les prestations sociales* se situeraient en 2011 à 192,2 milliards, correspondant à 2,3% du PIB. Elles devraient comprendre 111,8 milliards au titre de la CGRAE et 80,4 milliards pour la CNPS.

*Les subventions et transferts* se chiffreraient à 312,4 milliards, soit 3,7% du PIB contre 2,4% en 2010. La couverture du déficit du secteur de l'électricité a nécessité une subvention de 93,5 milliards en 2011 contre

74,8 milliards prévus. Ce dépassement s'explique essentiellement par la plus-value de 19 milliards sur les recettes de gaz.

*Les dépenses de fonctionnement* sont estimées à 379,5 milliards (4,5% du PIB contre 4,1% en 2010) dont 46,3 milliards de dépenses d'abonnement qui prennent en compte les consommations d'eau, d'électricité et de téléphone dans les zones ex-CNO. La hausse des dépenses de fonctionnement devrait servir à rééquiper l'administration publique en fourniture et mobilier de bureau en raison des pertes constatées suite aux pillages de la période post-électorale.

#### III.2.2- Les dépenses d'investissement

Elles seraient exécutées à hauteur de 268,1 milliards, dont 231,6 milliards financés sur ressources intérieures et 36,5 milliards sur ressources extérieures. Les investissements financés à partir des recouvrements du Trésor sont principalement la construction du 3ème pont estimée à 42 milliards, les grands travaux à 28 milliards et le Programme Présidentiel d'Urgence estimé à 45 milliards.

#### III.2.3- Les dépenses de sortie de crise

Elles sont estimées à 90,2 milliards dont 75,2 milliards financés par le Trésor et 15 milliards par l'extérieur (11 milliards de la Banque Mondiale pour le Projet d'Assistance Post Crise (PAPC) et 4 milliards pour la reconstruction de la zone CNO). Les dépenses de sortie de crise comprendraient principalement les opérations d'identification évaluées à 19,6 milliards dont 16 milliards pour le paiement des travaux de l'opérateur technique SAGEM, 21,9 milliards pour l'effort de paix et le service civique, 16 milliards au titre des consultations électorales, enfin 10,5 milliards pour le Programme National de Réinsertion et de Réhabilitation Communautaire et le Centre de Commandement intégré.

Au total, pour l'année 2011, le déficit budgétaire global s'établirait à 552,5 milliards soit -6,6% du PIB. Ce déficit sera couvert par des émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier sous régionaux pour un montant net de 145,5 milliards et par des appuis

budgétaires de 474,8 milliards des partenaires au développement, dont 229,6 milliards de l'AFD ; 52,5 milliards de la BAD ; 121,7 milliards du FMI ; 69 milliards de la Banque Mondiale et 2 milliards de l'UEMOA.

**Tableau 15: Dépenses totales de l'Etat 2010-2012**

(en milliards de F CFA)	2010		2011		2012	
	Réalisation	% PIB	Estimation	% PIB	Prévision	% PIB
<b>Personnel</b>	<b>800,5</b>	<b>7,1</b>	<b>715,5</b>	<b>8,6</b>	<b>918,7</b>	<b>7,4</b>
<b>Prestations sociales</b>	<b>212,6</b>	<b>1,9</b>	<b>192,2</b>	<b>2,3</b>	<b>209,5</b>	<b>1,7</b>
CNPS	88,4	0,8	80,4	1,0	104,1	0,8
CGRAE	124,2	1,1	111,8	1,3	105,4	0,9
<b>Subventions et transferts</b>	<b>272,6</b>	<b>2,4</b>	<b>312,6</b>	<b>3,7</b>	<b>305,0</b>	<b>2,5</b>
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	<b>470,3</b>	<b>4,1</b>	<b>379,5</b>	<b>4,5</b>	<b>474,2</b>	<b>3,8</b>
Dépenses du budget de l'Etat	305,7	2,7	257,4	3,1	300,9	2,4
Autres dépenses de fonctionnement	164,6	1,4	122,1	1,5	173,3	1,4
<b>Dépenses sociales ciblées</b>	<b>10,1</b>	<b>0,1</b>	<b>10,7</b>	<b>0,1</b>	<b>15,0</b>	<b>0,1</b>
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>349,9</b>	<b>3,1</b>	<b>268,1</b>	<b>3,2</b>	<b>619,3</b>	<b>5,0</b>
Sur ressources internes	263,5	2,3	231,6	2,8	501,4	4,0
Sur ressources externes	86,4	0,8	36,5	0,4	117,9	1,0
<b>Dépenses liées à la crise</b>	<b>141,5</b>	<b>1,2</b>	<b>90,2</b>	<b>1,1</b>	<b>30,0</b>	<b>0,2</b>
Sur ressources internes	122,2	1,1	75,2	0,9	30,0	0,2
Sur ressources externes	19,3	0,2	15,0	0,2	0,0	0,0
<b>Dépenses liées aux déchets toxiques</b>	<b>11,8</b>	<b>0,1</b>	<b>5,0</b>	<b>0,1</b>	<b>5,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Transferts en capital</b>	<b>1,7</b>	<b>0,0</b>	<b>31,5</b>	<b>0,4</b>	<b>6,2</b>	<b>0,1</b>
<b>Intérêts dus sur la dette</b>	<b>194,4</b>	<b>1,7</b>	<b>231,3</b>	<b>2,8</b>	<b>217,3</b>	<b>1,8</b>
Sur dette intérieure	66,3	0,6	106,3	1,3	67,4	0,5
Sur dette extérieure	128,1	1,1	125,0	1,5	149,9	1,2
<b>Prêts nets</b>	<b>33,4</b>	<b>0,3</b>	<b>-3,5</b>	<b>0,0</b>	<b>-3,5</b>	<b>0,0</b>
<b>DEPENSES PRIMAIRES (hors intérêts et déchets Toxiques)</b>	<b>2292,6</b>	<b>20,2</b>	<b>1996,8</b>	<b>23,9</b>	<b>2574,4</b>	<b>20,8</b>
<b>DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS</b>	<b>2498,8</b>	<b>22,0</b>	<b>2233,1</b>	<b>26,7</b>	<b>2796,7</b>	<b>22,6</b>

Sources : DGTCP, DGBF, DGE

### III.3- La dette publique

#### III.3.1- Le service de la dette publique

Pour une prévision de 1 291,4 milliards dans le budget 2011, le *service de la dette publique* devrait être exécuté à hauteur de 1 327,5 milliards, dégageant ainsi un dépassement de 36,1 milliards dont 29,3 milliards au titre de la dette intérieure et 6,8 milliards pour la dette extérieure. Il se compose de 384,1 milliards de dette extérieure et 943,4 milliards de dette intérieure et représente 80,4% des recettes intérieures et 15,9% du PIB.

Sur un service prévu de 914,1 milliards, la *dette intérieure* devrait ressortir à 943,4 milliards, soit un dépassement de 29,3 milliards essentiellement lié aux dépassements constatés sur les intérêts des émissions des bons du Trésor pour un montant de 25,7 milliards. En effet, la hausse des intérêts des émissions s'expliquerait non seulement par une mobilisation de ressources plus importante que celles prévues par le budget mais également par les intérêts payés au titre de la restructuration. Le service de la dette intérieure en 2011 intègre le montant de 2,5 milliards (non prévu dans le budget initial) issu de l'accord de titrisation avec la BNI.

Par ailleurs, le niveau total du service des bons du Trésor en 2011 est évalué à 666,3 milliards (70,7% du service de la dette intérieure) dont 603,7 milliards pour le remboursement du principal de 2010 et 62,6 milliards d'intérêts pour les émissions de bons du Trésor de 2011.

En ce qui concerne le service dû au titre de la dette extérieure, il devrait se situer à 384,2 milliards (soit 6,9% de la valeur des exportations) à fin décembre 2011 contre une prévision initiale de 377,3 milliards. Sur ce niveau de service, les annulations devraient portées sur 51 milliards, et les rééchelonnements sur 198,1 milliards, en rapport avec le nouvel accord de restructuration conclu avec le Club de Paris dans le dernier trimestre 2011. Ce nouvel accord de restructuration a engendré un coût supplémentaire du service du Club de Paris, ce qui explique en partie le dépassement constaté sur la dette extérieure. Les hypothèses tablent sur une accumulation d'arriérés d'environ 48,9 milliards composés de 27,1 milliards du Club de Londres et de 21,8 milliards de la Standard London.

Tableau 16: Situation d'exécution du service de la dette publique en 2011

		Service dû prévisionnel	Service dû révisé	Service réglé
<b>Dette intérieure</b> (en milliards de francs CFA)	BCEAO	28,7	28,9	5,4
	Banques commerciales	364,3	353,0	353,0
	Secteur non bancaire	521,1	561,5	561,5
	<b>Total</b>	<b>914,1</b>	<b>943,4</b>	<b>919,9</b>
<b>Dette extérieure</b> (en milliards de francs CFA)	Multilatéraux	69,9	71,2	71,2
	Club de Paris	244,2	248,8	0,2
	dont rééchelonnement et annulation	31,9	248,5	
	Autres bilatéraux	5,3	5,9	3,4
	Club de Londres	26,8	27,1	0,0
	dont rééchelonnement et annulation	94,5	94,5	94,5
	Standard Bank Londres	21,8	21,8	0,0
	Autres	8,4	7,8	3,1
	<b>Total</b>	<b>377,3</b>	<b>384,1</b>	<b>74,9</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 291,4</b>	<b>1 327,5</b>	<b>994,8</b>	

Sources: DGTCF, DGE

Par ailleurs, les règlements sur le service courant devraient se chiffrer à 994,8 milliards dont 919,9 milliards au profit des créanciers intérieurs et 74,9 milliards pour ceux de l'extérieur.

Les règlements du *service de la dette intérieure* devraient porter sur 919,9 milliards pour un service dû de 943,4 milliards. Ils devraient se répartir comme suit :

- 5,4 milliards réglés à la BCEAO au titre des intérêts sur le crédit adossé à l'allocation de DTS;
- 353 milliards payés aux banques commerciales dont 240,5 milliards pour le remboursement des bons du Trésor, 48,8 milliards d'emprunts obligataires et obligations du Trésor, 19,1 milliards pour la Facilité SIR, 17,8 milliards pour les crédits relais, 16,9

milliards au profit de la BNI, 6 milliards pour la titrisation de la dette CNCE et 3,3 milliards pour la consolidation de la dette CIE ;

- 561,5 milliards réglés au secteur non bancaire, et composés en partie des bons du Trésor (425,7 milliards), d'emprunts obligataires et obligations du Trésor (40,4 milliards), de la dette PFO (27,8 milliards), des titres fournisseurs (24,6 milliards), des titres CNPS (24,2 milliards) et des avances PETROCI (14 milliards).

Le remboursement des bons du Trésor, des emprunts obligataires et obligations du Trésor se font par restructuration. Elle consiste en des opérations de reconduction et de reconversion contre de nouveaux titres. Ainsi, 607,4 milliards de bons du Trésor ont été restructurés comme suit :

- 243 milliards de bons du Trésor dont la maturité est de 2 ans ;
- 364,4 milliards d'obligations du Trésor dont la moitié restructurée à 3 ans et l'autre moitié à 5 ans.

En outre, il est noté une réduction d'arriérés de 21,2 milliards dont 16,3 milliards reconvertis en emprunts obligataires.

*Au titre du service de la dette extérieure*, sur un service de 384,2 milliards, 74,6 milliards devraient être payés et se répartiraient comme suit:

- 71,2 milliards pour les créanciers Multilatéraux dont 11,3 milliards pour le FMI, 32,9 milliards pour la BM, 17 milliards pour la BAD, 2,2 milliards pour la BEI, 2 milliards pour l'UEMOA, 1,7 milliard pour la BOAD et 4 milliards pour les autres multilatéraux ;
- et 3,4 milliards pour les autres créanciers bilatéraux.

**Tableau 17: Service de la dette publique réglée 2008-2011**

en milliards de F CFA	2008	2009	2010	2011 Est.
<b>Service Dette Extérieure</b>	<b>403,4</b>	<b>450,7</b>	<b>384,1</b>	<b>79,4</b>
<i>en % du PIB</i>	3,9	4,1	3,4	0,9
<i>en % recettes budgétaires intérieures</i>	20,4	21,9	17,7	4,5
<i>en % dépenses budgétaires</i>	18,7	18,7	15,4	3,3
<b>Serviette Dette Intérieure</b>	<b>204,4</b>	<b>395,5</b>	<b>943,4</b>	<b>919,9</b>
<i>en % du PIB</i>	3,4	3,6	8,3	11,0
<b>Total Service</b>	<b>607,7</b>	<b>846,1</b>	<b>1 327,5</b>	<b>994,8</b>
<i>en % du PIB</i>	7,3	7,8	11,7	11,9
<i>en % recettes budgétaires intérieures.</i>	38,6	41,1	61,0	60,3

*Sources : DGTCP, DGE*

Par ailleurs, depuis juin 2011, l'Etat a payé les arriérés accumulés en 2010 sur les multilatéraux pour un montant de 4,2 milliards.

D'une manière générale, la mise en œuvre du programme d'urgence du Gouvernement a bénéficié d'un soutien financier important de toute la communauté internationale. C'est dans ce contexte que le Club de Paris, après avoir dénoncé auprès du Gouvernement ivoirien, la troisième phase de l'accord de restructuration du 15 mai 2009, qui couvre la période allant du 1er avril 2011 au 31 mars 2012, a convenu le 15 novembre 2011 avec la partie ivoirienne, d'un nouvel accord d'allègement de la dette publique extérieure de la République de Côte d'Ivoire. Cet accord a été conclu selon les termes dits de "Cologne". Il devrait permettre de réduire de plus de 78% correspondant à 1 822 millions de dollars, dont 397 millions de dollars annulés, le service de la dette due aux créanciers du Club de Paris entre le 1er juillet 2011 et le 30 juin 2014. En outre, à titre exceptionnel, vue la capacité de paiement limitée de la Côte d'Ivoire, les créanciers ont également accepté de différer et rééchelonner sur huit (8) ans les arriérés et sur dix (10) ans le remboursement des échéances dues sur la dette à court terme et post date butoir.

## **IV.- LA MISE EN ŒUVRE DES REFORMES**

Le Gouvernement a procédé à la poursuite et à la revue de l'ensemble des réformes initiées dans le cadre du Programme Économique et Financier appuyé par la FEC antérieure sur la période 2009-2011. Il a également exécuté de manière satisfaisante le programme d'urgence soutenu par la Facilité de Crédit Rapide. Ces acquis ont contribué à conclure avec le FMI un programme triennal 2011-2014 soutenu par la FEC, le 4 novembre 2011. Les principales actions entreprises au titre des réformes sectorielles se résument comme suit :

### **IV.1- Les finances publiques**

Dans le cadre de l'assainissement des finances publiques, les actions mises en œuvre au titre des réformes sont relatives à (i) l'opérationnalisation de la base de données des valeurs ; (ii) la mise en service du module informatique de gestion des exonérations conformément aux recommandations du Séminaire de Grand-Bassam de juin 2010 au niveau des douanes ; (iii) la finalisation du logiciel informatique sur le suivi des exonérations au niveau de la Direction Générale des Impôts (DGI) ; (iv) la mise en exploitation du module de gestion des avances et du module de gestion des actes modificatifs au niveau de la Direction Générale du Budget et des Finances (DGBF) ; et (v) l'amélioration de la gestion de la dette, par la mise en place du Comité National de la Dette Publique en novembre 2011.

### **IV.2- La filière café-cacao**

Dans le souci d'améliorer la situation financière des producteurs, le Gouvernement a poursuivi au titre de la campagne 2011/2012, l'instauration de la taxe ad valorem de 22% et fixé à 1000 F/Kg, le prix indicatif aux producteurs. Au titre du renforcement de la transparence, il a repris l'examen des Communications en Conseil des Ministres et la publication trimestrielle relative aux flux physiques et financiers de la filière avec la production des situations à fin septembre 2011. Concernant

la réforme de la filière, le Gouvernement a adopté les orientations stratégiques de la réforme le 02 novembre 2011.

### **IV.3- Le secteur énergie**

S'agissant du secteur énergie, le Gouvernement continue de renforcer la transparence dans la gestion du secteur par l'examen en Conseil des Ministres et la publication trimestrielle des Communications relatives aux flux physique et financier du secteur avec la production des situations à fin septembre 2011. Aussi, a-t-il poursuivi la production du rapport trimestriel sur les enlèvements de pétrole brut. Concernant le sous-secteur des hydrocarbures, le rapport provisoire des études sur la structure des prix des produits pétroliers est disponible et sera finalisé avant la fin de l'année. S'agissant du sous-secteur de l'électricité, les négociations sur le prix du gaz et le prix de l'énergie à l'exportation ont redémarré en vue de la réduction du déficit de ce sous-secteur.

### **IV.4- Le secteur financier**

Le secteur financier qui a fortement subi l'impact de la crise post-électorale, a fait l'objet, à la demande du Gouvernement, d'une mission consultative du département des marchés monétaires et de capitaux du Fonds Monétaire International. Cette mission a porté sur la stratégie de développement dudit secteur, ainsi que sur la gestion de la dette intérieure.

### **IV.5- Les réformes de l'administration publique et de la justice**

Au niveau des réformes de la fonction publique, le Gouvernement a procédé à la création des postes de Secrétariats Généraux des ministères. Il a également repris l'opération de recensement des fonctionnaires et agents de l'État, depuis le 29 août 2011. Dans le cadre du renforcement de la gouvernance et de la moralisation de la vie publique, le Gouvernement a adopté un code d'éthique et de déontologie des membres du Gouvernement. Il a aussi adopté une matrice d'actions annuelles soumises à une évaluation mensuelle et une revue trimestrielle au cours d'un Conseil des Ministres extraordinaire.



#### **IV.6- Les secteurs sociaux**

S'agissant du DSRP, il a été actualisé en prenant en compte l'impact de la crise post-électorale. Le rapport d'exécution du DSRP à fin 2011 en cours d'élaboration, devant être réalisé avant fin février 2012, couvrira la

période 2010-2011, et constituera la base d'appréciation de sa mise en œuvre. Par ailleurs, au titre des cotisations sociales, la réforme de la CGRAE et de la CNPS devrait être adoptée avant fin décembre 2011.

# TROISIEME PARTIE : PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES POUR 2012

## I. LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES POUR L'ANNEE 2012

### I.1- L'environnement économique international

Au plan international, sous l'hypothèse d'une maîtrise des difficultés de la zone euro, la croissance mondiale est attendue en 2012 à 4,0%. Ce taux est identique à celui de 2011, mais en retrait par rapport à la réalisation de 2010 de 5,1%. Aussi, ce niveau de croissance modéré serait-il en rapport avec le risque de dégradation des activités économiques attendu aux Etats-Unis envisagé en fin d'année.

Tableau 18: Cours des matières premières de 2010 à 2012

Produits en CFA	2 010	2 011 (prév)	2012 (prév)
Café (F CFA/kg)	916,8	1158,3	1075,9
Cacao (F CFA/kg)	1547,6	1435,7	1406,3
Coton (F CFA/kg)	1128,7	1582,1	996,5
Caoutchouc (F CFA/kg)	1 806,2	2504,0	2495,1
Huile de palme	425,1	504,8	458,3
Pétrole brut (F CFA/baril)	39 069,0	47 911,1	46 470,7
Or (F CFA/once)	605 423,5	734 539,1	817 079,1

Sources : Banque Mondiale, FMI (WEO)

Tableau 19: Evolution (%) de l'économie mondiale 2009 -2012

Croissance en %	2009	2010	2011 (prév.)	2012 (prév.)
Croissance mondiale	-0,5	5,1	4,2	4,3
Etats Unis	-3,7	3,0	1,5	1,8
Japon	-6,3	4,0	-0,5	2,3
Zone euro	-4,3	1,8	1,6	1,1
Allemagne	-5,1	3,6	2,7	1,3
France	-2,6	1,4	1,7	1,4
Royaume-Unis	-4,9	1,4	1,1	1,6
Russie	-7,8	4,0	4,3	4,1
Chine	9,2	10,3	9,5	9,0
Inde	6,8	10,1	7,8	7,5
Brésil	-0,6	7,5	3,8	3,6
Afrique subsaharienne	2,8	5,4	5,2	5,8
Côte d'Ivoire	2,3	3,9	2,4	-5,8

Sources : WEO oct 2010 (FMI), DGE/DCPE (Côte d'Ivoire)

### I.2- L'environnement national

Au plan national, l'activité économique devrait connaître son plein essor avec la normalisation de la situation sociopolitique et économique ainsi que la reprise effective des grands travaux d'investissements privés et publics prévus. Il s'agirait notamment: (i) de la consolidation de la paix à travers l'amélioration des conditions humanitaires et sécuritaires, (ii) l'amélioration de l'environnement des affaires, (iii) le renforcement de la coopération économique et financière avec les partenaires techniques et financiers assorti de l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE, (iv) la réalisation des investissements publics dans les secteurs sociaux et

la reprise des grands projets de développement, et (v) la reprise de la consommation des ménages, en liaison avec le regain de l'activité, la création de nouveaux emplois.

### **I.3- Les hypothèses et principaux résultats macroéconomiques pour l'année 2012**

#### **I.3.1- Au niveau de l'offre**

Les efforts de relance des activités économiques entamés depuis le deuxième semestre 2011 à travers notamment le programme d'urgence du Gouvernement, devraient produire leur plein effet au cours de l'année 2012 et porter le taux de croissance à 8,5%, après la décroissance observée en 2011. Cette relance économique proviendrait principalement des secteurs secondaire (+12,6%) et tertiaire (+13,7%).

##### ***I.3.1.1- Le secteur primaire***

Le secteur primaire, moins affecté par la crise, se situerait à 2,5% en relation avec le regain de toutes ses composantes, à l'exception de l'agriculture d'exportation en relation avec la baisse de la production de cacao en 2012 (-0,6%).

***L'agriculture vivrière*** évoluerait de 3% en 2012, en raison de la bonne pluviométrie observée en 2011 et de l'exécution des projets, notamment dans les filières riz, igname, banane plantain et maïs, dont l'objectif principal à terme vise à assurer l'autosuffisance alimentaire.

***L'extraction minière*** progresserait de 6,5% malgré la baisse de la production de pétrole brut (-6,5%) due à un manque d'investissement et des difficultés techniques de pompage. Cette évolution serait tirée d'une part, par la production de gaz (+12,7%), en liaison avec les investissements prévus sur le champ CI-27 et, d'autre part, par celle de l'or (+35%), dont le dynamisme proviendrait de la pleine activité de la mine de Tongon.

***La sylviculture*** devrait croître de 2% grâce à la demande de produits dérivés due à l'ouverture de nouveaux chantiers dans l'immobilier.

La baisse de l'agriculture d'exportation (-0,6%) est imputable au recul de la production de cacao (-8,9%), qui s'expliquerait principalement par le repos végétatif.

##### ***I.3.1.2- Le secteur secondaire***

Le secteur secondaire devrait retrouver le chemin de la croissance en 2012, avec un taux de 12,6% après la baisse observée en 2011 (-9,7%). Cette performance est liée à l'effet de rattrapage des niveaux de production perdus pendant la crise et la réalisation de nouveaux investissements en renforcement des capacités de production, suite à l'amélioration progressive du climat des affaires.

***Le BTP***, premier bénéficiaire de la relance économique, connaîtrait une croissance de 31,1% en 2012 (après la baisse de 20% en 2011), en rapport avec la reprise des grands travaux publics notamment la réhabilitation des universités publiques, le 3ème pont de Marcory-Riviera, le pont de Jacquville, la réhabilitation des ponts Houphouët Boigny et De Gaulle, le bitumage de nouvelles routes et autoroutes (les axes Boundiali / Tengrela et Abidjan/Bassam), l'entretien de 25 000 Km de pistes rurales, la construction de centres de santé et de salles de classe. Par ailleurs, le programme de l'habitat social devrait également contribuer à promouvoir cette branche d'activité.

***L'agroalimentaire*** repartirait aussi à la hausse en 2012 avec un taux de 11,1% contre -10% en 2011, en raison du redressement de la demande nationale, le rétablissement des échanges avec les pays de la sous-région et le raffermissement de la confiance des opérateurs économiques en relation avec la normalisation de la situation sociopolitique et sécuritaire.

Quant aux ***produits pétroliers***, la croissance en 2012 (18% contre -16,5% en 2011) serait due à la reprise des activités de la SIR liée à des problèmes d'approvisionnement en pétrole brut et à la fiabilisation de ses clients internationaux.

La production d'*énergie* est attendue en hausse de 8% en 2012 pour soutenir l'activité industrielle et poursuivre l'exécution du programme de l'électrification rurale. Cette amélioration proviendrait du fonctionnement à plein temps des différentes centrales thermiques, de l'abondance d'eau dans les barrages hydroélectriques, des investissements dans les installations du réseau électrique, en vue d'une réduction des pertes.

### ***1.3.1.3- Le secteur tertiaire***

Le secteur tertiaire progresserait de 13,7% grâce aux effets d'entraînement des secteurs primaire et secondaire. En effet, les branches transport (+10,5%), commerce (+9,5%), télécommunication (+5,5%) et autres services (+11,2%) retrouveraient de la vitalité en 2012 et se consolideraient du fait du redressement de l'activité économique.

***Le transport*** pourrait bénéficier des effets positifs des actions entreprises par le Gouvernement dans ledit secteur. Il s'agit notamment de : (i) la construction et la réhabilitation des routes et de pistes, (ii) la réalisation d'une logistique de groupage de marchandises, (iii) l'encouragement au renouvellement du parc auto des opérateurs par la mise en place d'un fonds de garantie et (iv) la certification de l'aéroport d'Abidjan et la création d'une nouvelle compagnie aérienne nationale.

***Le commerce*** évoluerait favorablement en 2012 de 9,5%, résultant de la reprise de la consommation, de la maîtrise de la contrebande, du renforcement de la sécurité et de la fluidité routière ainsi que l'amélioration de la libre circulation des marchandises. Le secteur tirerait également profit de la restauration de l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue du territoire.

***Les droits et taxes*** repartiraient en hausse de 28,1%, grâce à la reprise de l'activité économique, au redéploiement effectif de l'administration fiscale sur l'ensemble du territoire national et au renforcement des mesures de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale.

Concernant les ***autres services***, leur progression s'expliquerait par le renforcement de la sécurité dans tout le pays et de la reprise économique. La mise en place de la sécurisation touristique devrait concourir à la

réhabilitation et à la création de réceptifs hôteliers de dimension internationale. Le secteur financier devrait retrouver toute sa plénitude pour accompagner efficacement la reprise économique et sociale.

### ***1.3.1.4- Le secteur non marchand***

***Le secteur non marchand*** évoluerait de 3,8% en 2012, sous l'effet de l'augmentation des effectifs de la fonction publique imputable aux recrutements exceptionnels dans les secteurs éducation et sécurité consécutifs à la mise en œuvre du DSRP et à la sortie de crise.

### ***1.3.2- Du côté de la demande***

La demande bénéficierait de la reprise de l'activité économique amorcée au deuxième semestre 2011. Elle serait impulsée principalement par la relance de la consommation publique (35%) et de l'investissement public (83,5%).

***La consommation*** en 2012 serait tirée essentiellement par la consommation publique à travers l'augmentation substantielle des dépenses de l'Etat. Elle profiterait également du climat d'apaisement, de la politique de création d'emploi et de la hausse des revenus agricoles en rapport avec la hausse des productions des principaux produits d'exportation. Ainsi, la consommation finale augmenterait de 9,5% en 2012 contre -5,5% en 2011.

***S'agissant des investissements***, ils repartiraient en hausse avec un taux de 51,5% soutenus par les chantiers de l'Etat en matière d'infrastructures sociales et économiques. En outre, le secteur privé renouvellerait ses outils de production détruits pendant la crise. Il devrait y avoir également de nouvelles implantations d'usines, de nouveaux chantiers dans le domaine immobilier et pétroliers (nouveaux forages de développement et d'exploration). Le taux d'investissement résultant serait de 11,6% en 2012 contre 8,2% du PIB en 2011 et 9% en 2010.

***Les importations totales*** connaîtraient une hausse de 19,8% qui serait portée par les biens intermédiaires et d'équipements, en lien avec le regain de l'activité économique nationale. Quant aux exportations, elles

évolueraient de 5,4% en relation avec les produits pétroliers et les produits de l'agro-industrie.

*Au niveau des prix en 2012*, les tensions devraient s'estomper grâce aux actions du Gouvernement notamment la lutte contre le racket et les faux frais, la sensibilisation sur l'affichage des prix chez les détaillants, la politique de prix concertée avec les opérateurs de la grande distribution. Il s'y ajoute la réactivation de la commission de la concurrence et lutte contre la cherté de la vie et l'adoption d'une loi anti-trust et anti positions dominantes. Ces mesures combinées à la bonne tenue de l'agriculture vivrière, devraient permettre d'améliorer la fluidité routière et de favoriser un approvisionnement régulier des marchés. Sur cette base, l'inflation serait contenue à 2,2% en dessous de la norme communautaire fixée à maximum 3%.

**Tableau 20 : Cadrage macro-économique 2006-2011**

Croissance en volume en %	2009	2010	2011	2012
<b>PIB réel</b>	<b>3,7</b>	<b>2,4</b>	<b>3,7</b>	<b>8,5</b>
Secteur Primaire	6,4	0,5	1,7	2,5
Secteur Secondaire	-1,5	4,7	-9,7	12,6
Secteur Tertiaire	5,0	2,7	-12,7	13,7
Secteur non marchand	3,9	2,0	3,9	3,8
Consommation finale	0,5	5,1	-5,5	9,5
<b>FBCF</b>	<b>5,6</b>	<b>3,5</b>	<b>-13,5</b>	<b>51,5</b>
Exportation de biens	10,6	-1,4	-3,2	5,4
Importation de biens	5,2	3,5	-8,6	19,8
<b>Déflateur du PIB</b>	<b>0,5</b>	<b>1,9</b>	<b>4,2</b>	<b>2,5</b>

Source : DCPE

### I.3.3.- La balance des paiements

En 2012, *la balance des transactions courantes* ressortirait excédentaire de 215,9 milliards (1,7% du PIB), mais en baisse de 44,2% par rapport à 2011. Cette contreperformance serait liée au recul de la balance

commerciale et des transferts courants, en dépit de l'amélioration du solde des services et des revenus.

La balance commerciale serait excédentaire de 1 890,9 milliards en 2012, mais en baisse de 166 milliards par rapport à 2011, du fait d'une augmentation des importations plus élevées que celle des exportations.

Les composantes services et revenus structurellement déficitaires s'amélioreraient en 2012, pour se situer à des niveaux de -891,6 milliards et -466 milliards contre respectivement -904,8 milliards et 466,4 milliards en 2011. Quant au solde des transferts courants, il se dégraderait de 6,3% en 2012.

*Le compte de capital et d'opérations financières* enregistrerait un solde négatif de 115,8 milliards après un excédent de 65,9 milliards en 2011, malgré la progression des remises de dettes, des dons projets, des investissements directs et des investissements de portefeuille.

Au total, le solde globale de la balance des paiements ressortirait en 2012 excédentaire de 100 milliards (0,8% du PIB).

**Tableau 21: Balance des paiements 2012**

En milliards de F CFA	2010	2011	2012
<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>125,0</b>	<b>387,1</b>	<b>215,9</b>
• Biens	1715,9	2 056,9	1 890,9
• Services	-874,0	-904,8	-891,6
• Revenus	-458,0	-466,4	-466,0
• Transfert courants	-258,9	-298,6	-317,5
<b>Compte de capital et d'opérations financières</b>	<b>119,3</b>	<b>65,9</b>	<b>-115,8</b>
• Transferts de capital	584,0	38,7	104,7
• Acquisitions et cessions d'actifs non financiers	-0,5	-0,5	-0,5
• Investissements directs	171,6	127,8	188,1
• Investissements de portefeuille	265,9	155,1	182,2
• Autres investissements	-901,7	-255,2	-590,3
<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Solde global</b>	<b>244,3</b>	<b>453,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Variation des AEN</b>	<b>-244,3</b>	<b>-453,0</b>	<b>-100,0</b>
<b>Financement exceptionnel</b>	<b>310,4</b>	<b>291,4</b>	<b>308,6</b>
<b>Balance des opérations courantes / PIB en %</b>	<b>1,1</b>	<b>3,5</b>	<b>1,7</b>

*Source: BCEAO*

### I.3.4.- La situation monétaire

En 2012, *la masse monétaire* s'élèverait à 5 103,1 milliards (41,2% du PIB) contre 4 589,1 milliards (41,2 % du PIB) à fin décembre 2011, soit une hausse de 514,0 milliards représentant une progression de 11,2%. Les contreparties de la masse monétaire évolueraient comme suit :

*Les avoirs extérieurs nets* devraient s'améliorer de 100 milliards, passant de 1 838,4 milliards (14,8% du PIB) en décembre 2011 à 1 938,4 milliards (15,6% du PIB) en décembre 2012. Cette amélioration s'expliquerait principalement par la consolidation des comptes de disponibilités extérieures, en liaison essentiellement avec le rapatriement des recettes d'exportation et les tirages sur les ressources du FMI.

*Le crédit intérieur* est projeté à 3 280,3 milliards à fin décembre 2012 contre 2 856,3 milliards à fin décembre 2011, soit une hausse de 424,0 milliards, en soutien à la relance des activités du secteur privé.

La Position Nette du Gouvernement devrait ressortir à 1 016,9 milliards au terme de l'année 2012 contre 832,9 milliards en 2011, soit une progression de 184 milliards, induite par les concours des banques à l'Etat dans le cadre des opérations de marché sur titres publics. L'encours des crédits à l'économie s'établirait à 2 263,4 milliards à fin décembre 2012, en accroissement de 240 milliards. La progression serait impulsée par le retour attendu de la confiance qui favoriserait les décisions d'investissement chez les opérateurs économiques.

## II. LES PERSPECTIVES DES FINANCES PUBLIQUES POUR L'ANNEE 2012

Les finances publiques en 2012 ont été projetées sur la base de la normalisation de la situation sociopolitique et sécuritaire, de la reprise des chantiers favorable à la croissance économique, de la réduction du chômage, de la sécurité alimentaire et médicale, de la réduction de la pauvreté et du bien-être social. Malgré la normalisation sociopolitique, l'année 2012 serait caractérisée par une régression du recouvrement des recettes budgétaires (17,8 % du PIB contre 19,7% en 2011 et 19,2% en 2010) en raison principalement de l'effet négatif différé de la crise post-électorale sur les recettes au titre des bénéficiaires industriels et commerciaux en 2011 ainsi que sur les dividendes. Ce climat d'apaisement devrait permettre de rationaliser les dépenses et de faire la promotion des investissements.



## II.1- Les recettes totales

Les recettes totales et dons seraient de 2 246,6 milliards, soit 18,1% du PIB contre 20,1% en 2011. Elles se décomposent en recettes fiscales (1 949,7 milliards), en recettes non fiscales (257,7 milliards) et en dons (39,2 milliards). Cet objectif tient compte de l'impact de la poursuite et de l'intensification des actions de sortie de crise notamment la consolidation de la paix et de la sécurité, l'amélioration de l'environnement des affaires et la poursuite des relations avec les partenaires techniques et financiers.

### II.1.1- Les recettes fiscales

Les projections de recettes fiscales pour l'année 2012 résultent de la conjugaison des facteurs ci-après :

- les estimations de l'année 2011 ;
- la création de nouvelles taxes sur les télécommunications et le caoutchouc ;
- le redéploiement de l'administration fiscale sur toute l'étendue du territoire ;
- le renforcement des contrôles et la lutte contre le racket ;
- un taux de croissances du PIB nominal de 11,2% ;
- un taux de croissance en valeur des importations et de la consommation des ménages respectivement de 22,8% et de 6,3%.

Sur ces bases, les recettes fiscales se chiffrent à 1 949,7 milliards (15,7% du PIB) contre 1 451,6 milliards (17,4% du PIB) en 2011. Par nature de recette, les projections de 2012 se présentent comme suit :

**Les recettes de la DGI** seraient estimées à 951,9 milliards, soit 7,7% du PIB contre 812,6 milliards correspondant à 9,7% du PIB en 2011. Les principales composantes se déclinent comme suit :

- **les impôts sur les bénéfices** seraient recouverts à hauteur de 211,7 milliards contre 287,3 milliards, soit une baisse de 75,6 milliards en rapport avec la baisse des résultats des entreprises en 2011, due aux perturbations de l'activité économique ;

- **les impôts sur les revenus et les salaires** sont prévus à 226,3 milliards contre 156,1 milliards soit une plus-value de 70,2 milliards. Ce niveau de recouvrement est motivé par la reprise projetée sur le marché du travail en 2012, le retour des entreprises délocalisées dans la sous-région, la création de nouvelles entreprises et les nouveaux recrutements dans l'armée ;
- **les Taxes sur Opérations Bancaires (TOB)** sont projetées à 30 milliards soit une hausse de 7,8 milliards par rapport à 2011 due en partie à la reprise des activités dans le secteur bancaire avec l'afflux des capitaux étrangers pour le financement de la reconstruction, des projets de développement et du secteur privé ;
- **les encaissements de TVA** seraient de 182 milliards en hausse de 75,2 milliards liée notamment à la reprise de l'activité économique, sous l'effet de la relance de la consommation publique, des investissements privés et de la consommation des ménages ;
- **Les droits d'enregistrement café-cacao** sont projetés à 95,9 milliards en tenant compte de la hausse des quantités à l'exportation due à la réduction sensible des fuites de cacao et de café ivoirien vers les pays voisins.

Les recouvrements **des recettes du Trésor** sont prévus pour 2,9 milliards contre une réalisation à fin 2011 estimée à 2,5 milliards. Les impôts directs sont projetés à 1,9 milliard et les impôts sur biens et services à 0,6 milliard.

**Les recettes de la DGD** se situeraient à 994,9 milliards et se décomposent de la manière suivante :

- **Les droits et taxes à l'importation**, en hausse de 313 milliards par rapport à 2011 seraient de 702,2 milliards dont 254,2 milliards de taxes sur les marchandises générales ;
- **Les droits et taxes à l'exportation** sont prévus à 251,7 milliards et s'appuient sur les hypothèses suivantes :
  - a. la quantité de cacao exportée est projetée à 1 221 726 tonnes ;
  - b. la quantité de café exportée est évaluée à 105 840 tonnes ;
  - c. le prix CAF moyen du cacao est prévu à 1 500 F CFA ;



d. et le prix CAF moyen du café est prévu à 929 F CFA.

### **II.1.2- Les recettes non fiscales**

Les recettes non fiscales sont prévues à 257,7 milliards et comprennent les cotisations de sécurité sociales et les autres recettes non fiscales qui seraient respectivement de 198,1 milliards et 59,6 milliards.

### **II.2- Les dons**

Les contributions extérieures sans contrepartie ont été projetées à 39,2 milliards dont 37,1 milliards de dons-projets et 2,1 milliards d'appui de la BAD pour le renforcement des capacités.

### **II.3- L'exécution des dépenses publiques**

Les dépenses de l'Etat sont prévues à 2 796,7 milliards, soit 22,6% du PIB et tiennent compte de la mise en œuvre effective du programme d'investissement du Gouvernement. Les actions prioritaires concernent la réhabilitation des infrastructures socio-économiques de base, la poursuite du Programme Présidentiel d'Urgence (PPU), les projets de développement et de promotion de l'agriculture ainsi que le projet d'appui à la commercialisation des produits vivriers, et d'insertion des jeunes dans le secteur du commerce.

#### **II.3.1- Les dépenses courantes**

Les dépenses courantes s'élèveraient à 1 922,4 milliards, soit 15,5% du PIB contre 19,3% en 2011. Elles se composent principalement des dépenses de personnel prévues à 918,7 milliards, des prestations sociales à 209,5 milliards, des subventions et transferts à 305 milliards et des dépenses de fonctionnement à 474,2 milliards. L'exécution des principales composantes des dépenses courantes se décline comme ci-après :

*Les dépenses de personnel en 2012* sont prévues à 918,7 milliards, soit 47,1% des recettes fiscales. Elles intègrent : (i) les nouveaux recrutements ordinaires dont 8 267 fonctionnaires pour un coût global de 27,2 milliards ; (ii) le recrutement exceptionnel d'ex-combattants et d'enseignants bénévoles des zones CNO pour 17,4 milliards ; (iii) la prise

en compte de l'incidence financière des changements de situation administrative pour 12,6 milliards, enfin (iv) le paiement des arriérés de solde sur glissements catégoriels. La masse salariale se caractérise par la croissance de son poids dans les dépenses courantes de 2011 à 2012, passant de 44,4% à 47,8%.

*Les prestations sociales* se situeraient à 209,5 milliards contre 192,2 milliards en 2011, soit une hausse de 17,3 milliards. Au niveau de la CGRAE et de la CNPS, elles se chiffrent respectivement à 105,4 milliards et 104,1 milliards.

*Les subventions et transferts* sont projetés à 305 milliards en 2012 dont 76 milliards de subvention au secteur électricité. Les subventions et transferts devraient passer de 3,7% du PIB en 2011 à 2,5% en 2012.

*Les dépenses de fonctionnement en 2012* sont prévues à 474,2 milliards, soit 3,8% du PIB contre un minimum de 4,1% depuis 2009. Cette baisse traduirait l'effort du Gouvernement à réduire la consommation publique au profit des projets d'investissement. Par ailleurs, les dépenses d'abonnement sont prévues à 47,2 milliards, pratiquement en ligne avec celles de 2011.

#### **II.3.2- Les dépenses d'investissement**

Le taux d'investissement public en 2012 serait le plus élevé des dix dernières années. Il se situerait à 5% contre 3,2% en 2011. Les investissements s'établiraient à 619,3 milliards en 2012. Ils se décomposent en 117,9 milliards pour les projets financés par l'extérieur et 501,4 milliards pour les investissements financés sur ressources intérieures. En ce qui concerne les investissements financés par le Trésor, les hypothèses de projections sont la poursuite des grands travaux publics d'investissement (40 milliards) et du Programme Présidentiel d'Urgence (60 milliards), la construction du 3<sup>ème</sup> pont (8 milliards), le financement de projets pour les jeunes et la relance des activités du secteur privé à travers la construction de nouvelles routes bitumées. Les investissements financés sur ressources extérieures se composent de 2,1 milliards de dons-programme, 37,1 milliards de dons projets intégrant l'aménagement du

bassin du Gourou pour 5 milliards et 78,7 milliards d'emprunts projets dont 19 milliards pour la construction du troisième pont.

### **II.3.3-Les dépenses de sortie de crise**

Les dépenses de sortie de crise ressortiraient à 0,2% du PIB contre 1,1% en 2011. Elles se chiffrent à 30 milliards, entièrement financées sur ressources intérieures. Elles comprennent 20 milliards d'investissement dont 12,7 milliards pour la rémunération de SAGEM et 10 milliards de dépense de fonctionnement.

Au total, le déficit budgétaire global devrait s'établir à 550,1 milliards, soit -4,4% du PIB contre -6,7% du PIB en 2011. L'épargne publique, découlant de la couverture des dépenses courantes par les recettes budgétaires, serait de 247,3 milliards soit 2% du PIB contre -0,8% en 2011, et servirait à financer les investissements et la charge de la dette. Cela traduit l'effort du Gouvernement à maîtriser les dépenses de consommation. Par ailleurs, pour financer son déficit, l'Etat aurait recours au marché monétaire et financier sous régional, à hauteur de 404,2 milliards d'emprunts nets et bénéficierait de concours extérieurs du FMI (96,3 milliards) et de la Banque Mondiale (69,7 milliards).

## **II.4- La dette publique**

Les prévisions au titre du service de la dette publique 2012 se chiffrent à 882,4 milliards dont 461,3 milliards pour la dette extérieure et 421,1 milliards pour la dette intérieure, en baisse de 442,1 milliards (33,3%) par rapport au service estimé en 2011. Ce service représente 40% des recettes intérieures et 7,1% du PIB contre respectivement 80,4% et 15,9% en 2011. Cette baisse par rapport à 2011 est imputable à la dette intérieure compte tenu de la restructuration entreprise sur le stock des bons du Trésor à fin 2011.

### **II.4.1-La dette intérieure**

Le service de la dette intérieure est prévu à 421,7 milliards dans le budget 2012, en baisse de plus de la moitié par rapport au service réalisé en 2011. Cette évolution est liée à la restructuration des bons du Trésor. En effet, le

stock de bons du trésor (maturité ne dépassant généralement pas un an) à fin septembre 2011 a été transformé en des bons du Trésor de 2 ans et des obligations du Trésor pour 3 ans et 5 ans. Ainsi, la part des bons du Trésor dans le service 2012 passe à 35,5% contre 70,7% en 2011. Ce service de la dette intérieure se compose de :

- 38,8 milliards pour la BCEAO ;
- 135,2 milliards pour les Banques commerciales ;
- 247,8 milliards pour le secteur non bancaire.

### **II.4.2-La dette extérieure**

Le service exigible de la dette extérieure inscrit au budget de l'année 2012, est fixé à 461,2 milliards, soit 7,6% des recettes d'exportation contre 6,9% en 2011. Il se répartit en :

- 68,1 milliards dus aux multilatéraux;
- 337,3 milliards dus au Club de Paris;
- 41,6 milliards dus au Club de Londres;
- 14,2 milliards dus aux autres Créanciers.

Ce service de la dette extérieure a été estimé sur la base des hypothèses de restructuration de l'accord signé au cours du trimestre de 2011 avec le Club de Paris. Elles impliquent une annulation de 59,6 milliards et un rééchelonnement de 255,8 milliards.

## **III. LES PERSPECTIVES DE REFORMES POUR L'ANNEE 2012**

Le respect des engagements dans le cadre du Facilité de Crédit Rapide (FCR) et la poursuite de la mise en œuvre du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) ont abouti à la signature avec le FMI le 04 novembre 2011, d'un programme économique et financier à moyen terme 2011-2014 appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC). Ce programme renferme un ensemble de réformes dans les secteurs suivants :

les finances publiques, la filière café-cacao, le secteur énergie, le secteur financier, la gouvernance et le climat des affaires, l'administration publique et l'intégration sous régionale.

### III.1- Les finances publiques

L'exercice budgétaire 2012 sera axé sur l'augmentation des recettes fiscales. Pour y parvenir, les actions et initiatives suivantes sont prévues :

- la gestion du dossier unique des contribuables sera réorganisée par la création des services d'assiette et de recette dédiés exclusivement à l'impôt foncier, en vue d'en améliorer de façon significative le rendement ;
- les travaux du cadastre seront renforcés, en vue de mieux prendre en compte les opportunités fiscales offertes par l'extension rapide des villes. Ils permettront en particulier de faciliter la localisation et l'imposition plus réaliste des contribuables ;
- l'administration fiscale compte poursuivre sa politique de déconcentration de ses services et d'élargissement de l'assiette de l'impôt ;
- les Douanes ivoiriennes s'appuieront sur les réformes issues des recommandations des assistances techniques y compris celles du FMI et sur la mise en œuvre des mesures relatives à l'harmonisation des régimes d'exonérations ;
- les Administrations des Douanes et des Impôts tabletront également sur la reprise effective de la collecte de la fiscalité sur toute l'étendue du territoire, notamment dans les zones CNO ;
- le Gouvernement renforcera la collecte systématique des recettes de service ;

- le Gouvernement mettra en œuvre une politique de rationalisation des sociétés du portefeuille de l'Etat, en vue d'en améliorer la contribution au financement du budget ;
- la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale sera renforcée, de même que les campagnes de promotion du civisme fiscal.

Relativement aux dépenses, le Gouvernement fera une exécution prudente du budget de l'Etat. Pour ce faire, il prendra des dispositions idoines pour exécuter les dépenses dans la limite des ressources disponibles. A cet égard, les réunions du Comité de trésorerie seront poursuivies, afin de procéder, grâce au Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFiP), aux ajustements nécessaires dans le cadre de la gestion budgétaire.

Par ailleurs, la mise en œuvre du plan d'actions pour la gestion des finances publiques basées sur le PEMFAR sera poursuivie. Les avancées par axe stratégique se présentent comme suit :

- Pour l'amélioration du cadre juridique et institutionnel, le Gouvernement entend finaliser et adopter en Conseil des Ministres les six Directives de l'UEMOA, avant fin mars 2012. La mise en place de l'Assemblée Nationale et le vote des projets de textes devraient permettre la transposition de ces Directives dans le droit national au plus tard en septembre 2012 ;
- Sur le plan de la discipline budgétaire, le Gouvernement compte rationaliser le recours aux avances de trésorerie conformément aux dispositions de l'arrêté n°178/Cab-01/20 du 13 mars 2009, en poursuivant l'utilisation du module de gestion des avances démarré en septembre 2011 et en exploitant le module de gestion des actes modificatifs à partir du budget 2012 ;
- le Gouvernement entend poursuivre la formation des acteurs publics et privés de la commande publique sur, en particulier, le nouveau Code des marchés publics, afin d'assurer la bonne connaissance des nouveaux textes régissant les marchés publics en Côte d'Ivoire. Le Gouvernement entend poursuivre également le

renforcement des capacités de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP).

Concernant l'encadrement des crédits de TVA, le Gouvernement mettra en place une structure paritaire Etat/Secteur Privé dénommée Comité de Suivi des remboursements de crédits de TVA, présidée par l'Inspection Générale des Finances, avant le 31 décembre 2011. Ce Comité sera chargé notamment de coordonner, de planifier et d'évaluer les travaux de suivi des remboursements de crédits de TVA. Le Gouvernement entend consentir les efforts nécessaires pour maintenir le niveau des nouveaux stocks de crédits de TVA, à partir de 2012, à moins de 10 milliards de F CFA, les anciens stocks évalués et validés par le Comité paritaire devant faire l'objet d'un traitement spécifique.

Pour ce qui est de la gestion de la dette, afin de tirer le meilleur avantage des retombées de l'allègement substantiel du stock de sa dette extérieure après l'atteinte du point d'achèvement, le Gouvernement élaborera, en relation avec les partenaires techniques et financiers, notamment le FMI et la Banque Mondiale, un plan d'actions menant à une stratégie de gestion à moyen terme de la dette publique, prévue pour adoption en 2012. A cet effet, il entend adopter le nouveau cadre de gestion de la dette publique conforme aux directives de l'UEMOA, afin d'assurer une gestion intégrée et maîtrisée de la dette publique. En outre, le Gouvernement mettra en place, dès 2012, un programme de renforcement de capacités sur l'analyse de la viabilité de la dette, l'utilisation des techniques de simulation et les instruments de mobilisation de l'épargne, et soumettra une requête de participation au projet MTDS « stratégie de gestion à moyen terme de la dette publique » de la Banque mondiale et du FMI.

### III.2- La filière café-cacao

*Concernant la filière café-cacao*, la nouvelle stratégie définissant un nouveau cadre légal et réglementaire, ainsi qu'un nouveau mécanisme de commercialisation devrait être adoptée et connaître un début de mise en œuvre au cours de la campagne 2011/2012. Cette nouvelle organisation doit permettre d'améliorer la productivité en favorisant notamment la poursuite des programmes de régénérescence du verger. En outre, le

Gouvernement procédera, en plus des dépenses d'investissement, à l'intégration au budget de l'Etat des dépenses de fonctionnement de la filière à partir de l'exercice 2013. Il maintiendra l'application de la taxe ad valorem de 22% du maximum du prix caf du cacao instituée en septembre 2010.

### III.3- Le secteurs énergie, électricité et eau

Au niveau du secteur énergie, afin d'inciter les sociétés pétrolières à investir dans les domaines de l'exploration de la production du pétrole brut et du gaz, le Gouvernement entend procéder au premier trimestre 2012 à des amendements et réformes significatives du Code des Hydrocarbures et des Contrat Type de Partage de Production des Hydrocarbures.

Relativement aux prix des produits pétroliers, le Gouvernement a initié une étude sur la structure des prix des produits pétroliers, afin d'adopter une nouvelle structure tenant compte de l'analyse des différents paramètres et des acteurs de la formation des prix. Les conclusions de cette étude, attendues avant fin décembre 2011, constitueront les éléments de base pour le Gouvernement, dans le cadre de l'orientation de sa politique fiscale sur les produits pétroliers. La nouvelle stratégie devrait tenir compte de la nécessité de refléter les prix du marché, d'éviter des distorsions préjudiciables à la SIR, de l'impact social de l'évolution des prix à la pompe et d'assurer un soutien à la marge de la SIR. La nouvelle stratégie devrait être finalisée dans les prochains mois, et le Gouvernement mettra en place un mécanisme de fixation automatique des prix des produits pétroliers qui reflète les prix du marché dès juillet 2012.

*Pour ce qui est du sous-secteur électricité*, pour atteindre l'équilibre financier à l'horizon 2014, le Gouvernement entend adopter et mettre en œuvre une stratégie du secteur de l'électricité comprenant : (i) l'adoption du projet de code de l'électricité qui retrace le nouveau cadre réglementaire et juridique ; (ii) la finalisation des négociations sur la réduction des prix de cession du gaz ; (iii) la révision de la rémunération du concessionnaire ; (iv) l'amélioration du taux de recouvrement des factures surtout dans les ex-zones CNO ; (v) le renforcement de la lutte contre la fraude ; (vi) la réalisation des investissements pour améliorer la qualité du réseau de transport et de distribution ; (vii) l'adoption d'une



nouvelle structure tarifaire dès début 2012, sur la base des conclusions de l'étude ; (viii) l'ajustement des tarifs industriels de 10% à partir d'avril 2012 et des tarifs des ménages plus tard dans l'année ; et (ix) l'accroissement de la capacité de production en impliquant des producteurs indépendants.

*En ce qui concerne le secteur de l'eau*, le Gouvernement entend respecter ses engagements financiers vis-à-vis de la SODECI et lui permettre de garantir l'approvisionnement en eau potable des populations. Pour ce faire, il a payé l'échéance de 2011 de la dette titrisée, compte apurer les arriérés à fin 2010, et a repris depuis juin 2011 ses paiements mensuels. Le concessionnaire devra, à son tour, améliorer le taux de recouvrement des factures d'eau notamment dans les ex-zones CNO et la réalimentation des fonds de développement.

#### III.4- Le secteur financier

Relativement au secteur financier, une stratégie globale de développement du secteur sera élaborée et adoptée. Pour assurer le financement adéquat de l'économie, le Gouvernement entend contribuer à créer les conditions permettant au secteur financier de jouer pleinement son rôle. Pour ce faire, prenant en compte l'impact de la crise post-électorale, il prévoit de :

- lancer au premier trimestre 2012, avec l'assistance technique et financière du FMI et de la Banque Mondiale, cinq études portant principalement sur les mécanismes de financement de l'habitat, des PME/PMI et de l'agriculture vivrière, le rôle de l'Etat dans le secteur financier et le coût du crédit. Les conclusions de ces études devraient contribuer à l'élaboration de la stratégie, dont l'adoption est prévue avant fin 2012 ;
- rendre plus dynamique le marché primaire d'émission avec la mise en place des Spécialistes en Valeurs du Trésor (SVTs) qui facilitera à terme, le développement d'un marché secondaire entre les opérateurs économiques ;

- poursuivre ses efforts dans le suivi de la restructuration des banques en difficulté notamment celles du portefeuille de l'Etat, sans y injecter de ressources publiques nouvelles en dehors d'un plan de restructuration validé par les Autorités et discuté avec le FMI et la Banque mondiale ;
- renforcer la capacité du Comité de Développement du Secteur Financier (CODESFI) et conduire les études prioritaires en vue d'adopter un plan de réforme du secteur financier avant fin août 2012;
- poursuivre l'assainissement du secteur de la microfinance, à travers l'organisation régulière d'audits et le renforcement des conditions d'obtention d'agréments et en suivant particulièrement la situation de l'UNACOOPEC-CI.

#### III.5- L'administration publique et la gouvernance

*S'agissant de l'amélioration de la gouvernance*, le Gouvernement achèvera en 2012 les réformes déjà engagées, notamment l'adoption en Conseil des Ministres du Plan National de bonne Gouvernance et de Lutte contre la corruption, de la loi sur l'enrichissement illicite, de la charte d'éthique et du code de déontologie des agents de l'Administration publique. Par ailleurs, le Gouvernement renforcera le système de contrôle, d'inspection et d'évaluation dans l'Administration Publique à travers des audits opérationnels et le renforcement du rôle de l'Inspection Générale d'Etat, de l'Inspection Générale des Finances et des Inspections sectorielles.

*Se rapportant à l'amélioration du climat des affaires*, en vue de promouvoir les investissements privés, le Gouvernement entend créer un cadre attractif des flux de capitaux, en simplifiant les procédures et en réduisant les coûts et frais induits qui obèrent les charges d'exploitation des entreprises. L'ensemble de ces actions vise, entre autres, à améliorer les indicateurs liés aux activités du secteur industriel répertoriés à l'issue de la revue du « doing business ». Ces indicateurs concernent notamment la simplification des procédures administratives en matière d'obtention de terrain industriel et du permis de construire. Dans ce cadre, le

Gouvernement envisage de mettre en place avant fin 2012, un Centre de Facilité des Entreprises pour offrir aux opérateurs économiques l'opportunité d'effectuer dans un même lieu, l'ensemble des formalités nécessaires à la création d'une entreprise en Côte d'Ivoire. En outre, l'adoption par le Gouvernement en 2012, du projet de Loi portant réforme du cadastre devrait faciliter l'obtention du titre foncier, la sécurisation de la propriété foncière et permettre ainsi le développement d'un marché hypothécaire dynamique. Par ailleurs, le projet de Loi sur la concurrence sera adopté par le Gouvernement avant fin mars 2012. Il en est de même du code des investissements qui devrait être adopté par le Conseil des Ministres en 2012.

*En matière de réformes des entreprises publiques*, la décision de rationalisation du portefeuille des entreprises de l'Etat, prise en Conseil des Ministres le 29 juin 2011, sera mise en œuvre. Pour ce faire, le Gouvernement déclinera au préalable sa vision stratégique de gestion des entreprises publiques axée sur un recadrage de leurs missions dans une optique d'allocation optimale des ressources publiques et d'une meilleure rentabilité socioéconomique et financière. Dans ce cadre, les travaux du Comité de Pilotage d'Evaluation et de Restructuration desdites entreprises en instance de création avant fin 2011, devraient permettre de finaliser ce recadrage sur la base de l'identification des chevauchements existants entre celles-ci et de l'évaluation de leurs performances économiques et financières. Le Comité proposera alors au Gouvernement un schéma de réduction du champ du portefeuille des entreprises publiques en le réduisant de 25% avant fin septembre 2012. Par ailleurs, le Gouvernement entend finaliser l'élaboration des contrats d'objectifs entre l'Etat de Côte d'Ivoire, les sociétés d'Etat et les sociétés à participation financière publique majoritaire. Il veillera également à l'application du plan d'apurement des impayés validés conjointement par les entreprises publiques débitrices et les institutions de sécurités sociales (CGRAE et CNPS).

*Au niveau de l'administration publique*, le Gouvernement entend achever le recensement des fonctionnaires et agents de l'Etat au quatrième trimestre 2011, avec la constitution du Fichier Unique de Référence de la

fonction publique. Ce fichier sera utilisé dans le Système Intégré de Gestion des Fonctionnaires et Agents de l'Etat (SIGFAE), dont la finalisation est prévue au cours de l'année 2012. Par ailleurs, en vue d'améliorer l'efficacité de la Fonction publique, le Gouvernement mettra en place un Observatoire des Services Publics et procédera à la création de postes de Secrétaires Généraux des Ministères. En outre, le Gouvernement compte augmenter à partir de janvier 2012, l'âge de départ à la retraite des fonctionnaires et agents de l'Etat de 57 à 62 ans pour certaines catégories, aux fins d'assurer, entre autres, la viabilité financière de la CGRAE. Par ailleurs, le Gouvernement envisage d'actualiser la stratégie de maîtrise de la masse salariale avant mars 2012, notamment en reprogrammant le paiement des soldes des engagements antérieurs de l'Etat vis-à-vis des organisations professionnelles. Dans le même sens, les Autorités tireront avantage des résultats du recensement des fonctionnaires et agents de l'Etat, ainsi que de la rationalisation des recrutements au sein de la Fonction Publique. L'effet combiné d'une rationalisation des effectifs et d'une augmentation des recettes fiscales devrait permettre de réduire progressivement le ratio masse salariale/recettes fiscales.

### **III.6- L'intégration sous-régionale**

*En matière d'intégration sous régionale*, en vue de tirer le meilleur profit de son appartenance à l'UEMOA et à la CEDEAO, le Gouvernement accordera une priorité aux réformes initiées par ces institutions. A ce titre, il compte poursuivre ses efforts de mise en œuvre des diligences liées à la transition fiscale qui vise à orienter progressivement l'imposition vers la fiscalité intérieure au détriment de celle de porte. Cette disposition permettra notamment d'anticiper sur l'impact de la signature des Accords de Partenariats Economiques (APE) régionaux, dont le processus de négociation en cours implique fortement le Gouvernement. En outre, un accent sera mis sur l'extension du Tarif Extérieur Commun (TEC) au niveau de la CEDEAO.

## CONCLUSION GENERALE

---

A la suite de la crise post-électorale, pour répondre aux besoins urgents des populations et stabiliser le cadre macroéconomique, le Gouvernement a mis en place un programme d'urgence, appuyé par la Facilité de Crédit Rapide (FCR), qui a bénéficié d'un fort soutien financier de l'ensemble de la communauté internationale. Le succès de son exécution et la consolidation de la paix ont permis la conclusion d'un programme triennal soutenu par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) le 4 novembre 2011. Initialement projeté à -6,3%, puis révisé à -5,8% à la faveur des progrès rapides réalisés, le taux de croissance devrait en définitive être meilleur que prévu, traduisant l'ensemble des efforts fournis par le Gouvernement.

Capitalisant les acquis de 2011, l'année 2012 devrait consacrer l'avènement d'une nouvelle ère caractérisée par la relance économique soutenue en partie par la promotion des investissements publics et privés. Le taux de croissance devrait dépasser 8%. Cependant, face à l'effet négatif différé de la crise économique de 2011 sur les recettes budgétaires (BIC et dividendes), la mobilisation des recettes intérieures devrait bénéficier d'une attention toute particulière.







